



**MUSIQUE**  
LIL NAS X, UN  
RAP SIGAY

**BRÉSIL — BOLSONARO, LE PARI  
DU CHAOS PSYCHIATRIE — DU BON  
USAGE DES PSYCHÉDÉLIQUES**

**Courrier  
international  
élu magazine  
de l'année  
2021**



# Courrier international

N° 1611 du 16 au 22 septembre 2021  
courrierinternational.com  
France : 4,50 €

Afrique CFA 3,400 CFA, Algérie  
530 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre  
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, DOM  
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-  
Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie  
5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH,  
Pays-Bas 5,20 €, Portugal cont.  
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM  
850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

**LA  
FRANCE  
SUR LA  
BONNE  
VOIE ?**



**Vaccination, soutien à  
l'économie, diplomatie...  
Après l'avoir tant  
vilipendé, la presse  
étrangère redécouvre  
des vertus au  
modèle français.**

M 03183 - 1611 - F: 4,50 €





**Chez Rutabago,**  
**on n'a pas**  
**de livreurs à tous**  
**les coins de rue,**  
**mais des**  
**producteurs**  
**aux quatre coins**  
**de la France.**

Nous privilégions le circuit court pour nos box repas 100% bio, livrées chez vous chaque semaine avec [rutabago.com](https://rutabago.com).

**30€ offerts\*** sur la 1<sup>ère</sup> commande avec le code **COURRIER30**

\*Offre valable jusqu'au 30/09/2021 réservée exclusivement aux nouveaux clients. Abonnement hebdomadaire flexible et sans engagement.



**LES CHOIX  
DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

**La France sur  
la bonne voie ?**

p.28

**E**t si finalement le modèle français avait du bon ? Après avoir été pendant des mois très critique à l'encontre d'Emmanuel Macron, de l'interventionnisme de l'État, des tergiversations du gouvernement dans la gestion de la pandémie, voilà que la presse étrangère redécouvre des vertus à la France. À commencer par le **New Statesman**, qui, dans un article plutôt enlevé, s'amuse de ce "pays d'irréductibles qui résistent encore et toujours à la fin de l'histoire". Mais voilà, écrit l'hebdomadaire britannique, cette France qu'on dit si souvent "désespérante" a paru moins ébranlée que les Américains ou les Britanniques au moment de la chute de

Kaboul et de la victoire des talibans (qu'elle avait anticipée, visiblement) ; autres "succès" à mettre à son crédit selon le **New Statesman** : sa politique industrielle, longtemps jugée ringarde, "qui inspire un peu partout à l'étranger", son relatif faible taux d'émission de CO<sub>2</sub> par habitant ("grâce" au nucléaire), un vieillissement moindre de sa population grâce à une politique généreuse en matière de congé maternité (et paternité, désormais), ses infrastructures et mêmes ses 35 heures ! C'est dire si le vent a tourné. "Le monde change, conclut l'hebdomadaire, et il est plus que jamais français !" N'en jetez plus. Cet article a été publié début septembre, et il nous a semblé un bon point de départ pour ce dossier. Mais qu'on ne s'y trompe pas, dans le même journal, un politologue lui répond de façon cinglante à propos de Macron : jadis "grand espoir des progressistes pour contrer l'émergence du populisme dans le monde entier", sa politique, des "gilets jaunes" au pass sanitaire, en passant

par un "discours démagogique" portant sur les cinq millions de musulmans de France, a révélé un politicien "plus proche de Janus [le dieu aux deux visages] que de Jupiter", assène-t-il. Il n'empêche. Comme d'autres, et sans doute une partie de la presse étrangère, nous nous attendions à une rentrée plus que compliquée... Ce n'est pas le cas. Pas encore. La mise en examen la semaine dernière d'Agnès Buzyn pourrait venir casser cette dynamique. D'autant, explique le **Wall Street Journal**, que "les opposants à Macron font de la gestion de la pandémie [...] un thème essentiel de la campagne [présidentielle à venir]." À voir. Il ne s'agit pas ici de tresser des lauriers au gouvernement. Mais notre rôle à **Courrier international** est de rendre compte de façon équilibrée de ce que la presse étrangère écrit, notamment sur la France. Or plusieurs journaux mettent en avant aujourd'hui le relatif succès de la campagne de vaccination après des débuts chaotiques, du pass sanitaire

(**Il Foglio**), de la rentrée scolaire (**Die Welt**), et saluent des prévisions de croissance inespérées. Même le très critique **Spectator**, qui ne manque jamais d'épingler la France, reconnaît s'être trompé : non seulement le virus n'a pas eu raison de Macron, mais "il est son meilleur allié" ! Pour la **Stuttgarter Zeitung**, la popularité élevée du président à ce stade de son mandat (41 % de Français lui font confiance, selon le dernier sondage Ifop cité par le journal) "bénéficie du fait que l'économie nationale a bien mieux résisté que prévu à la pandémie. La hausse du chômage tant redoutée n'a pas eu lieu." Même constat ou presque pour la correspondante du **New York Times** à Paris : "Le gouvernement français a conçu le pass sanitaire comme un outil pour garder l'économie en marche", dit-elle. "Sur ce sujet, la France a été en avance." Et d'autres pays cherchent à l'imiter. Beaucoup plus critique, **Die Zeit** considère, lui, que le pass sanitaire est un frein à l'économie et qu'il a creusé les inégalités et les

divisions. "Dans les quartiers défavorisés, où les gens tombent plus souvent malades à cause de leurs conditions de vie précaires, le taux de vaccination est plus faible qu'ailleurs", déplore l'hebdomadaire allemand. Alors que la campagne pour la présidentielle s'accélère, c'est un argument à ne pas négliger. Enfin, et pour terminer sur une bonne note, sachez que **Courrier international** vient de recevoir pour la première fois de son histoire le prix Relay du magazine de l'année. Une distinction qui récompense le titre de presse magazine qui a le plus marqué et le mieux incarné cette année 2021 si particulière. Ce prix vient couronner le travail de toutes nos équipes, de la rédaction aux abonnements, à la diffusion... Et nous le partageons avec vous. Car ce sont d'abord nos lecteurs qui font le succès de ce journal. Merci pour votre fidélité.

**En couverture :**  
dessin de **Ruben**, Pays-Bas.  
**Lil Nas X** : photo **Charlotte Rutherford**



**Sommaire**



CHARLOTTE RUTHERFORD

**360°** p.42

**Lil Nas X,  
le rap est si gay**

Le 17 septembre, le rappeur américain sortira son tout premier album, **Montero**, très attendu. L'artiste de 22 ans affirme de plus en plus ouvertement son homosexualité et dynamite un milieu du hip-hop réputé pour son machisme et son sexisme. Un portrait du **New York Times Magazine**.

**AFGHANISTAN** p.16

**Un ordre  
nouveau s'installe**

Le gouvernement soi-disant "inclusif" n'est finalement qu'un décalque de l'organisation des talibans. Il réunit des dirigeants portés sur des listes noires à l'étranger. L'objectif : plaire à la majorité afghane – c'est-à-dire aux traditionalistes, souligne **Afghan Women News**.

**LES SOURCES**

Chaque semaine, les journalistes de **Courrier international** sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Afghan Women News** (afghanwomennews.com) Kaboul, en ligne.
- Ha'aretz** Tel-Aviv, quotidien.
- CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien.
- Gandhara** (gandhara.rferl.org) Kaboul, en ligne.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Historia y Vida** Barcelone, mensuel.
- Huanqiu Shibao** (Global Times) Pékin, quotidien.
- Jutarnji List** Zagreb, quotidien.
- Kompas** Jakarta, quotidien.
- New Statesman** Londres, hebdomadaire.
- The New York Times** New York, quotidien.
- The New York Times Magazine** New York, hebdomadaire.
- Novaia Gazeta** Moscou, bihebdomadaire.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- La Presse canadienne** Toronto, quotidien.
- Shang Pao** (Up Media) (upmedia.mg) Taipei, en ligne.
- Stuff** (stuff.co.nz) Wellington, en ligne.
- Stuttgarter Zeitung** Stuttgart, quotidien.
- Le Temps** Lausanne, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

**ÉTHIOPIE** p.26

**Les cadavres de la rivière Tekezé**

Des dizaines de corps portant des marques de torture ont été repêchés au Soudan dans ce cours d'eau qui coule depuis l'Éthiopie. Selon l'enquête de **CNN**, il s'agirait de Tigréens victimes de massacres ethniques.



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

**6. Royaume-Uni.** Au bal des hypocrites  
**D'un continent à l'autre**  
**12. Brésil.** Bolsonaro et le pari du chaos

**14. Canada.** Un Trudeau peut en cacher un autre

**16. Afghanistan.** Un ordre nouveau s'installe

**18. Papouasie-Nouvelle-Guinée.** En bateau-stop sur le fleuve Fly

**20. Moyen-Orient.** La victoire des talibans rebat des cartes

**22. Russie.** Le culte du chef ne peut avoir d'avenir

**24. Royaume-Uni.** Recherche routiers désespérément

**25. Monténégro.** Le pays malade des Balkans

**26. Éthiopie.** Les cadavres de la rivière Tekeze

**À la une**  
**28. La France sur la bonne voie ? Transversales**

**36. Sciences.** Les psychédéliques font tourner les têtes

**40. Économie.** Elizabeth Holmes, star déchue de la tech

**41. Signaux.** Fractales virales

**360°**  
**42. Portrait.** Lil Nas X, le rap est si gay

**48. Culture.** Le charme discret de Sally Rooney

**50. Voyage.** Embarquement pour Waiheke

**51. Histoire.** Praxitèle, le sculpteur qui a dévoilé le corps des femmes



## SUR NOTRE SITE

## La France vue de l'étranger. En route pour la présidentielle.

Anne Hidalgo et Marine Le Pen ont annoncé leur candidature, lançant une campagne qui promet d'être sans merci, notamment pour Emmanuel Macron. Comment la presse étrangère voit-elle les candidats déclarés et présumés ? Quels sont, selon elle, les enjeux de la campagne en France ? Tous les jours sur notre site, des analyses, des opinions, des reportages...

## Podcast. Six pieds sur Terre, d'autres voix pour un monde durable.

Courrier international et ID4D, le média du développement durable, vous donnent rendez-vous à partir du 21 septembre pour notre nouveau podcast, *Six pieds sur Terre*. Effondrement du vivant, dérèglement climatique, pénuries d'eau, creusement des inégalités, apparition de nouveaux virus... Face à l'ampleur de ces défis, nous vous proposons d'aller voir comment pensent les autres ! Chaque mardi, rendez-vous avec une personnalité pour converser sur le monde. Pour le premier épisode de notre série "Comment vivre avec le vivant", nous donnons la parole à la philosophe et psychologue Vinciane Despret.

**L'horoscope de Rob Brezsný** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

**Atlas**  
du réchauffement climatique

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...  
La crise climatique  
bouleverse la planète.  
Peut-on encore la contrer ?

# Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
**Actionnaire :** La Société éditrice du Monde  
**Président du directoire, directeur de la publication :** Arnaud Aubron  
**Directrice de la rédaction, membre du directoire :** Claire Carrard  
**Conseil de surveillance :** Louis Dreyfus, président  
**Dépôt légal** Août 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.  
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

**Rédaction** 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com  
**Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)  
**Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

**ÉDITION** Anouk Delport (16 98), Fatima Rizki (17 30), **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Carole Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Koteljevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Ghazal Golschiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie), **MAGAZINE 360°** Marie Béliçon (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

**SITE INTERNET** Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 16 32), Carole Lyon (rédactrice éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 16 65), Nora Houdart-Ouahal (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

**TRADUCTION** Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethou (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragsol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Auréole Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin

**PÔLE VISUEL** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

**AGENCE COURRIER** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Djalila Konate (17 38)

**DIRECTRICE DE LA FABRICATION** Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Maury, 45 330 Malesherbes **ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Julien Abirama, Giuseppe Ardiri, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, François Burkard, Marie-Ange Costantini, Frédéric Dalléas, Marie Daoudal, Myriam Dartois-Ako, Guillaume Deneufbourg, Maddalena De Vio, Marion Douterligne, Corinne Duqueyroux, Valentine Morizot, Adrien Palluet, Anne Romefort, Nina Schreier, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Yuta Yagishita

**PUBLICITÉ** MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Boniclatzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

**RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE** Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

**Modifications de services ventes au numéro, réassorts** 08 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex **Tél. 03 21 13 04 31** Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 015-466, is published weekly 48 times per year (triple issue in August/Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: Ptot < 0,02 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart *Rue des Etudiants* posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

### Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80 €~~\*  
 **1 AN** (52 numéros) + **6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80 €~~\*

RCO21BO002

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>  
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

## Courrier international

### Avantages abonnés :

**Rendez-vous sur courrierinternational.com**

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

### Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

**USA-Canada :**

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

**Suisse :**

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



# La Poste s'engage avec WWF France vers une livraison 0 carbone.

La Poste est pionnière depuis plus de 10 ans dans la neutralité carbone grâce à la réduction et à la compensation volontaire de 100% des émissions restantes. Elle poursuit aujourd'hui son engagement pour tendre vers la livraison zéro carbone.



ECOLOGIC

La Poste et WWF France, ensemble vers une livraison zéro carbone.



LA POSTE



# Royaume-Uni. Au bal des hypocrites

Le 11 septembre, Emma Raducanu a remporté l'US Open. Outre-Manche, ses origines étrangères sont mises en avant. Pure hypocrisie, rétorque cette autrice irlando-nigériane.



—**The Guardian** (extraits) Londres

Ce week-end, la joueuse de tennis Emma Raducanu, du haut de ses 18 ans, a été la première joueuse issue des qualifications et la première Britannique en quarante-quatre ans à remporter un tournoi du Grand Chelem. Cette jeune fille de Bromley [au sud-est de Londres] a battu la Canadienne Leylah Fernandez, 19 ans, au cours de la première finale de Grand Chelem opposant des moins de 20 ans depuis vingt-deux ans. Raducanu est ainsi devenue, presque du jour au lendemain, la nouvelle coqueluche du sport britannique. Et même si nous devons célébrer collectivement cette extraordinaire victoire, cela devrait aussi être l'occasion de réfléchir sur les origines de Raducanu.

Née au Canada d'un père roumain et d'une mère chinoise, elle est arrivée au Royaume-Uni à 2 ans. Pourtant, nous, les Britanniques, sommes-nous si accueillants vis-à-vis d'immigrés comme les Raducanu qui, sans atteindre à une célébrité mondiale, vivent des vies ordinaires, souvent cantonnés au rôle de travailleurs essentiels mal payés qui font tourner l'économie ? Même si sa victoire a été rapidement saluée sur les réseaux sociaux par le Premier ministre, et même [le leader populiste] Nigel Farage, son profil multiculturel est en contradiction

avec le nationalisme féroce que prône le gouvernement britannique, notamment à travers sa politique migratoire. Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, ce mois-ci on apprenait que la police des frontières de la ministre de l'Intérieur, Priti Patel, prévoyait de refouler des petits bateaux transportant des migrants dans la Manche, malgré les protestations de la France et d'associations de défense des droits de l'homme [lire ci-dessous].

J'en ai assez de l'hypocrisie du débat sur ces individus à l'héritage multiculturel dont on ne vante les mérites que lorsqu'ils réussissent. En 2014, Nigel Farage a fait cette déclaration honteuse : "On m'a demandé si je serais inquiet de voir un groupe d'hommes

## Migrants : Londres durcit le ton

●●● "Exaspérée" par le nombre d'arrivées illégales de migrants en provenance de l'Hexagone, évaluées à 14 000 cette année, la ministre de l'Intérieur britannique, Priti Patel, souhaite contraindre les embarcations de fortune à rebrousser chemin en pleine mer, rapportait **The Times** le 9 septembre. Une mesure controversée et seulement

applicable dans un nombre de cas "très réduits", tempère le journal. En vertu du droit maritime, tout navire se doit d'intervenir en cas de situation de détresse : "Les gardes-côtes devraient donc s'assurer que les embarcations interceptées sont en état de naviguer avant de les repousser." De l'autre côté de la Manche, Paris dénonce "un chantage", assure **The Guardian**.

↳ Emma Raducanu. Dessin de **Brighty**, Royaume-Uni.

roumains emménager près de chez moi. Si vous viviez à Londres, je pense que vous le seriez." Il est ensuite revenu sur ses propos. En 2013, Boris Johnson, alors maire de Londres, a invité le gouvernement à ne pas accueillir davantage de Roumains et de Bulgares, car d'après lui ils n'auraient fait que grossir la population des sans-abri de la capitale. Les conditions d'immigration hostiles créées par le parti au pouvoir et encouragées par certains médias conduisent depuis des années à calomnier certains migrants d'Europe de l'Est et d'ailleurs, tandis que le racisme systémique contre les Noirs et d'autres minorités ethniques en Angleterre persiste.

Les gentils mots de Johnson et de Farage trahissent ainsi l'extraordinaire hypocrisie qui s'exprime vis-à-vis de ces gens qui choisissent de s'installer au Royaume-Uni. Raducanu est la preuve vivante qu'un pays qui met en avant différentes cultures peut réussir. Mais de nombreuses personnes de couleur en Grande-Bretagne ont compris qu'il y avait des règles implicites quant aux "bons" et aux "mauvais" immigrés.

On ne peut pas s'empêcher de repenser à la finale de l'Euro 2020 contre l'Italie, en juillet de cette année. Trois jeunes joueurs anglais noirs avaient alors essuyé des injures racistes sur les réseaux sociaux après avoir manqué des penaltys. Pour beaucoup, c'était la preuve que nous [les immigrés] sommes britanniques quand nous réussissons, mais devons plier bagage quand nous perdons.

Je crains que Raducanu ne doive porter le fardeau de ces attentes hypocrites tandis que son étoile va continuer à monter au firmament sportif. Elle va devoir se comporter comme le symbole d'une nation, au lieu d'être simplement elle-même. Nous devons saluer la résilience et le talent de Raducanu, et éviter de donner dans ce discours réducteur sur la diversité culturelle et l'intégration. Son exploit pourrait, pour certains d'entre nous, être l'occasion de changer de regard sur l'immigration dans notre pays. Mais nous devons aussi nous rappeler que si cette victoire de Raducanu est une victoire pour le Royaume-Uni, elle est d'abord et avant tout une victoire pour elle-même.

— **Georgina Lawton**  
Publié le 13 septembre

## Petit répit

**IRAN** — Téhéran a accepté, le 12 septembre, que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) puisse accéder aux caméras de surveillance à l'intérieur de ses installations nucléaires. "Un geste symbolique visant à donner du temps au genre d'accord durable", commente le **Financial Times**. Mais ce compromis "ne contient aucun détail sur les questions essentielles qui bloquent tout retour éventuel à un accord mondial, telles qu'une éventuelle réduction du niveau d'enrichissement de l'uranium par l'Iran".

## Barrage diplomatique

**BIRMANIE** — À la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies, le 14 septembre, **Foreign Policy** a révélé que la junte, arrivée au pouvoir à la suite du coup d'État du 1<sup>er</sup> février, serait interdite de tribune. "Un camouflet pour les militaires en quête de légitimité internationale", commente le magazine américain. L'accord, conclu à l'issue de mois de négociations entre les États-Unis et la Chine et approuvé par l'Union européenne, l'Asean et la Russie, fera en outre barrage à toute démarche de leur part en vue d'être reconnu par les Nations unies comme gouvernement légitime. Et ce "jusqu'en novembre au moins".

## Le triomphe et la débâcle



**MAROC** — À l'issue d'élections qui ont "mis fin à dix ans d'islam politique", comme l'écrit sur sa couverture le magazine **Tel Quel**, Mohammed VI a nommé, le 10 septembre, le milliardaire Aziz Akhannouch au poste de Premier ministre. Ce dernier devra désormais former une coalition emmenée par son parti libéral, le Rassemblement

national des indépendants (RNI), qui a triomphalement remporté 102 des 395 sièges du Parlement. Une victoire qui n'a d'égal que "la déroute spectaculaire" des islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) : alors qu'ils disposaient de 125 élus lors de la précédente législature, ils n'en auront plus que 12.

## Nouvelle donne



**NORVÈGE** — "La revanche", titre en une **Dagbladet**, le 14 septembre, au lendemain des législatives. Une revanche pour l'opposition de gauche qui, emmenée par le Parti travailliste de Jonas Gahr Store (photo), a remporté 100 des 169 sièges du Parlement. Après huit ans au

pouvoir, la Première ministre conservatrice, Erna Solberg, a concédé sa défaite.

Les cinq partis d'opposition ont de fait bénéficié de la publication en août du rapport du Giec intitulé "Code rouge pour l'humanité". L'avertissement selon lequel le réchauffement climatique était sur le point de devenir dangereusement "incontrôlable" a placé la question au cœur de la campagne électorale du premier producteur de pétrole d'Europe de l'Ouest. Cependant, comme l'explique *Dagbladet*, "ce qui a commencé comme une campagne électorale pour le climat ne s'est pas soldé par un résultat donnant aux partis verts un pouvoir ou une influence décisifs au Storting [le parlement] pour les quatre prochaines années".

Des Verts qui pourraient refuser d'entrer dans la future coalition de Jonas Gahr Store. Ils ont annoncé qu'ils ne soutiendraient un gouvernement de gauche que s'il s'engage à mettre

fin immédiatement aux forages pétroliers en Norvège. Le futur Premier ministre a d'ores et déjà rejeté cet ultimatum.

## Nord Stream 2 prêt à entrer en service

**ÉNERGIE** — Le 10 septembre, le consortium gazier russe Gazprom a annoncé l'achèvement du gazoduc Nord Stream 2. Sa mise en exploitation devrait avoir lieu d'ici à la fin de l'année. Lancée en avril 2018, la construction de cette double ligne de canalisation, longeant le gazoduc Nord Stream qui relie sur 1 200 kilomètres la Russie à l'Allemagne, a connu de nombreux aléas. Elle s'est notamment heurtée à l'opposition de pays européens de l'Est et des États-Unis, les uns comme les autres prenant fait et cause pour l'Ukraine. Cette dernière perd partiellement

# 227

**MILITANTS ÉCOLOGISTES ONT ÉTÉ ASSASSINÉS** au cours de l'année 2020, selon un rapport de Global Witness rendu public le 13 septembre. Un chiffre en constante augmentation depuis plusieurs années. "Pour la deuxième année consécutive, la Colombie, avec 65 meurtres, arrive en tête de cette liste", écrit *El Spectador*. Un tiers de ces attaques ont visé des Amérindiens et une attaque sur dix a visé des femmes." Les défenseurs de l'environnement ont également payé un très lourd tribut au Mexique (30 assassinats) et aux Philippines (29).

son statut de pays de transit du gaz russe, Nord Stream 2 la contournant. "L'annonce de la fin de la construction du gazoduc n'a pourtant pas arrêté les discussions", relève le quotidien russe *Gazeta*. Kiev a déclaré qu'elle continuerait à s'opposer à sa

mise en service. Washington a, pour sa part, estimé qu'il s'agissait d'un "projet géopolitique dangereux qui met en péril les pays européens" et brandi la menace de sanctions au cas où la Russie utiliserait le gazoduc comme une "arme".

**L'uppercut de la rentrée** PREMIERE ★★★★★ **Éblouissant** LE MONDE ★★★

LES FILMS DU BAL, KOMPLIZEN FILM ET PIE FILMS PRÉSENTENT AVSHALOM POLLAK NUR FIBAK

# LE GENOU D'AHED

UN FILM DE NADAV LAPID



**PRIX DU JURY**  
FESTIVAL DE CANNES  
SÉLECTION OFFICIELLE 2021







ACTUELLEMENT AU CINÉMA



LA CARTE  
DE LA SEMAINE



## Le tunnel du rapprochement



\* Territoires géorgiens séparatistes, indépendants de facto.

“Le 10 septembre, la Géorgie a commencé la construction d’un tunnel vers la Russie”, écrit le journal moscovite **Vzgliad**. Long de 9 kilomètres, d’un diamètre de 15 mètres, il offrira une alternative à la route militaire géorgienne. Cette route de 208 kilomètres qui franchit les montagnes du Grand Caucase, construite en 1801, constitue aujourd’hui encore l’axe principal entre les deux pays voisins. Lorsqu’il entrera en service, en 2024, le tunnel réduira donc considérablement les temps de trajet. Il pourrait aussi contribuer au rapprochement des deux États, alors qu’ils ont rompu leurs relations diplomatiques en 2008, après la guerre russo-géorgienne en Ossétie du Sud et la reconnaissance par Moscou des deux régions sécessionnistes géorgiennes d’Abkhazie et d’Ossétie du Sud.

## Le “Pol Pot des Andes” est mort



**PÉROU** — “L’assassin en enfer”, titre le **Correo**, le 12 septembre, au lendemain de l’annonce du décès d’Abimael Guzmán, le fondateur du Sentier lumineux, mouvement de guérilla d’inspiration maoïste. Âgé de 86 ans, cet ancien professeur de philosophie purgeait une peine de prison à vie dans la base navale de Callao, près de Lima, après avoir été arrêté en 1992. Il avait déclenché en 1980 une “guerre populaire” contre le pouvoir. Jusqu’à la fin des années 1990, le conflit a fait plus de 70 000 morts et disparus.

## Le mammoth de retour?

**GÉNÉTIQUE** — L’idée de redonner naissance à des mammoths fait l’objet de recherches depuis une dizaine d’années. Mais le 13 septembre, rapporte le **Guardian**, “les chercheurs ont annoncé de nouveaux financements qui, pensent-ils, pourraient faire que leur rêve devienne réalité”. Concrètement, la société de biosciences et de génétique Colossal s’est vu promettre une enveloppe de 15 millions de dollars. Plus qu’un mammoth laineux – disparu de la surface de la Terre voilà 4000 ans – les chercheurs envisagent de fabriquer un “mammouphant”, un éléphant génétiquement modifié, doté du pelage, des oreilles et du sang de ses vieux cousins.

## LIBAN

# Un gouvernement attendu au tournant

Fruit de subtils équilibres internes, le gouvernement de Najib Mikati, annoncé le 10 septembre, va devoir rapidement prouver qu’il est à la hauteur des enjeux.



➤ Dessin de **Naser Jafari**, Jordanie.

Né après plus d’un an de marchandages politiques, le nouveau gouvernement libanais, annoncé vendredi 10 septembre, n’aura pas le luxe d’un état de grâce. Il aura la lourde tâche de sortir le pays de la plus grave crise de son histoire moderne et devra rapidement faire ses preuves auprès de la population, prise au piège de l’effondrement économique du pays et des pénuries en tous genres. Mais aussi auprès de la communauté internationale, qui exige des réformes structurelles pour débloquer les aides financières susceptibles d’enrayer la crise.

Formée “sous la pression croissante de la communauté internationale”, la nouvelle équipe dirigée par le milliardaire Najib Mikati n’a pas suscité “l’enthousiasme débordant des foules”, explique l’éditorialiste Issa Goraieb dans **L’Orient-Le Jour**. “Les spécialistes” qui la composent ont été sélectionnés par “les divers camps en lice” dont ils “seront inévitablement l’instrument”, explique l’éditorialiste. “Le nouveau gouvernement est né, mais il n’y a aucun soupire de soulagement au vu de la multitude de ses membres étroitement associés à la classe politique corrompue”, tranche le site libanais **Daraj**.

Pour de nombreux observateurs de la vie politique libanaise, la naissance du gouvernement – qui doit encore obtenir la confiance du Parlement – est surtout le résultat d’un accord tacite entre la France, l’Iran et les États-Unis, dans le cadre des nouveaux équilibres régionaux. “Les États-Unis se retirent, le gouvernement Raïssi-Macron est né”, résume l’analyste politique Mounir Rabih sur le

site libanais **Al-Modon**, du nom des présidents iranien et français, qui se sont entretenus de la situation au Liban, à la fin du mois d’août.

Selon **Daraj**, c’est aussi “le gouvernement de Bachar El-Assad”, comprendre “du rétablissement des liens entre le Liban et la Syrie”, en référence, notamment, au projet (proposé par Washington) d’acheminer du gaz et de l’électricité arabes vers le Liban, qui souffre de graves pénuries de courant, via son voisin syrien.

Pour le nouveau gouvernement, chargé, entre autres, d’organiser les prochaines élections législatives prévues en 2022, date à laquelle le mandat du président Michel Aoun doit s’achever, l’heure est désormais à l’action. “La réalité nous oblige à ne pas faire porter au nouveau gouvernement tous les fardeaux du pays, mais il doit lancer une feuille de route définissant ses priorités. Elles

sont nombreuses, et les problèmes sont urgents”, écrit la directrice de la rédaction du quotidien **An-Nahar**, Nayla Tuéni,

“car ce que vivent aujourd’hui les Libanais défie toute logique”.

À court de devises étrangères, le Liban connaît depuis des mois de graves pénuries de carburant, de médicaments et d’électricité touchant à tous les aspects de la vie quotidienne, sans oublier la dépréciation de la monnaie nationale et l’hyperinflation des prix. “Nous nous attellerons à la résolution des problèmes de carburant et de médicaments pour arrêter l’humiliation [des Libanais]”, a promis Najib Mikati. Le nouveau gouvernement devra également reprendre les discussions avec le Fonds monétaire international (FMI).

— **Courrier international**



Revue de presse

TGV  
**!nOUI**

VOYAGEZ AVEC VOTRE TEMPS



VOUS  
D'ABORD  
À BORD.



**ACCÈS EXPRESS**

**VOTRE FILE DÉDIÉE À  
L'EMBARQUEMENT\***

RENDEZ-VOUS SUR **OUI**<sub>sncf</sub>, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

\* Service disponible à l'embarquement sur certains trains TGV INOUI, réservé aux voyageurs Business Première, aux détenteurs d'une carte Liberté voyageant avec un billet 1re, aux membres du programme de fidélité à partir du statut Grand Voyageur, dans les gares suivantes : Bordeaux Saint-Jean, Nantes, Rennes, Lille Flandres, Lyon Part-Dieu, Lyon Perrache, Paris Est, Paris Gare de Lyon, Paris Montparnasse, Paris Nord, Marseille Saint-Charles, Montpellier Sud-de-France. TGV INOUI est une marque enregistrée de SNCF Voyageurs. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Voyageurs, SA au capital social de 157 789 960 euros, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 9, rue Jean-Philippe Rameau - 93200 Saint-Denis Cedex. ROSA PARIS

**SNCF**



CONTROVERSE

# En cas d'attaque chinoise, Taïwan pourra-t-il s'en sortir ?

Les Taïwanais, forts du soutien américain face à la Chine, débattent des enseignements à tirer de la chute de Kaboul. En cas de conflit armé, les Américains tiendront-ils leur promesse ? Selon que le journal est situé à Pékin ou à Taipei, la réponse est différente.

NON

## Le soutien américain est une chimère

—Huanqiu Shibao (Global Times) (extraits) Pékin

Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan a provoqué l'effondrement en quelques jours du régime en place à Kaboul. Les images de l'évacuation en hélicoptère du personnel de l'ambassade des États-Unis vers l'aéroport de la capitale afghane, tout comme celles des talibans s'emparant du palais présidentiel ont circulé dans le monde entier, ébranlant fortement le prestige et la crédibilité des États-Unis.

Pour beaucoup de gens, ces scènes évoquent irrésistiblement l'évacuation en catastrophe par ce même pays de ses ressortissants lors de la chute de Saïgon en 1975, et l'abandon de son allié sud-vietnamien. Cela rappelle également le retrait des troupes américaines du nord de la Syrie en 2019, qui laissa les Kurdes livrés à eux-mêmes. Certains historiens soulignent que cette façon qu'ont les États-Unis de privilégier leurs intérêts au détriment de leurs alliés est un travers profondément enraciné dans leur ADN depuis leur fondation.

L'abandon par les Américains du régime en place en Afghanistan a été vécu comme un choc particulièrement brutal dans certaines régions d'Asie, et notamment à Taïwan. L'île est en effet le territoire qui dépend le plus des États-Unis pour sa protection, et les autorités du Parti démocrate progressiste [PDP, au pouvoir à Taïwan depuis 2016] ont aggravé cette anomalie ces dernières années. En Afghanistan, les Américains n'ont pas réagi au retournement de situation soudain qui a suivi leur départ, se contentant de gérer leur opération de rapatriement. Cela préfigurerait-il d'une façon ou d'une autre le destin qui attend Taïwan ?

La valeur géopolitique de l'Afghanistan n'est en rien inférieure à celle de Taïwan. L'Afghanistan a pour voisins la Chine,

la Russie et l'Iran, trois rivaux majeurs des États-Unis sur le plan géopolitique, et aussi bastions de l'antiaméricanisme. Les Américains ne se sont pas retirés de ce pays parce qu'il n'avait plus d'importance à leurs yeux mais parce qu'y rester était devenu "trop cher". Soucieux de maintenir leur hégémonie mondiale, ils ont estimé qu'il leur serait plus avantageux de déployer ailleurs les ressources qu'ils y avaient investies.

Taïwan est indéniablement l'allié le moins coûteux des États-Unis en Asie orientale, comparé à ce qu'il leur rapporte. Pas de contingent américain stationné sur l'île, l'alliance repose sur des ventes d'armes régulières des États-Unis à Taïwan, ainsi que sur le soutien politique qu'ils lui manifestent et qui consiste essentiellement à manipuler le PDP pour l'inciter à mettre en œuvre toujours plus de mesures anti-

Chine, conduisant les deux rives du détroit à dilapider leurs ressources. Des navires de guerre et des avions de chasse américains paraded régulièrement à proximité du détroit mais en fin de compte les États-Unis n'ont pas à déboursier un sou

pour Taïwan. Au contraire, ce sont eux qui engrangent les bénéfices, grâce aux ventes d'armes mais aussi en contraignant Taïwan à importer le bœuf et le porc américains. Ce sont les grands gagnants de cette relation fondée sur des enjeux à la fois géopolitiques et commerciaux.

En cas de guerre entre les deux rives du détroit, la Chine cherchant à s'emparer de Taïwan par la force armée, s'ils veulent intervenir militairement, les États-Unis devront faire preuve de bien plus de détermination que s'ils étaient restés en Afghanistan, dans le nord de la Syrie ou au Sud-Vietnam. Dans ces derniers cas, demeurer fidèle à leurs alliés consistait uniquement à maintenir une forme de statu quo. Intervenir dans un conflit dans le détroit de Taïwan obligerait au contraire les États-Unis à modifier leur politique à l'égard de l'île, à échanger des bénéfices engrangés facilement contre l'entrée dans un conflit, et consentir des sacrifices aussi douloureux qu'onéreux.

Certains membres du "camp vert" [l'alliance formée autour du PDP de Tsai Ing-wen] voudraient se convaincre que la situation de Taïwan et celle de l'Afghanistan n'ont rien de comparable et que les

États-Unis ne se résoudront jamais à abandonner Taïwan. Il est vrai que ce sont deux situations différentes, puisque si les États-Unis s'impliquaient dans une guerre entre la Chine et Taïwan, leurs espoirs de victoire seraient bien plus faibles encore, et le prix qu'ils auraient à payer, bien plus élevé. Quant à "l'importance particulière" que Taïwan revêtirait aux yeux des États-Unis, les responsables du PDP et autres partisans de "l'indépendance de Taïwan" [les guillemets expriment le caractère inconcevable de l'expression, vu de Chine] feraient bien de ne pas se bercer d'illusions.

Les autorités du PDP doivent rester lucides, et les partisans de ce doux rêve, trouver l'énergie de se réveiller. Après ce qui vient de se passer en Afghanistan, ils doivent comprendre que, si une guerre totale éclate dans le détroit de Taïwan, la résistance de leur armée n'excédera pas quelques heures, et que le secours promis par les Américains n'arrivera jamais. Les autorités taïwanaises seront rapidement contraintes de capituler. Seule une poignée de hauts fonctionnaires parviendront, peut-être, à s'enfuir par les airs. C'est écrit. Les choses ne se passeront pas autrement.—

Publié le 16 août

OUI

## C'est une question de volonté

—Shang Pao (Up media) Taipei

De manière prévisible, le retour des talibans au pouvoir a conduit de nombreux prophètes de comptoir à affirmer que "l'Afghanistan d'aujourd'hui est le Taïwan de demain". Une formule qui repose sur les arguments suivants : "On ne peut pas se fier aux États-Unis. Ils finissent toujours par trahir leurs alliés, et tout se termine comme au Vietnam [en 1975] ou comme en Afghanistan !"

Mais peut-on vraiment comparer la situation de Taïwan à celle de l'Afghanistan ?

L'histoire de ce pays d'Asie centrale remonte à la plus haute antiquité. L'Afghanistan est 18 fois plus grand que Taïwan pour une population 1,3 fois plus

nombreuse, mais son PIB moyen par habitant est plus de 10 fois inférieur. Le pays a été fondé en 1919, à peu près à la même époque que la République de Chine [évacuée à Taïwan en tant qu'entité politique en 1949]. Surnommé le "cimetière des empires", l'Afghanistan a englouti, ces vingt dernières années, plus de 2 000 milliards de dollars, dépensés par les États-Unis pour essayer de le transformer, en enseignant aux Afghans la démocratie et les droits de l'homme, en leur montrant comment organiser des élections. Seulement, les Américains ont sous-estimé la rigidité des spécificités culturelles et les croyances religieuses de ce peuple.

À Taïwan, 80 % au moins de la population souhaite préserver son système et son mode de vie. C'est pourquoi nous travaillons dur et payons nos impôts sans rechigner, afin de disposer d'une force armée autonome. Et c'est pour ne pas être dépouillés des acquis que les générations précédentes ont obtenus par la lutte que nous nous allions à des pays amis qui partagent nos valeurs. Les Taïwanais pourront-ils conserver ces droits durement acquis ? Cela dépendra de notre volonté propre de les protéger, davantage que du soutien que sont prêts à nous accorder les États-Unis.

Parmi ceux qui brandissent l'exemple afghan pour effrayer les Taïwanais, nombreux sont ceux qui admettent que le régime des talibans est mauvais et qu'il faut absolument éviter de subir un sort semblable. Or le moyen qu'ils préconisent serait de cesser de résister aux bandits qui nous oppressent, pour ne pas les irriter. Mais agir ainsi n'irait-il pas à l'encontre de l'effet recherché ? Ne serait-ce pas tourner le dos à l'objectif que nous poursuivons depuis des décennies ?

Aucun pays n'a l'obligation de se sacrifier pour la liberté et la démocratie d'une autre nation. La liberté et la démocratie n'ont jamais été gratuites. Si le destin tragique que connaît l'Afghanistan doit alerter notre vigilance, le plus important pour nous n'est pas d'obtenir les garanties des États-Unis, mais de savoir combien nous sommes prêts à payer pour notre liberté et pour vivre en démocratie. Dès lors, est-il vraiment pertinent de se servir en permanence de l'exemple afghan pour faire peur aux Taïwanais ?

—Cho Jan  
Publié le 18 août



## Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers  
ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles :  
quels que soient vos projets, nous mobilisons  
tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication  
qui nous ont permis d'être récompensés en 2020  
pour la qualité de notre accompagnement  
dans la réalisation de vos projets\*.

Rendez-vous sur [hsbc.fr/expert](https://www.hsbc.fr/expert)



LES TROPHÉES DE LA BANQUE  
2020



SATISFACTION  
CONSEILLER PROJET

par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com)

\*Les Trophées de la qualité bancaire sont décernés par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com) (société du Groupe meilleurtaux.com). L'édition 2020 de cette étude a été réalisée online en association avec l'Institut Opinion Way, entre le 27 septembre et le 23 octobre 2019, sur un échantillon de 5035 Français bancarisés et représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. HSBC Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - [orias.fr](https://www.orias.fr)) sous le n°07005894. Crédit photo : Getty Images.

# d'un continent à l'autre.

## amériques



Asie .....	16
Moyen-Orient...	20
Europe .....	22
Afrique .....	26

# Brésil.

## Bolsonaro et le pari du chaos

Le président brésilien a multiplié les attaques contre la Cour suprême, notamment lors de la fête nationale, le 7 septembre. La presse brésilienne prévoit une escalade autoritaire, voire un risque de coup d'État.



CARTOON MOVEMENT

**A**ppel à destituer un juge de la Cour suprême, ultimatum lancé à la plus haute juridiction du pays, accusations sans fondement de fraudes dans le système de vote électronique, menaces sur la tenue des élections en 2022 : depuis plusieurs semaines, le président brésilien Jair Bolsonaro, en mauvaise posture dans les sondages avec seulement 24 % d'avis favorables, fait planer le spectre d'un coup d'État, plongeant le pays dans une grave crise institutionnelle. La tension est encore montée d'un cran le 7 septembre, jour de la fête de l'indépendance nationale, lorsque des centaines de milliers de partisans ont répondu à son appel

et sont descendus dans les rues des grandes villes brésiliennes pour lui manifester leur soutien. Haranguant la foule à Brasília puis à São Paulo, le leader d'extrême droite a réitéré ses attaques et a affirmé qu'il rejeterait les décisions de l'un des juges de la Cour suprême, Alexandre de Moraes, qui a ouvert une enquête contre lui pour diffusion de fausses informations. De quoi faire réagir le président du tribunal, pour qui le refus du président de coopérer représenterait, le cas échéant, "un attentat contre la démocratie" et un "crime de

responsabilité" pouvant déboucher sur une demande de destitution "à analyser par le Congrès", rapporte **El País Brasil**. Or, au Parlement, des partis de droite et du centre droit qui avaient plutôt soutenu le gouvernement jusqu'à présent ont indiqué envisager d'ouvrir la porte à une telle procédure. Le leader d'extrême droite a-t-il senti le vent tourner ? Après la réaction du président de la Cour suprême, il a affirmé dans un communiqué n'avoir "jamais voulu agresser" les institutions brésiliennes, expliquant le contenu de ses discours

par "l'émotion du moment". Pour une éditorialiste d'**O Globo**, Jair Bolsonaro a "changé de ton car il a perdu son pari de la semaine", celui d'une faible réaction des institutions. Mais le chef de l'État "essayera de nouveau" de "pratiquer un crime contre la démocratie", prévoit-elle, car "c'est dans sa nature". Un de ses confrères du journal abonde et évoque une "stratégie politique" du dirigeant brésilien, qui "met le feu à la république et réapparaît déguisé en pompier", avançant "un peu plus dans l'escalade autoritaire" à "chaque incendie contrôlé". En ce sens, le président "ne va pas changer", "il va simuler une trêve jusqu'à flairer le moment d'attaquer à nouveau".

Cette fois, observe-t-il, "le théâtre de la modération est lié à l'instinct de survie" et "entre ces allers et retours", Jair Bolsonaro, visé par plusieurs investigations, "va tenter de négocier un accord pour sauver sa peau" et échapper à la justice. En attendant, cette "tactique d'attaques et de replis érode peu à peu les institutions démocratiques", s'alarme un éditorialiste du site d'informations **Uol**. Or, prévient-il, si ces institutions "baisent la garde et normalisent le fait que nous avons un président qui s'amuse avec le pays, cette série de répétitions d'un putsch peut emmener les institutions et la démocratie elle-même à un point de non-retour".

— **Courrier international**



Revue de presse

✍ *Jair Bolsonaro. Dessin de Amorim, Brésil.*

# Une ligne jaune depuis longtemps franchie

Avec le président Jair Bolsonaro et ses partisans, le Brésil a touché le fond. Allons-nous longtemps rester à genoux ? s'interroge ce quotidien de São Paulo.

—**Folha de São Paulo**  
(extraits) *São Paulo*

Comment expliquer à nos enfants et petits-enfants que le Brésil se soit retrouvé le 7 septembre, jour de la fête nationale, otage de tensions créées volontairement par son président populiste et autoritaire et ses séides ? Alors même que la seule façon légitime de commémorer l'indépendance du Brésil était de rendre hommage à ses 580 000 morts [du Covid-19] et de travailler à sauver les vivants ?



Que dire, aussi, à la communauté internationale qui observe, incrédule, ce qui se passe au Brésil ? L'image de notre pays dans le monde est écornée comme nul n'aurait pu l'imaginer. Partout, des chefs d'État expriment, chacun à leur façon, leur inquiétude et leur perplexité, mais tous savent bien qu'ils ont face à eux un président démocratiquement élu parmi les plus dangereux de la planète. La gestion tragique de la pandémie, la destruction délibérée de l'Amazonie et de bien d'autres milieux naturels au Brésil, la promotion des armes à feu, qui met en péril la sécurité et la démocratie, voilà autant de menaces dont la portée dépasse largement les frontières brésiliennes.

Et nous ? Allons-nous rester encore longtemps à genoux, spectateurs de la catastrophe économique, sociale et morale de notre pays ? Les avertissements n'ont pourtant pas manqué, et pour douter encore des abîmes où peut nous conduire ce président sans

**Urgent : nous recherchons des hommes et femmes politiques de conviction !**

limite aucune, il faut être mal informé, ou bien tirer personnellement profit de l'épreuve que nous vivons. Quand ils sont accablés, les lâches sont plus dangereux encore. Quand ils échouent dans leurs objectifs principaux, ils s'emploient dans leur chute à créer le chaos et attiser la violence. Il y a longtemps que nous avons franchi la ligne blanche. Dans le discours du président le 7 septembre à Brasilia, il y a eu des menaces contre le Congrès, et un ultimatum contre la Cour suprême. Les policiers présents ont montré que la politisation

de la police est une réalité, et ce dans un contexte où le nombre d'armes détenues à titre personnel par des agents de la gendarmerie explose. Combien d'échappatoires nous inventerons-nous chaque fois que nous touchons ce que nous croyons être le fond ? Je ne sais plus si le plan est plutôt d'inspiration vénézuélienne ou afghane. Et peu importe : il faut arrêter ça, maintenant.

La Cour suprême ne peut pas, seule, lutter et tenter de poser des limites qui chaque jour sont sabotées par l'inaction, l'indifférence ou la complicité d'autres pouvoirs. Les menaces de mort explicites reçues par le juge de la Cour Alexandre de Moraes sur les réseaux sociaux de la part de partisans du président sont-elles de la responsabilité exclusive de leurs auteurs ? Les autorités et les figures d'autorité qui les encouragent n'ont-elles pas leur part ? Le président de la Chambre des députés et les parlementaires du Centrão [la nébuleuse de partis dits "centristes"] continuent à jouer à la loterie le sort de notre pays, indifférents à la faim et au désespoir des Brésiliens, jetant aux oubliettes plus de cent demandes de destitution du président. Le Sénat lui-même envoie des messages

À la une



**BOLSONARO "ENNEMI DE LUI-MÊME"**, titrait *Veja* le 8 septembre. L'hebdomadaire explique : "Son comportement incendiaire produit des dégâts dans l'économie, dans une stratégie incompréhensible de sabotage de son propre gouvernement - et de ses chances de réélection."



**"ÇA SUFFIT ! C'EST LE MOMENT DE LA DESTITUTION"**, titrait le 10 septembre l'hebdomadaire *Istoé* : "Le président a grillé toutes les chances de dialogue le 7 septembre et a clairement fait savoir qu'il se dirige vers un coup d'État."

erratiques - il vient d'approuver sans difficulté la reconduction d'un procureur général peu soucieux de défendre la démocratie. Urgent : nous recherchons des hommes et femmes politiques de conviction ! Nous, la société brésilienne, devons exiger que les outils institutionnels qui nous restent soient utilisés pour protéger la démocratie et mettre fin au drame quotidien auquel nous soumet ce gouvernement qui n'en a que le nom. Il est temps de tourner cette page tragique de notre histoire et de nous atteler à la reconstruction de notre pays.

—**Ilona Szabó de Carvalho**  
Publié le 7 septembre

Décryptage

## Lula dans son habit de candidat

●●● Face à l'aggravation de la crise institutionnelle provoquée par Jair Bolsonaro, l'ex-président de gauche Luiz Inácio "Lula" da Silva distille ses critiques et revêt l'habit de candidat. Dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux la veille de la fête de l'indépendance nationale, l'ancien métallo, 75 ans, à nouveau éligible après l'annulation de ses condamnations pour corruption et donné largement vainqueur en cas de duel avec le leader d'extrême droite en 2022, a accusé son ennemi politique de "stimuler la division, la haine et la violence" au lieu de "rassembler". Une allocution au "ton de campagne" électorale, observe le site **Poder360**, dans laquelle Lula a "comparé les actions" de l'actuel gouvernement

à sa propre gestion du pays, entre 2003 et 2010, une époque où "le Brésil était un pays où la vie des gens s'améliorait", a affirmé l'ancien dirigeant. Pour autant, Lula se refuse encore à confirmer sa participation aux élections de 2022. Invité jeudi dernier dans le podcast du rappeur brésilien Mano Brown, il a déclaré qu'il ne prendrait sa décision qu'en mars 2022 : "Je dois construire une candidature qui vienne de la base, je veux dialoguer avec beaucoup de personnes." Mais une récente photo prise sur une plage du nord-est du pays et mise en ligne par sa compagne, aux côtés de laquelle le septuagénaire exhibe une cuisse musclée, fait dire à l'hebdomadaire **Veja** que "le terrain a déjà commencé à être préparé" pour "une tentative" de Lula de revenir à la tête du Brésil.

## Les pro-Bolsonaro surpris

●●● La récente tentative de Jair Bolsonaro d'apaiser ses relations avec la Cour suprême, à travers un communiqué où il réfute toute volonté d'attaquer les institutions, a surpris son propre camp, pour qui le dirigeant brésilien est victime de persécutions. "Le président a toujours été pris dans un étau très fort, un étau juridique, un étau politique au Congrès national et un étau dans l'opinion publique" provoqué "par les médias", estime un éditeur de l'émission **Pingos nos is**, diffusée sur la radio **Jovem Pan** et à la ligne très pro-Bolsonaro. Il se félicite cependant du message du leader d'extrême droite, qui a fait preuve d'un "énorme courage", celui "d'admettre que parfois, il vaut mieux s'arrêter et faire un pas

en arrière avant de repartir de l'avant". L'éditorialiste évoque aussi l'idée d'une nouvelle Constitution, affirmant que la loi fondamentale en vigueur "n'a plus les freins ni les contrepoids pour maîtriser les pouvoirs". Une critique à peine voilée contre la plus haute juridiction du pays, qui a récemment ouvert des enquêtes contre Jair Bolsonaro et des proches, ordonnant notamment l'arrestation d'alliés soupçonnés de préparer des actes antidémocratiques. Un autre commentateur de l'émission évoque quant à lui un "sabotage conspirationniste". Il l'assure, la population brésilienne soutient le président d'extrême droite et ne veut pas vivre "dans une dictature d'actes autoritaires de la Cour suprême".

## CANADA

# Un Trudeau peut en cacher un autre

En organisant des élections fédérales anticipées le 20 septembre, Justin Trudeau suit les traces de son père, Premier ministre à trois reprises.



—La Presse canadienne  
Toronto

Sur son chemin électoral jusqu'à présent a été une copie conforme de celui forgé par son défunt père, Pierre Elliott Trudeau, il y a environ cinquante ans, et les libéraux espèrent que le modèle se maintiendra, alors que Justin Trudeau brigue un troisième mandat.

Père et fils ont tous deux surfé sur une vague de "trudeumanie" pour obtenir une forte majorité lors de leur première élection en tant que chef libéral, en 1968 et 2015 respectivement. Une fois au pouvoir, les deux n'ont inévitablement pas complètement répondu aux attentes irréalistes à leur endroit et ont vu leur étoile pâlir quelque peu. Des Canadiens déçus ont réduit leur gouvernement au statut de minorité lors de leur deuxième campagne électorale, en 1972 et 2019.

M. Trudeau père est revenu avec une confortable majorité lors de sa troisième élection, en 1974. Il reste maintenant à savoir si Justin Trudeau pourra accomplir cet exploit [lors des élections fédérales anticipées] le 20 septembre, ou même s'accrocher à une minorité. Mais l'historien John English estime que la crise internationale imprévue a semblé lui donner un "second souffle" — comme c'était

arrivé à son père. M. Trudeau père était perçu comme ayant géré avec compétence une crise économique mondiale déclenchée par la flambée des prix du pétrole et l'abandon de l'étalon-or par les États-Unis, a rappelé M. English, ancien député libéral et biographe officiel de Pierre Elliott Trudeau.

De même, la popularité de Justin Trudeau, qui a plongé au lendemain de l'affaire SNC-Lavalin en 2019 [Justin Trudeau avait alors fait pression sur la ministre de la Justice pour que l'entreprise de construction échappe à des poursuites pénales dans une affaire de fraude], a rebondi alors qu'il dirigeait le pays en pleine pandémie de Covid-19.

"Justin Trudeau a traversé la crise, et peut-être qu'il n'obtient pas un A+, mais il n'obtient pas un D ni un C non plus", juge M. English.

Au début de la campagne, il était considéré comme un leader efficace "aux yeux d'assez de gens" pour qu'une réélection, que ce soit avec une minorité ou une majorité, semble probable, a-t-il ajouté. Mais, contrairement à son père, qui n'a plongé dans la campagne de 1974 qu'après la défaite de son gouvernement minoritaire par les partis d'opposition à la Chambre des communes, Justin Trudeau a mis fin à son propre gouvernement juste au moment où une

quatrième vague de Covid-19 prenait de l'ampleur à travers le pays. Et cela semble avoir généré un contrecoup qui a coûté à Justin Trudeau, du moins au début, une grande partie de la sympathie accumulée pendant la pandémie.

Avant la campagne, le sondeur David Coletto estimait que Justin Trudeau se trouvait dans une "position beaucoup plus forte" qu'en 2019. La proportion de Canadiens qui le considéraient favorablement était plus élevée, le taux d'approbation du gouvernement était plus élevé et près de la moitié des Canadiens pensaient que le pays allait dans la bonne direction, a noté M. Coletto.

Malgré tout, il n'y a pas eu de résurgence de la "trudeumanie".

Les premières semaines de la campagne ont démontré que ceux qui détestent Justin Trudeau le font avec une intensité qui, selon certains députés libéraux, les a surpris quand ils faisaient du porte-à-porte.

Des manifestants ont suivi les traces de Justin Trudeau, criant des obscénités et l'accusant de trahison et d'autres crimes, certains brandissant des pancartes montrant le chef libéral sur le point d'être pendu. Justin Trudeau lui-même a déclaré qu'il n'avait jamais

## Contrairement à son père, Trudeau fils est comme un poisson dans l'eau quand il fait campagne.

vu ce genre d'intense colère, pas même lorsqu'il voyageait, il y a des décennies, avec son père dans l'ouest du Canada, où Pierre Elliott Trudeau avait été vilipendé.

En 2015, Justin Trudeau était le visage frais, jeune et branché de la politique canadienne. Aujourd'hui, à 49 ans, il est l'un des plus âgés parmi les dirigeants politiques nationaux en campagne (le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, 56 ans, est plus âgé).

Le fardeau de gouverner combiné à des fautes — celle d'avoir enfreint à deux reprises les règles d'éthique, par exemple, ou la révélation, lors de la campagne de 2019, qu'il avait peint son visage en noir à plusieurs occasions quand il était plus jeune — a fait des ravages.

Justin Trudeau n'est plus considéré comme quelqu'un qui fera de la politique différemment, explique M. Coletto. Bien qu'il soit encore

largement perçu comme progressiste, on a l'impression que son gouvernement n'agit pas toujours selon ses prétendues valeurs — une vulnérabilité que le chef du Nouveau Parti démocratique [gauche], Jagmeet Singh, actuellement le chef fédéral le plus populaire, a pu exploiter.

Justin Trudeau lui-même y a réfléchi avec une franchise surprenante lors d'une apparition au Forum de la démocratie de l'université Ryerson, en juin. "Je vais être honnête, un parti libéral progressiste comme le nôtre a du mal à s'opposer aux partis idéalistes progressistes qui peuvent dire : 'Non, nous devrions simplement changer le capitalisme. Oui, tout le monde sera d'accord avec cela. Nous allons rendre tout plus juste. Oui, nous devrions arrêter d'avoir une armée. Oui, nous devrions fermer les sables bitumineux demain' [...] ou 'Oui, nous devrions juste réussir la réconciliation en un week-end', avait-il déclaré. C'est facile de dire ces choses, mais c'est beaucoup plus difficile de faire l'effort de les réaliser. [...] Beaucoup de gens, pas uniquement des jeunes, tout le monde veut une solution rapide."

Dans ce qui a peut-être été un coup voilé contre M. Singh, qui est connu pour son utilisation efficace des médias sociaux, ou simplement une réflexion sur sa propre évolution politique depuis 2015, M. Trudeau a dit aux étudiants "s'éloigner de [l'idée] voulant que la politique soit cool et tendance, et me voici sur Instagram sur mon vélo". Il leur a dit de plutôt tenir compte du "travail difficile que nous faisons pour réellement faire pencher la balance vers la justice".

Mais si Justin Trudeau a perdu l'avantage d'être le nouveau visage branché de la politique, il a, selon M. English, gagné l'avantage de l'expérience : "Il a mûri, il a beaucoup appris sur la politique." Et, contrairement à son père, notoirement distant, M. Trudeau est comme un poisson dans l'eau quand il fait campagne et rencontre des gens.

Là encore, cependant, la décision de déclencher des élections au milieu d'une pandémie revient hanter Justin Trudeau, limitant la taille des foules, entravant sa capacité à créer des liens avec les électeurs et faisant sortir des manifestants antivaccin furieux.

—Joan Bryden

Publié le 1<sup>er</sup> septembre

## Des élections risquées

●●● 27 millions d'électeurs canadiens sont appelés le 20 septembre à décider s'ils maintiendront au pouvoir ou non les libéraux de Justin Trudeau pour la troisième fois depuis 2015. Les derniers sondages accordent une légère avance aux conservateurs. Mais, en vertu du système de scrutin uninominal à un tour, la **CBC** explique que "les libéraux restent légèrement favorisés pour remporter le plus de sièges" à la Chambre des communes, soit environ 142. Comme il faut 170 sièges pour s'assurer une majorité, le Premier ministre dirigerait à nouveau un gouvernement minoritaire. "C'est le moment, alors que nous approchons de la fin de la pandémie, où les Canadiens devraient avoir leur mot à dire [...]", a déclaré Justin Trudeau pour justifier sa décision de déclencher des élections. Un ancien ministre libéral, Benoît Pelletier, a affirmé au journal **Le Droit** qu'en sous-estimant l'inquiétude des Canadiens face à la pandémie, Trudeau a commis "une erreur" qui pourrait lui coûter le pouvoir.

### SOURCE



**LA PRESSE CANADIENNE**  
Toronto, Canada  
Quotidien  
[thecanadianpress.com](http://thecanadianpress.com)

La Presse canadienne est une agence de presse canadienne bilingue fondée en 1917. Elle est devenue une coopérative d'information nationale sans but lucratif en 1923. L'ancienne coopérative appartient aujourd'hui à parts égales à trois titres : *La Presse*, le *Globe and Mail* et le *Toronto Star*.

# SÉLECTION

RÉALISÉE PAR L'ÉQUIPE COMMERCIALE DE *COURRIER INTERNATIONAL*

## LABEL 5 BOURBON BARREL\*

Label 5 Bourbon Barrel est un Single Grain Scotch Whisky qui a été amené à maturité dans des fûts de Bourbon de premier remplissage, préalablement brûlés de l'intérieur pour permettre un meilleur transfert d'arômes. Ce procédé confère au Bourbon Barrel des notes de vanille et de fruits, idéales pour une dégustation en cocktails de type Old Fashioned ou en long drink, allongé de cola.

40% vol. – 70 cl - PMC : 12,95 €  
PVC : 69€ chez les cavistes.



## LIDL

LIDL, PREMIER DISTRIBUTEUR À DÉPLOYER « 100% D'ÉLECTRICITÉ VERTE » SUR TOUS SES SITES

Afin d'accélérer sa transition verte, Lidl est devenu en 2021 le premier acteur de la grande distribution à approvisionner l'intégralité de ses supermarchés, plateformes logistiques et sièges sociaux en électricité garantie 100% d'origine renouvelable [source de production hydroélectrique, solaire ou éolienne] grâce à l'achat de garanties d'origine à EDF Entreprises.

## MÉDECINS SANS FRONTIÈRES



Pour que demain  
les plus fragiles  
aient toujours  
leurs médecins



[leguez.msf.fr](http://leguez.msf.fr)

## TERRA DELYSSA

Terra Delyssa, marque d'huile d'olive tunisienne réputée pour ses vertus et ses qualités nutritionnelles séduit toujours autant. Elle est l'alliée incontournable des repas de l'entrée au dessert ! Un savoir faire unique, une qualité authentique. A découvrir !

[www.terradelyssa.fr](http://www.terradelyssa.fr)



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



asie

↳ Dessin de Côté paru dans *Le Soleil*, Québec.



## Afghanistan. Un ordre nouveau s'installe

Le gouvernement prétendument "inclusif" n'est finalement qu'un décalque de l'organisation des talibans. L'objectif à Kaboul est de plaire à la majorité afghane – c'est-à-dire aux traditionalistes.

—Afghan Women News  
(extraits) Kaboul

Pendant un temps, les talibans n'avaient que ça à la bouche. "Nous œuvrons à la formation d'un gouvernement inclusif représentant tout le peuple afghan", promettait le mollah Abdul Ghani Baradar, arrivé à Kaboul pour participer à la formation d'un gouvernement.

"Nous voulons vivre en paix, assurait leur porte-parole, Zabihullah Mujahid, lors de leur première conférence de presse après la chute de Kaboul, le 15 août. Nous ne voulons d'ennemis ni intérieurs ni extérieurs."

Juger sur les actes plutôt que sur les paroles, telle a été la devise

vite adoptée par un cercle grandissant d'observateurs constitué d'Afghans, de gouvernements étrangers, de responsables humanitaires et d'experts politiques.

Le nouveau gouvernement taliban a été rendu public le jour même où de courageux manifestants descendaient dans les rues de Kaboul et d'autres villes – en premier lieu des femmes réclamant le respect de leurs droits, de leur représentation et de leur place dans la société.

**Ministère du Vice.** Loin d'être inclusif, le nouveau gouvernement afghan est exclusivement constitué de talibans. Le mouvement s'est contenté de reprendre son propre organigramme – avec ses commissions, ses adjoints et

le tout-puissant émir Hibatullah Akhundzada [voir ci-contre] – pour en faire la structure du gouvernement.

L'infâme ministère du Vice et de la Vertu [du premier régime taliban] est de retour; celui des Femmes a disparu. Ce gouvernement compte une immense majorité de membres issus des tribus pachtounes [majoritaires chez les talibans], avec seulement un représentant tadjik et un hazara – tous les deux talibans. Il n'y a pas une seule femme, même dans les postes d'adjoints.

C'est un gouvernement de la vieille garde, avec une nouvelle génération de mollahs et de commandants militaires : les hommes qui étaient au pouvoir pendant

le gouvernement taliban des années 1990 sont de retour, la barbe à la fois plus longue et plus blanche; il y a aussi d'anciens prisonniers de Guantánamo; des individus figurant sur les listes noires des États-Unis et des Nations unies; des combattants endurcis; et des négociateurs autoproclamés qui ont participé à des discussions et fait le tour des capitales régionales pour y faire entendre les promesses des talibans 2.o.

**Compromis élaboré.** Certains noms se démarquent. Le Premier ministre par intérim du nouveau gouvernement s'appelle Hassan Akhund, il est un des membres fondateurs des talibans et figure sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies. Le ministre de l'Intérieur par intérim est Sirajuddin Haqqani, un homme dont on ne connaît le visage que grâce à une photo le montrant en partie masqué par un voile couleur caramel, sur une affiche des personnes recherchées par le FBI (qui offre 5 millions de dollars pour sa capture). Enfin, le nouveau ministre de la Défense, le mollah Yaqoub – représenté par une silhouette noire –, n'est autre que le fils aîné du mollah Omar, l'émir fondateur des talibans.

Le nouveau régime semble être le produit d'un compromis minutieusement élaboré. Le mollah Akhund émerge soudainement à la tête du système, coiffant au poteau plusieurs rivaux politiques et militaires de poids, notamment le mollah Baradar, remis à un poste subalterne contrairement à de nombreux pronostics.

Je me souviens d'une phrase prononcée par le négociateur taliban Sher Mohammad Abbas Stanikzai, qui a retrouvé son ancien poste d'adjoint au ministère des Affaires étrangères. Lorsque je lui ai demandé en février dernier, après la signature de l'accord historique entre les talibans et les États-Unis, ce qu'il comptait dire aux Afghans qui craignaient leur retour, il m'avait répondu avec emphase : "Je leur dirai que nous aurons un gouvernement acceptable pour la majorité." Il avait lourdement insisté sur le terme "majorité". En d'autres termes, il s'agirait d'un gouvernement régi par les valeurs traditionnelles, et non des concepts occidentaux que les talibans méprisent. L'heure était alors à l'euphorie, les Afghans

se prenaient à rêver à la fin de la guerre. Quelques mois plus tard, au premier jour des négociations officielles sur l'Afghanistan se déroulant au Qatar, une rumeur a parcouru la salle lorsque les talibans ont laissé entendre qu'ils ne réclamaient plus la création d'un émirat islamique. Ils disaient comprendre combien ce sujet était sensible.

Lors de discussions avec des négociatrices, ils ont affirmé que des femmes seraient autorisées à toutes les fonctions, y compris celle de ministre, et à la seule exception du poste de président. C'était il y a quelques mois. Aujourd'hui, les talibans sont au pouvoir.

Dans une déclaration publiée peu après l'annonce du gouvernement intérimaire, l'émir indiquait que les talibans étaient à la recherche de "tout professionnel et personne de talent" pour "leurs compétences, leurs conseils et leur travail".

Parmi toutes ces exhortations, la priorité restait néanmoins claire : renforcer "le système", autrement dit le rétablissement de l'Émirat islamique. Tout le reste est secondaire. L'Afghanistan est trop important pour être abandonné. Le risque de le voir se transformer en refuge pour terroristes, les inquiétudes pour les droits humains et l'aggravation de la crise humanitaire et alimentaire, inciteront bon nombre de gens à chercher des solutions pour collaborer avec des dirigeants expérimentés et toujours davantage ancrés dans le passé que tournés vers un avenir différent.

Mais le mot d'ordre restera le même : juger sur les actes plutôt que sur les paroles.

—Humira Saqib

Publié le 9 septembre

SOURCE



AFGHAN WOMEN NEWS

Kaboul, Afghanistan

afghanwomennews.com

L'un des rares sites

d'information à continuer de couvrir les événements en cours en Afghanistan sous les talibans, *Afghan Women News* est alimenté par la journaliste et militante des droits des femmes Humira Saqib. Exilée un temps au Tadjikistan, elle vit à Kaboul, dans un lieu tenu secret.

## Purge des programmes scolaires

●●● Alors que les universités privées ont rouvert en séparant dorénavant les garçons et les filles, le ministre de l'Enseignement supérieur du gouvernement taliban a prévenu, le 12 septembre, que "tout sujet entrant en contradiction avec la loi de l'islam sera supprimé des programmes", rapporte la chaîne **Tolo News**. Abdul Baqi Haqqani a en outre annoncé que les facultés publiques allaient elles-mêmes rouvrir, ajoutant qu'il lancerait "un programme visant à envoyer des étudiants afghans à l'étranger pour y suivre des études supérieures". Dès le 7 septembre, Zabihullah Mujahid, porte-parole taliban, avait déclaré que le nouveau régime "travaill[ait] dur pour faire respecter les règles islamiques", selon le site **Gandhara**. La charia, avait-il précisé, régit dorénavant "toutes les questions de gouvernance et de vie" de l'Émirat islamique d'Afghanistan, nom donné au pays, comme sous le premier gouvernement taliban (1996-2001).



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

"Qui est Mohammad Hassan Akhund, Premier ministre du régime taliban ?" Portrait publié par **The Conversation** de celui qui semble avoir été choisi à l'issue d'un compromis entre talibans rigoristes et "modérés".

# Un "commandeur des croyants" fédérateur

Personnalité religieuse respectée, Mawlawi Haibatullah Akhundzada a été désigné par les talibans comme leur chef suprême.

— **Gandhara** Kaboul

Les talibans afghans ont choisi pour chef suprême un religieux sunnite conservateur rarement vu en public, placé au-dessus du nouveau gouvernement qui n'est pour l'heure pas reconnu internationalement.

Âgé de 55 ans, Mawlawi Haibatullah Akhundzada était déjà le dirigeant du groupe fondamentaliste radical, poste qu'il a assumé en mai 2016, quelques jours après la mort du deuxième chef qu'il avait connu le mouvement en un quart de siècle d'existence. Celui-ci, le mollah Akhtar Mohammad Mansour, avait été tué par une frappe de drone américain dans le sud-ouest du Pakistan.

Le 7 septembre, Ahmadullah Wasiq, un porte-parole des talibans, a confirmé à la BBC qu'Akhundzada serait officiellement nommé "commandeur des croyants". "[Akhundzada] est une personnalité religieuse extrêmement respectée du fait de sa grande expérience, a expliqué le journaliste afghan Sami Yousafzai à Gandhara. Il a été magistrat de haut rang chez les talibans, et était un confident du fondateur du mouvement, le mollah Mohammad Omar."

Akhundzada est souvent présenté comme un "cheikh ul-hadith", titre religieux deo-bandi - un mouvement de renaissance conservatrice sunnite - qui souligne son statut d'autorité en matière de vie et d'enseignements du prophète Mahomet. "C'est un érudit musulman auteur de plusieurs ouvrages [sur des questions religieuses]", précise Yousafzai. Il ajoute qu'après la chute du

régime des talibans face aux forces d'invasion sous commandement américain à la fin de 2001, Akhundzada et d'autres personnalités du mouvement s'étaient réfugiés dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan. "Il y dirigeait une madrasa [école coranique] près de Quetta, poursuivait Yousafzai. On l'appelait Akhundzada de Kuchlak, et il prenait souvent la parole lors des cérémonies de remise des diplômes dans diverses madrasas de la région." Kuchlak est une petite ville près de Quetta où nombre de responsables talibans de haut rang se seraient réfugiés au cours des vingt dernières années.

À en croire les récentes déclarations des talibans, c'est sans doute à Akhundzada qu'il reviendra d'établir le cap stratégique du nouveau gouvernement, décrit comme un émirat islamique. "Le chef de l'Émirat islamique a donné des instructions détaillées et a rappelé à chacun ses responsabilités", a tweeté Zabihullah Mujahid, porte-parole des talibans, à l'issue de trois jours de consultations entre membres de la hiérarchie du mouvement dans la ville de Kandahar, la semaine dernière.

Les talibans tiennent manifestement à le présenter comme un dirigeant visionnaire. "Après le retrait de toutes les forces étrangères de notre pays, nous

**"Il était un confident du fondateur des talibans, le mollah Omar."**

**Samy Yousafzai,**  
JOURNALISTE AFGHAN

souhaiterions établir de bonnes relations avec le monde, y compris avec les États-Unis, aurait assuré Akhundzada en juillet, cité par les médias des talibans. Ces relations devraient avoir des aspects diplomatiques, politiques et économiques dans un cadre mutuellement profitable."



Comme le fondateur du mouvement, le mollah Omar, Akhundzada est originaire de la province de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, où est apparu le mouvement taliban en 1994. Il a progressé dans la hiérarchie jusqu'à être nommé juge en chef par intérim chargé des tribunaux militaires des talibans à la fin des années 1990, en grande partie du fait de ses qualifications en matière de théologie.

Ses liens tribaux, sa bonne réputation auprès du défunt mollah Mansour et son statut en tant qu'autorité religieuse lui ont permis de consolider sa position d'adjoint de Mansour en 2015, quand ce dernier est devenu le dirigeant informel des talibans. À l'issue d'une querelle de succession sans merci, Mansour a été officiellement désigné comme successeur du mollah Omar, mais en réalité il dirigeait de facto le mouvement depuis deux ans tout en ayant dissimulé la nouvelle de la mort d'Omar. Lequel serait décédé en avril 2013.

Nazar Mohammad Mutmaeen, ancien responsable taliban installé à Kaboul qui tente souvent d'expliquer les positions des talibans, a écrit à propos d'Akhundzada qu'il était un érudit religieux avec un penchant pour les longs discours sur la foi. "Il est capable de maîtriser ses émotions, et les talibans le considèrent aujourd'hui comme étant à même de les fédérer", dit-il.

Sous la férule d'Akhundzada, les talibans ont remporté des victoires diplomatiques et militaires. Grâce à son adjoint politique, le mollah Abdul Ghani Baradar, le mouvement a également réussi à négocier un accord crucial avec les États-Unis. L'accord de Doha, en février 2020, a ouvert la voie au retrait total

des forces américaines et alliées d'Afghanistan.

Akhundzada a assuré la cohésion des combattants talibans en faisant du fils aîné d'Omar, le mollah Yaqoob, son adjoint chargé de la branche militaire du mouvement aux côtés de Sirajuddin Haqqani, chef du réseau Haqqani [groupe armé installé des deux côtés de la frontière avec le Pakistan]. La machine militaire des talibans s'étant rapidement emparée de Kaboul et de la majeure partie du pays depuis le début du retrait militaire définitif des États-Unis en mai, Akhundzada est désormais confronté à de multiples défis. Sous sa direction, les talibans vont devoir s'efforcer d'obtenir une légitimité internationale et de résoudre une crise économique croissante, tout en gouvernant efficacement les quelque 38 millions d'Afghans qui, outre la sécurité, vont probablement exiger prospérité et libertés individuelles.

Les talibans ont fait de grandes promesses au sujet de réformes sous l'œil vigilant de la communauté internationale, et Akhundzada va devoir relever le défi et veiller à ce que son mouvement réponde aux exigences et aux attentes grandissantes, sachant que le groupe islamiste est surveillé de très près tant chez lui que hors de ses frontières, et que sa crédibilité en dépend.

— **Abubakar Siddique**  
Publié le 7 septembre

## SOURCE



### GANDHARA

Kaboul, Afghanistan  
[gandhara.rferl.org](http://gandhara.rferl.org)  
"Gandhara" fait référence à une ancienne région correspondant à l'actuelle vallée de Peshawar, dans l'extrême nord du Pakistan, depuis la vallée de l'Indus jusqu'aux montagnes qui s'étendent vers Kaboul, en Afghanistan. Il s'agit d'un site d'information anglophone émanant des médias américains Radio Free Europe et Radio Liberty et qui publie les reportages d'un réseau de journalistes basés en Afghanistan et au Pakistan.

## PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

## En bateau-stop sur le fleuve Fly

L'écrivain indonésien Agustinus Wibowo termine son périple en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans ce quatrième et dernier volet de notre série, il commence la remontée du fleuve qui fait office de frontière avec son pays.



SÉRIE 4/4  
MON VOYAGE

## CHEZ LES PAPOUS

Durant quatre semaines, *Courrier international* vous emmène à la découverte de la Papouasie-Nouvelle-Guinée avec l'écrivain indonésien Agustinus Wibowo, qui tient un feuilleton quotidien de son périple dans le journal indonésien *Kompas*.

— *Kompas* (extraits) Jakarta

J'ai essayé jusque-là d'approcher au plus près la frontière entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée [PNG] et l'Indonésie [qui occupe la partie occidentale de l'île] depuis la côte sud. Mais le point [le plus occidental] que j'ai réussi à atteindre est le village de Tais, à une centaine de kilomètres à l'est de cette ligne de démarcation. De retour au port de Daru, je veux me confronter pour de bon à la frontière et entreprendre pour cela un autre voyage : la remontée du fleuve Fly.

En effet, si la frontière est à première vue une ligne droite du nord

au sud à 141° de longitude est, en son milieu s'avance une échancre dans le territoire indonésien. Ce sont les méandres du fleuve Fly. Coulant sur quelque mille kilomètres, le Fly est le deuxième plus long fleuve de PNG après le Sepik [situé plus au nord]. Il a été exploré pour la première fois en 1842 par l'officier de marine britannique Francis Blackwood à bord de la corvette HMS *Fly*, donnant ainsi le nom de son embarcation au fleuve.

Un bateau de passagers exploité par la compagnie minière OK Tedi relie le port de Daru à la ville de Kiunga, à environ 700 kilomètres sur le cours supérieur du Fly [et à 20 kilomètres de la frontière]. Mais cette liaison n'est assurée qu'une seule fois par mois, sans horaires sûrs, et le billet coûte 2 millions de roupies [120 euros]. Ce bateau ne fait aucune escale, ce qui me contraindrait à ne voir la vie sur la berge que depuis le pont du navire. Je veux au lieu de cela voyager à bord d'une embarcation de pêcheurs depuis le village le plus proche de l'embouchure du Fly, puis je prendrai un autre bateau de pêche jusqu'au village suivant. Et ainsi de suite, jusqu'à Kiunga.

Tout le monde à Daru me dit que mon plan est fou. Je n'ai presque aucune information pour préparer ce voyage. La province de l'Ouest où se trouve le Fly est l'une des régions les plus reculées de PNG, il n'y a donc pas beaucoup d'écrits ou de livres à son sujet. J'ai tout de même une carte assez détaillée du fleuve, que j'ai photographiée sur le mur du bureau d'une organisation non gouvernementale. J'ai aussi reçu le précieux conseil de ne jamais tendre la main hors du bateau, car le cours d'eau est infesté de crocodiles. Certains amis m'ont rappelé d'être très prudent, en tant qu'Indonésien, car le fleuve Fly est bordé de nombreux camps de réfugiés de "Papouasie occidentale" [des combattants de l'Organisation pour une Papouasie libre (OPM), qui depuis 1969 conteste le rattachement de ce territoire à l'Indonésie].

Je vais faire un tour de reconnaissance sur la jetée de Daru. La zone portuaire grouille de gens venus de diverses régions voisines vendre leurs produits : poissons, crevettes, sagou [céréale], sacs tissés à base de végétaux... Ces commerçants sont regroupés

en fonction de leur village natal et de leur langue. Je rencontre ceux qui parlent le kiwai de l'estuaire du fleuve Fly. Ils sont tous rassemblés sur la plage de Daru couverte d'ordures, juste derrière un supermarché.

Deux jours plus tard, j'embarque sur le bateau appartenant à la famille de Mama Ruth, originaire du village de Doumori, à l'embouchure du Fly. Je n'ai à payer que quelques litres d'essence pour participer aux frais de carburant. Nous sommes douze passagers à bord, dont la moitié d'enfants et

**J'ai reçu le conseil de ne jamais tendre la main hors du bateau, car le cours d'eau est infesté de crocodiles.**

bébés. Ce bateau traditionnel est vaste. Un plancher de 2 mètres de large et de 8 mètres de long sert de pont, sur lequel tout le monde s'installe. Il est fixé à 2 mètres au-dessus du niveau de la mer, nous n'avons donc pas à craindre d'être éclaboussés par les vagues. De plus, le côté droit de notre embarcation est équipé de troncs formant un balancier de 5 mètres d'envergure, la rendant très stable.

La mer est aussi amicale que mes compagnons de route. Grâce au large estuaire du fleuve Fly, la houle à l'est de Daru n'est pas trop violente. Au moment de manger, les femmes se relayent pour faire bouillir de l'eau et cuire du sagou à la proue, transformant ainsi le bateau en une maison flottant sur l'océan. Le soleil s'éteint dans les flots calmes alors que nous croisons au large de l'île de Parama.

Un peu inquiet, je demande à Mama Ruth :

"Ne ferions-nous pas mieux de nous arrêter pour la nuit ?

— Impossible, me répond cette femme de 30 ans, dont les dents sont toutes blanches parce qu'elle ne chique jamais de noix de bétel. Si on s'arrête, on n'arrivera jamais. Il faut profiter de la marée haute pour filer directement jusqu'à Doumori."

Je ne suis pas très rassuré à l'idée de naviguer dans la nuit noire, sans parler du risque de s'écraser contre un récif. Mon destin est entre les mains de mes hôtes, car, après tout, les habitants du coin savent mieux que moi ce qu'il est bon de faire. Les ténèbres plongent tous les passagers dans le silence. Nous nous blottissons les uns contre les autres pour réchauffer mutuellement nos corps tremblant de froid. Seuls deux jeunes hommes sont de veille, ils ont la charge de faire tourner le moteur et d'assurer que le bateau garde son cap.

"Maintenant nous traversons le Fly, chuchote Mama Ruth, qui dort blottie contre moi. Doumori est situé sur la rive nord du fleuve.

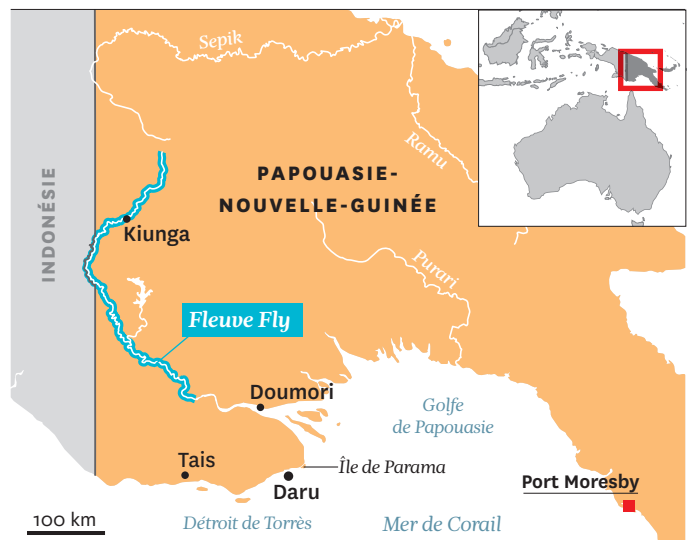
— Nous sommes donc bientôt arrivés ?

— Non, pas encore. La traversée prend deux heures, le Fly est très large", me répond la jeune femme.

Je dors encore profondément quand le bateau s'immobilise enfin. Les mains de Mama Ruth secouent mon corps. Je me frotte les yeux. "Bienvenue au paradis !" me dit-elle en souriant à la vue de son village à moitié immergé par la marée haute. [À cet endroit du fleuve, proche de l'embouchure, l'influence des marées se fait encore sentir.]

— **Agustinus Wibowo**

Publié le 16 août



LE FESTIVAL  
DU  
**Monde**

PARIS. NEW YORK. MONTRÉAL.

---

DU 24 AU 26 SEPT.

---

FESTIVAL.LEMONDE.FR

---

EDGAR MORIN · VALÉRIE LEMERCIER · CHLOÉ DELAUME  
HÉLÈNE DARROZE · PLANTU · FLORENCE AUBENAS  
ANDRÉ COMTE-SPONVILLE · OLIVIA RUIZ · PIERRE  
GAGNAIRE · CHANTAL JOUANNO · CYRIL DION · CÉLESTE  
BRUNNQUELL · HUGO DÉCRYPTÉ · MARIE-AMÉLIE LE FUR  
PIERRE ROSANVALLON · JULIE GAYET · LUC BRONNER  
MORY SACKO · MAÏA MAZAURETTE · JEAN-FRANÇOIS  
ZYGEL · SYLVIE KAUFFMANN · ARNAUD ET JEAN-MARIE  
LARRIEU · CAMILLE ÉTIENNE · CLÉMENT BEAUNE  
FRÉDÉRIC LENOIR · ANNICK COJEAN · STÉPHANE FOUCART  
ANNA MOUGLALIS · JUDITH HENRY · CAMILLE KOUCHNER...



#FESTIVALDUMONDE





## Diplomatie. La victoire des talibans rebat les cartes

Le nouveau pouvoir en Afghanistan permet au Qatar et à la Turquie de tirer leur épingle du jeu. Israël et les États arabes proaméricains devront, eux, revoir leur stratégie, analyse ce quotidien israélien.

—Ha'Aretz Tel-Aviv

Pendant que les talibans prenaient le contrôle de Kaboul, un long convoi de bus mené en personne par l'ambassadeur du Qatar, Saïd ben Moubarak, se dirigeait vers l'aéroport de la capitale afghane. Quelque 250 élèves et enseignantes d'un internat pour filles embarquaient dans des avions affrétés par Qatar Airways, avant de débarquer en toute sécurité à l'aéroport de Doha. Au total, les Qataris sont parvenus à exfiltrer discrètement vers leur minuscule territoire [11500 km<sup>2</sup>] pas moins de 55000 demandeurs d'asile afghans.

Cela fait plusieurs décennies que le Qatar est "l'élé" des talibans, c'est-à-dire le canal de

communication informel et privilégié avec les États-Unis. Les tentatives de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis (EAU) de convaincre les talibans d'ouvrir des bureaux de liaison dans leurs pays ont échoué, ces deux États étant perçus comme trop proches des États-Unis et abhorrés pour leur lutte contre les mouvements islamistes radicaux, dont les Frères musulmans. Le Qatar, en revanche, est considéré comme "neutre" et n'a jamais posé la moindre condition à l'ouverture d'un bureau de liaison taliban à Doha. C'est ce qui [lui] a permis d'héberger les négociations entre les États-Unis et les talibans [en 2020], qui ont permis au retrait des forces américaines de se dérouler sans la moindre attaque armée [des talibans].

Avant la chute de Kaboul, l'ancien gouvernement afghan avait convenu avec l'administration américaine que l'aéroport serait sécurisé par des forces turques, la Turquie espérant ainsi améliorer ses relations exécrables avec l'administration Biden et renforcer l'influence d'Ankara en Asie centrale. Cet accord s'est, certes, volatilisé avec l'effondrement du gouvernement afghan et la fuite de ses dirigeants vers les EAU, mais, grâce au Qatar, la Turquie reste à ce jour la mieux placée pour sécuriser l'aéroport de Kaboul.

Officiellement, les talibans s'opposent encore à la présence de quelque force étrangère que ce soit sur le sol afghan, fût-elle turque. Mais il est probable que le Qatar réussira à convaincre les talibans d'accepter une présence turque à l'aéroport de Kaboul, surtout si ceux-ci veulent obtenir une certaine légitimité internationale et attirer des investisseurs étrangers pour aider à reconstruire l'Afghanistan. Outre l'existence de liens idéologiques, militaires, économiques et diplomatiques, le Qatar se sent redevable envers la Turquie, laquelle a aidé le petit émirat à tenir tête au boycott économique et au blocus terrestre décrétés en 2017 par l'Arabie Saoudite, les EAU, Bahreïn et l'Égypte [blocus levé en janvier 2021 après la médiation du Koweït et des États-Unis].

Par ailleurs, au grand dam d'Israël, la Turquie et le Qatar soutiennent les Frères musulmans et le Hamas, tout en coopérant sur les théâtres syrien et libyen. En Libye, Ankara et Doha s'opposent aux

visées des Saoudiens, des Émiratis, des Égyptiens et des Russes. Sur le plan régional, les deux pays sont pour l'instant exclus de la coalition arabe anti-iranienne mise sur pied par l'Arabie Saoudite, mais ils sont aujourd'hui les mieux placés pour récolter les fruits de leur alliance en Afghanistan. Jusqu'à il y a peu, la Turquie vivait sous la menace de nouvelles sanctions américaines, après l'achat d'armes russes et la détérioration de la situation des droits humains. Mais aujourd'hui, elle est en passe de devenir, grâce à l'entregent du Qatar, un allié tout indiqué pour aider Washington et Kaboul à maintenir un canal de communication officieux, voire officiel à plus long terme.

Le retrait occidental d'Afghanistan a donné lieu à un autre retournement d'envergure. Les EAU ont récemment renoué leurs relations économiques et stratégiques avec la Turquie. À l'époque du blocus

**Au grand dam d'Israël, la Turquie et le Qatar soutiennent le Hamas et les Frères musulmans.**

contre le Qatar, Mohammed ben Zayed (MBZ), le prince héritier émirati, qualifiait la Turquie "d'élément le plus dangereux du Moyen-Orient, devant l'Iran". Les tensions étaient telles que la Turquie avait menacé de rompre ses relations diplomatiques avec les EAU, prétextant de l'accord de normalisation signé entre Abou Dhabi et Jérusalem [en septembre 2020].

Entre-temps, les EAU ont fait volte-face, sans que MBZ ne fournisse la moindre justification officielle à ce revirement. Une explication se trouve peut-être dans la volonté de l'administration Biden de relancer les négociations avec l'Iran autour de l'accord de Vienne, une perspective qui inquiète les EAU, lesquels se voient dès lors contraints de réévaluer leurs relations régionales et de tisser un filet de sécurité stratégique ne dépendant plus des seuls États-Unis.

La Turquie, l'une des principales puissances militaires du Moyen-Orient, est également membre de l'Otan. Même durant les quatre ans de "guerre froide" entre Ankara et Abou Dhabi, elle est restée l'un des partenaires économiques les plus importants des EAU, les échanges commerciaux générant près de 8 milliards de dollars en 2020. Par conséquent, le chouchou arabe de Jérusalem est en même temps l'allié d'une Turquie officiellement toujours en froid avec Israël. Cela signifie que, même en cas de sanctions américaines ou de restrictions israéliennes, les EAU pourront toujours acheter des armes, des drones et d'autres équipements militaires à la Turquie.

Pendant des décennies, la Turquie avait tenté de prendre pied dans le Golfe, mais elle avait chaque fois été brutalement éconduite. Si les EAU, qui n'ont plus d'ambassadeur à Ankara depuis 2018, renouent leurs relations avec la Turquie, cela aura forcément un impact sur la volonté de l'Égypte

← Dessin de Haddad paru dans *Al-Hayat*, Londres.

de normaliser ses relations avec la Turquie, qu'elle qualifie pour l'instant encore d'"État ennemi".

Une délégation égyptienne devrait atterrir à Ankara à la mi-septembre pour lancer des pourparlers sur la reprise officielle des relations avec Le Caire. Les contentieux sont encore nombreux. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah Al-Sissi en 2013, la Turquie n'a cessé de qualifier celui-ci de despote dont le régime est le fruit d'un coup d'État militaire, tandis qu'elle accorde l'asile politique aux dirigeants et aux militants des Frères musulmans contre lesquels Sissi mène une répression féroce. En outre, Ankara a signé un accord économique et diplomatique délimitant les frontières maritimes de la Libye, un accord qui empiète sur la capacité de l'Égypte à commercialiser son gaz en Europe.

### L'Égypte pourrait normaliser ses relations avec la Turquie, qualifiée d'"État ennemi".

À la suite des pressions exercées par l'administration Trump sur l'Égypte et la Turquie, des pourparlers ont été engagés. Officiellement, l'Égypte pose toujours comme conditions préalables à une reprise des relations l'extradition par la Turquie des Frères musulmans réfugiés sur son sol et la fermeture des médias "fréristes" émettant à partir de son territoire. Mais, secoués par l'onde de choc afghane et inquiets du nucléaire iranien, les Égyptiens seraient, comme les Émiratis, sur le point de changer de position. Comme quoi, en relations internationales, il ne faut jamais dire jamais.

Cela donne toute leur pertinence aux récentes déclarations du nouveau président iranien, Ebrahim Raïssi, pour qui l'ouverture ou le renforcement des relations diplomatiques avec les États voisins sont la priorité. Il évoquait les relations [avec] Riyad, Iraniens et Saoudiens ayant un intérêt commun à coopérer après la reconquête de l'Afghanistan par les talibans. L'Arabie Saoudite craint que les organisations islamistes présentes sur son territoire ne se sentent requinquées, et l'Iran craint que le terrorisme sunnite ne se déploie sur son sol. Après avoir tous deux noué

de bonnes relations avec les talibans et financé leurs activités, Riyad et Téhéran doivent désormais s'assurer que leurs investissements ne leur reviendront pas en pleine figure.

Ce glissement des relations au Moyen-Orient va obliger Israël à recalculer son orbite dans ce qui s'apparente à un réalignement des planètes. Depuis quelques années, la doctrine régionale israélienne reposait sur l'articulation entre Israël et un bloc proaméricain constitué des États-Unis et d'une coalition arabe anti-iranienne informelle. Cette doctrine a désormais du plomb dans l'aile.

Les efforts déployés par les États arabes (par-delà leurs antagonismes) pour conclure de nouvelles alliances régionales face à l'islamisme extrémiste et à l'Iran s'intègrent à la volonté de l'administration Biden d'encourager ses alliés régionaux à affronter seuls leurs menaces respectives, sans intervention des États-Unis. Le "printemps diplomatique" turc, - la tentative récente d'ouvrir des canaux de discussion avec ses adversaires que sont encore en théorie Israël, l'Égypte, les EAU et l'Arabie Saoudite - va obliger Jérusalem à envisager son intégration dans cette nouvelle dynamique régionale. Ces nouveaux dilemmes font partie de l'onde de choc provoquée par le retour de talibans au pouvoir [lire p. 20-21]. Autrement dit, les accords de paix qu'Israël a signés en 2020 avec plusieurs États du Golfe nécessitent au plus vite des ajustements dont Israël se serait bien passé.

—Zvi Barel

Publié le 3 septembre

#### SOURCE

#### HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël

Quotidien

haaretz.co.il

Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Aujourd'hui situé au centre gauche, *Ha'aretz* a toujours cultivé une ligne éditoriale libérale indépendante du mouvement travailliste et davantage encore de la droite nationaliste.



## Le Qatar, ou l'art de se rendre indispensable

Longtemps accusé de liens avec des groupes terroristes, l'émirat a su imposer sa diplomatie. Et se voit désormais en "capitale mondiale de la paix".

De l'Afghanistan à la Coupe du monde de football de 2022, Doha est sous le feu des projecteurs du monde. C'est le gros titre en une du quotidien qatari *Al-Sharq* en date du 9 septembre. À l'instar de toute la presse du pays, il souligne le rôle joué par le Qatar depuis la chute de Kaboul le 15 août et insiste sur la reconnaissance que cela lui vaut sur la scène internationale.

Quant au journal qatari *Al-Arab*, quatre jours de suite, il titre sur les remerciements qui ont été adressés à Doha. Par l'Italie, par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, par le président américain, Joe Biden, et le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken. Celui-ci, accompagné du secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, en visite à Doha à partir du 6 septembre, s'est en effet montré élogieux : "Aucun pays n'a fait plus que le Qatar", a-t-il souligné, en rappelant que 58 000 personnes avaient été évacuées via l'aéroport de Doha.

Le Qatar est également en première ligne pour ce qui est de la reprise du trafic aérien civil, avec "le premier avion civil depuis le retrait américain qui décolle de l'aéroport de Kaboul", le 9 septembre. Un avion de la compagnie aérienne qatarie à destination de Doha, rappelle le journal panarabe *Al-Quds Al-Arabi*, qui ajoute que cela a été possible grâce à l'envoi d'une équipe de techniciens qataris et turcs pour réparer des radars à l'aéroport de Kaboul.

Hier accusé de soutenir le terrorisme et d'être un repaire d'extrémistes, Doha est aujourd'hui considéré comme "la capitale mondiale de la paix", s'exclame le journaliste Mohamed Saleh Al-Misfir sur le site qatari *Al-Araby Al-Jadid*.

"Ce n'est pas le nombre de ses habitants, ni l'étendue de sa géographie, ni même l'abondance de ses moyens financiers" mais "une méthode" qui a permis au Qatar de jouer un rôle central. Jadis, Le Caire, Damas ou Bagdad faisaient la pluie et le beau temps au Moyen-Orient. Aujourd'hui, c'est le Qatar qui, "sans prétention et sans arrogance, impose son soft power via l'argent, les médias et le savoir-faire politique".

"Ce pays qui depuis longtemps utilise ses faramineuses richesses gazières pour jouer dans la cour des grands" a su saisir sa chance, explique le *New York Times*. "C'est un retournement spectaculaire" par rapport à l'époque toute récente où Doha était dans

### Ce pays a utilisé ses faramineuses richesses gazières pour jouer dans la cour des grands.

le collimateur de l'administration Trump. L'ancien président américain partageait les accusations de soutien au terrorisme et soutenait le blocus imposé au Qatar par l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et Bahreïn entre 2017 et 2021. Aujourd'hui, ce sont précisément "les bonnes relations que les Qataris entretiennent avec des acteurs tels que les talibans, l'Iran [mais aussi le Hamas palestinien ou les Frères musulmans égyptiens] qui font qu'ils peuvent jouer un rôle inestimable d'intermédiaires".

C'est la revanche du Qatar, explique également le consultant diplomatique Sami Hamdi sur le site *Arab Digest* : "Il est l'interlocuteur direct des talibans dans un climat où Joe Biden ne veut pas s'afficher publiquement avec eux. [...] L'empressement du Qatar à s'impliquer dans le dossier afghan s'inscrit dans ses efforts de regagner du terrain à Washington, terrain qu'il avait perdu au profit des Émirats."

Mais ce succès pourrait être à double tranchant, souligne le site. Car avec le retrait américain d'Afghanistan, la plus grande base militaire américaine du Moyen-Orient, Al-Udeid, au Qatar, pourrait perdre beaucoup d'importance aux yeux de Washington. Or c'est cette base qui, jusque-là, était la principale carte que les Qataris jouaient pour se rendre indispensables aux yeux de Washington.

—*Courrier international*

↓ Dessin de Serhii Fedko, Ukraine.



CARTOON MOVEMENT



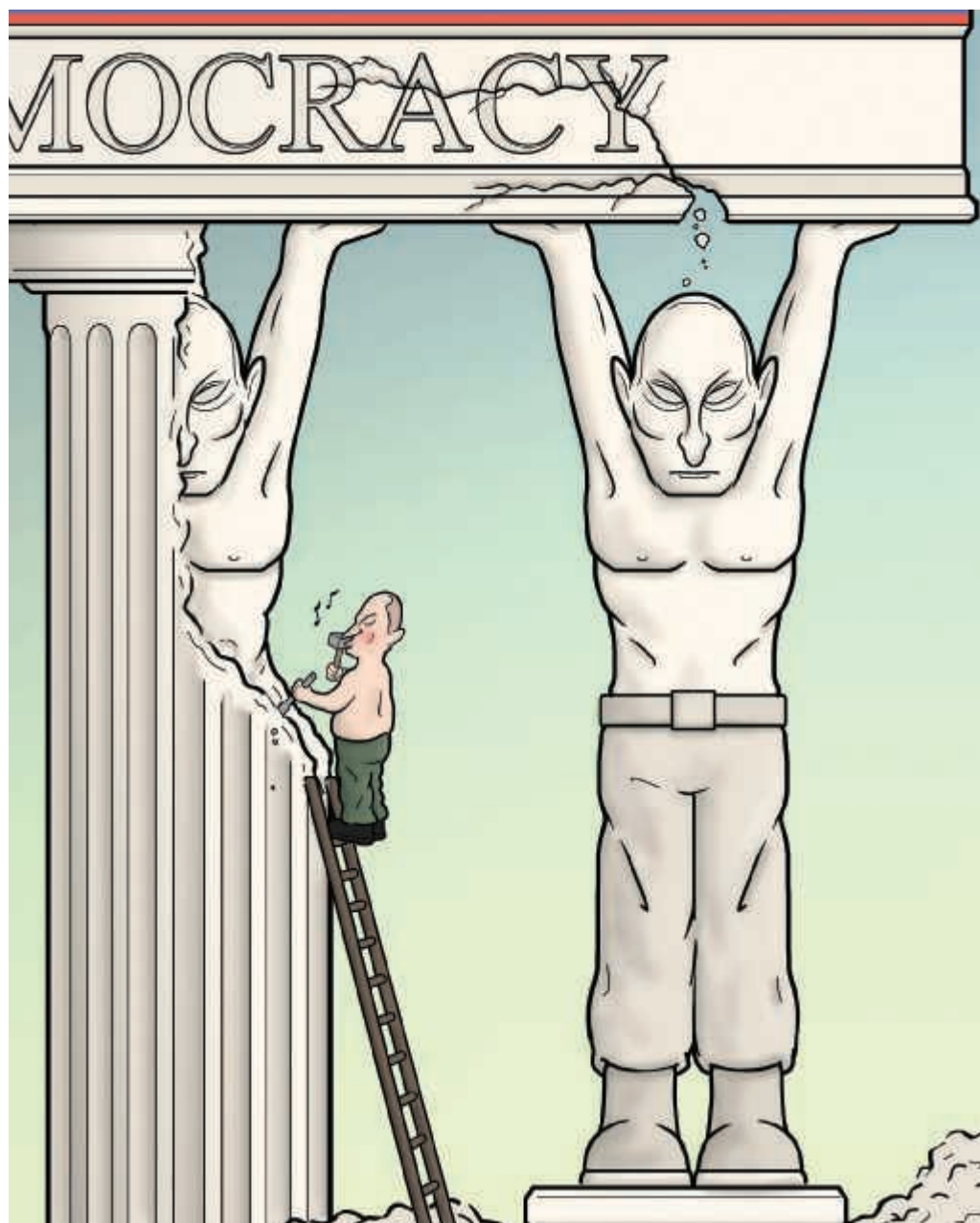
europe

—Novaïa Gazeta (extraits)  
Moscou

Ce que les Russes, durant ces derniers mois, ont consenti à considérer comme une campagne électorale touche à sa fin [les élections législatives se tiennent les 17, 18 et 19 septembre]. Durant cette période, nous avons appris que la Constitution, censée interdire la candidature aux législatives uniquement aux personnes présentant une incapacité mentale ou un casier judiciaire, n'est pas appliquée ; que les lois en Russie sont rétroactives, et que promettre une rétribution sur des fonds publics en échange de voix, comme cela a été annoncé publiquement lors du congrès de l'un des partis en lice, n'est pas considéré comme de la corruption électorale.

Ces découvertes ont quelque peu modifié le regard que portent les citoyens sur les différentes forces politiques, sans pour autant changer la donne : Russie unie [le parti au pouvoir], qui avait remporté 54,2 % des voix en 2016, est crédité au mieux de 30 %. Le "nettoyage" du champ politique a été tellement radical que, désormais, même l'opposition se dit sûre que le parti au pouvoir conservera la majorité absolue à la Douma. Si cela se concrétise, Russie unie sera plus indéboulonnable que jamais : près d'un tiers des électeurs votera toujours pour le pouvoir en place, et la capacité de ce dernier à "transformer" ces voix pour remplir les deux tiers des sièges fera le reste.

Il est symptomatique à ce titre que "l'opposition officielle" n'ait pas déployé beaucoup d'efforts pour défendre ses candidats rejetés par la Commission électorale : les communistes ont "perdu" Pavel Groudinine dès le début de la campagne, le parti [libéral] Iabloko a perdu Lev Schlossberg. Ces pertes sont devenues un outil de propagande en faveur des partis "officiels" grâce à des candidats devenus "hors système". Par ailleurs, le "vote intelligent" [promu par l'opposant Alexeï Navalny et consistant à voter pour le candidat en lice le plus fort, à l'exclusion du candidat du pouvoir], qui devrait pousser les partisans du plus célèbre prisonnier politique du pays à soutenir ceux qui l'ont traité d'ennemi de la Russie, apparaît comme tout sauf intelligent.



↓ Vladimir Poutine sculptant sa propre statue. Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

du fameux "Enrichissez-vous !" de Boukharine [chef de file de la "droite" du Parti communiste soviétique en 1926] et encore, limité aux membres les plus émérites du parti, s'opposent des formations créées au début de l'ère postsoviétique et qui continuent à s'adresser aux électeurs selon une dichotomie dépassée de longue date, et ce dans le monde entier : "droite" contre "gauche", "libéraux" contre "conservateurs", "communistes" contre "capitalistes".

**Pays suranné.** Il n'y a pas grand-chose qu'un électeur puisse faire pour s'opposer à tout cela. À part voter pour le "moindre mal" en suivant les préceptes de Navalny, boycotter l'élection en trouvant du réconfort dans un certain sentiment de supériorité morale, voire déposer dans l'urne un bulletin nul pour grossir les rangs des protestataires contre ces "élections sans choix". Mais aucun de ces gestes ne nous épargnera un nouveau Parlement encore plus servile et agressif, que nous considérons dès le lendemain du scrutin comme une fatalité pour les cinq prochaines années.

Je ne me bercerai pas d'illusions sur l'éventualité de prochains bouleversements politiques. Il me semble superflu de commenter les arguments des opposants, selon lesquels, en 1917, "la Russie a disparu en trois jours", et en 1984, "personne ne doutait de la force de l'URSS". Car, à l'époque, le sentiment de crise était évident tant dans la société qu'au sein de ses élites. Même les grandes manifestations de 2011 ne tiennent plus la comparaison.

Il y a dix ans, la société russe avait frôlé la révolution pour trois raisons : une décennie de croissance économique rapide avait fait naître le sentiment que les problèmes matériels étaient résolus, ce qui libérait l'énergie pour des revendications politiques ; le motif de la contestation était le refus des autorités de respecter leurs propres lois (pas plus de deux mandats présidentiels) et le "tour de passe-passe" du tandem Poutine-Medvedev ; enfin, les principales grandes villes du pays étaient scandalisées par la fraude phénoménale lors du décompte des voix.

Aujourd'hui, aucune de ces conditions n'existe : les gens sont écrasés par la pauvreté chronique

## Russie. Le culte du chef ne peut avoir d'avenir

Tout a été fait pour que le parti de Poutine remporte à nouveau les législatives, le 19 septembre. Mais pour cet économiste russe, la nouvelle Douma n'aura d'autre choix que de transformer un système inadapté au monde moderne.

Autrement dit, en 2021, les attributs du système autoritaire russe sont plus saillants que jamais : sans renoncer à la tenue d'élections, il a réussi à les transformer en farce, entraînant le pays dans un monde de "post-politique".

Dans ces élections, le présent, incarné par Russie unie et sa "stabilité" (y compris une croissance économique nulle, un nombre stable de pauvres et une défiance inébranlable du reste du monde à l'égard de notre pays), se heurte à

des passés de tous ordres : le passé impérial de Vladimir Jirinovski, le passé communiste de Guennadi Ziouganov et le passé libéral [Iabloko] de Grigori Iavlinski. Au "parti au pouvoir", dénué de toute idéologie si ce n'est celle

**Contexte**

**Un vote utile communiste**

●●● *“L'impossibilité pour les candidats d'opposition est un phénomène bien connu des électeurs russes”, écrit le magazine Profil.*

Les candidats hors système se sont heurtés cette année à la nouvelle législation sur les “liens avec des organisations extrémistes”. Cela concerne essentiellement les proches d'Alexeï Navalny (incarcéré depuis février). Selon les projections relayées par la **Nezavissimaïa Gazeta**, les partis qui siègent déjà à la Douma sont assurés d'être reconduits : Russie unie obtiendrait 26 % des suffrages, le Parti communiste 22 %, le parti ultra-nationaliste de Vladimir

Jirinovski 7 %, Les Gens nouveaux (jeune parti libéral) 6%, Russie juste-Pour la vérité 5 %. Le PC, principal challenger du parti au pouvoir, a le soutien des antivax et sera le principal bénéficiaire du “vote intelligent” promu par Navalny (consistant à voter pour le candidat d'opposition le mieux placé).

**Chrono**

**VLADIMIR POUTINE : PLUS DE VINGT ANS AUX COMMANDES**

**Août 1999** — Vladimir Poutine, 46 ans, est nommé Premier ministre par le président Boris Eltsine  
**Mars 2000** — Il est élu président de la Fédération de Russie au premier tour avec plus de 52 % des voix  
**Mars 2004** — Il est réélu au premier tour avec 71 % des voix

**Mai 2008** — Le Premier ministre, Dmitri Medvedev, est élu président, tandis que Poutine le remplace à la tête du gouvernement

**Mars 2012** — Poutine est réélu président au premier tour avec 64 % des voix  
**Mars 2018** — Il est réélu avec 77 % des voix

**Juin 2020** — Poutine obtient par référendum le droit de se représenter à la présidentielle en 2024  
**Élections législatives des 17-18-19 septembre 2021** — *“Les experts expliquent le durcissement de la répression par le fait que le scrutin parlementaire est considéré par le pouvoir comme un plébiscite de confiance à Vladimir Poutine”.* Celui-ci s'est affiché cette année comme la *“figure de proue du parti Russie unie”* et est *“l'auteur de ses promesses électorales”*, écrit la *Nezavissimaïa Gazeta*.

**Répression. Tous des agents de l'étranger !**

ONG, médias, artistes... Toute personne ayant une activité publique est désormais susceptible de tomber sous le coup de la loi contre les “agents de l'étranger” pour peu qu'elle s'exprime sur des sujets politiques.

La première loi russe contre les “agents de l'étranger” remonte à 2012, après la grande vague de manifestations de 2011 contre les fraudes aux élections législatives et la réélection de Vladimir Poutine à la présidence du pays. À l'époque, elle visait les ONG subventionnées plus ou moins directement et substantiellement par une source étrangère.

En 2017, un amendement à la loi a permis d'inscrire également au fameux registre les médias, puis en 2019 les personnes physiques. Enfin, au début de 2021, à l'approche des élections législatives de septembre, a été introduite dans la loi la notion de “candidat-agent de l'étranger” et de “candidat affilié à un agent de l'étranger”.

Une fois l'organisation, le média ou la personne portés au registre des “agents de l'étranger”, leur statut doit être révélé et rappelé à chaque intervention publique. Les organisations ou individus ainsi qualifiés doivent rendre compte plusieurs fois par an de leur situation financière. Enfin, les personnes physiques n'ont plus le droit de participer à aucune élection. Les médias peuvent toujours émettre, mais un tel statut risque de les priver de ressources publicitaires et menace donc leur existence. Par ailleurs, ils perdent parfois des sources et des experts qui craignent de collaborer avec eux. Certains titres ont ainsi mis la clé sous la porte et des journalistes ont dû quitter le pays.

À la fin août, l'inscription au registre de la célèbre chaîne de télévision indépendante Dojd, ainsi que sept journalistes, a “provoqué beaucoup d'émotion”, écrit le magazine économique **Expert** : *“Le statut infligé à ces sept personnes est un mauvais signe pour la*

*communauté journalistique. Est-ce une bonne chose qu'une importante couche de la population habituée à échanger ses idées avec le reste du monde se retrouve en état de stress continué ?”*

Et le titre de développer par ailleurs la logique paranoïaque d'une telle loi auprès des citoyens : *“Comment savoir si tu portes tort à ton pays quand, sur les réseaux sociaux, tu exprimes ton avis sur la réforme des retraites ou la violence domestique ? Car tu as bien le droit d'exprimer ton avis. C'est la liberté d'expression. Oui, mais ta mère t'a envoyé 10 000 roubles [115 euros] d'Ukraine. Et te voilà pris ! Ou tu le seras bientôt.”* D'après l'hebdomadaire, le fantasme

d'un tel scénario *“constitue l'une des principales angoisses sociales actuelles”.*

Car le texte de la loi est flou : que recouvre exactement la notion d’*“activité politique”* ? Et celle de *“financement depuis l'étranger”* ? *Expert* pointe ce dangereux flottement : peut-on *“transformer une maman en Ukraine et une tata en Biélorussie en source de financement politique”* ? Et peut-on *“faire la révolution avec 10 000 roubles”* ?

Même faire rire en cette veille de scrutin électoral est devenu dangereux. Comme le raconte la **Novaïa Gazeta**, à la fin août, le jeune humoriste de stand-up Idrak Mirzalizade, citoyen biélorusse mais ayant percé en Russie, a été arrêté et condamné à dix jours de détention, puis reconnu par le ministère de l'Intérieur comme *“indésirable à vie sur le sol russe”* pour l'une de ses blagues. Une blague considérée comme *“insultant la nation russe”*. Selon le titre, une loi est en préparation à la Douma visant à interdire l'entrée en Russie aux personnes considérées comme *“russophobes”*.

— **Courrier international**



**Revue de presse**

et le manque de perspectives ; les lois sont réécrites à l'avantage du pouvoir, et aucune relève à la tête du Kremlin n'est en vue ; enfin, Russie unie peut se permettre des résultats très médiocres à Moscou, mais obtenir les votes nécessaires dans les provinces et les républiques. Voilà pourquoi sa victoire est garantie, mais aucune éclaircie n'est à prévoir pour l'avenir du pays.

Selon moi, durant le nouveau quinquennat législatif qui commencera le 19 septembre, le paysage politique russe doit absolument opérer une métamorphose, pour deux raisons. D'une part, une génération qui n'a connu ni la vie soviétique ni la vie antisoviétique [durant l'ère Eltsine], et qui est désireuse de sortir de “l'ère de l'étouffement”, entre dans l'âge adulte. D'autre part, le monde connaît des changements structurels majeurs qui risquent rapidement de rendre la vie dans un “pays suranné” comme la Russie très inconfortable. Ces deux facteurs imbriqués exigent de balayer du champ politique tous ceux qui y figurent aujourd'hui et de créer une nouvelle réalité politique.

Celle-ci pourrait, selon moi, reposer sur plusieurs nouveaux principes. Le premier est donc le rajeunissement du paysage politique. Le deuxième : moins de conflictualité entre les responsables de l'opposition, qui semblent se détester encore plus entre eux qu'ils n'abhorrent le pouvoir en place. Le troisième : le rejet des idéologues au profit

d'une politique plus “terre à terre”. Nos principaux objectifs ne résident pas dans la quête de l'idée nationale ou dans l'élaboration d'un programme pour “la Russie en 2050” – il s'agit d'entreprendre des pas concrets pour changer la vie des gens ici et maintenant.

**Démocratie directe.** Tous ces points dessinent un paradigme commun : un terme doit être mis au “culte du chef” à tous les niveaux. Le pays a depuis longtemps besoin d'un parti des régions en tant que véritable force politique usant de son influence pour réduire le pouvoir du centre fédéral, parce que c'est en son sein que se forment les idées les plus arriérées et en rupture avec la réalité. Le pays a besoin d'une stratégie

qui permette aux citoyens de bénéficier d'une liberté économique plus grande, d'un système fiscal plus transparent et d'un droit de regard beaucoup plus important sur la destination des recettes de l'État. Il a besoin d'un système de démocratie directe, ce qui est réalisable à l'ère de la blockchain. Les problèmes auxquels le pays est confronté doivent être résolus par les citoyens et non par la horde des “gestionnaires efficaces”.

Le système politique actuel freine le développement de la Russie en intercalant entre la réalité et l'individu des institutions incapables de penser l'évolution du monde. L'État russe devra se “rééduquer” durant les quinze prochaines années en prouvant son utilité à la nouvelle génération.

Enfin, la Russie a besoin d'une société globale, qui intègre aussi bien les habitants “historiques” du pays que les centaines de milliers de migrants qui y viennent et les millions de compatriotes répartis dans le monde. Il faut passer de la Russie “unie” à la Russie “commune”, faute de quoi le pays a peu de chance de trouver sa place dans un monde en mutation rapide.

— **Vladislav Inozemtsev**  
 Publié le 1<sup>er</sup> septembre

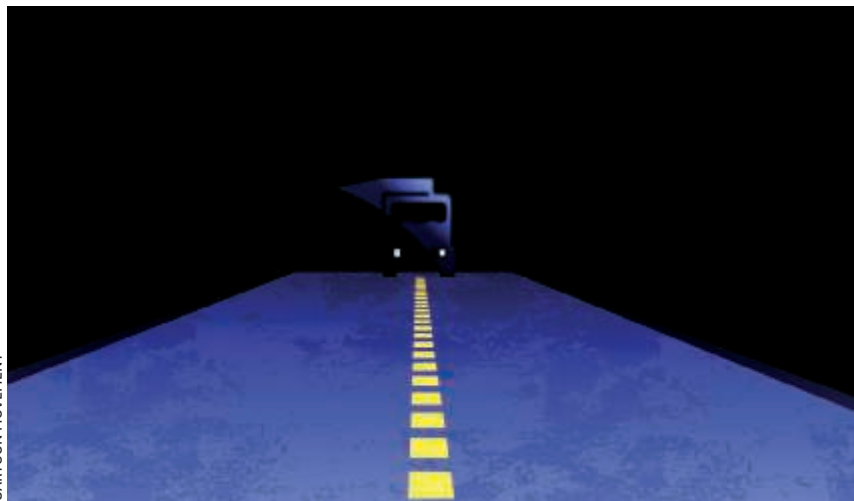


**DÉCRYPTAGE**

## ROYAUME-UNI

# Recherche routiers désespérément

Le pays manquerait de chauffeurs de poids lourds, d'après l'association des sociétés de transport. Résultat, les salaires flambent et les entreprises se battent pour attirer les candidats.



CARTOON MOVEMENT

—The Observer Londres

Qui veut avoir un aperçu d'un haut lieu du marché de l'emploi britannique doit d'abord se rendre dans une zone industrielle de la banlieue de Bristol, dans le sud-ouest de l'Angleterre. C'est là, sur une plateforme logistique du Royal Portbury Dock, à l'embouchure de la rivière Avon, que des apprentis issus d'horizons professionnels très variés franchissent le pas pour devenir chauffeur de poids lourds.

La plupart de ces jeunes âgés d'une vingtaine d'années qui répondent à l'incitation à rejoindre le secteur de la logistique, en plein essor mais à court de personnel, sont attirés par la perspective d'une carrière durable et par des salaires qui flambent. "C'est l'occasion de bien gagner sa vie", reconnaît Maykal Petrov, 27 ans, ancien manutentionnaire originaire de Bulgarie.

De l'autre côté de la route qui passe devant l'entrepôt, Gist, une autre entreprise de logistique, qui transporte des marchandises pour Marks & Spencer, se bat pour le même vivier de travailleurs. Une banderole publicitaire placée à l'entrée de son dépôt lance l'appel suivant : "Venez conduire pour nous !" et propose des primes de 5 000 livres sterling [environ 5 850 euros] "d'inscription et de fidélité".

Longtemps considéré comme un secteur peu glorieux où les chauffeurs effectuent

dans l'ombre un boulot ingrat, en dehors des horaires habituels et loin de leur famille pendant des jours, le transport routier a pris une nouvelle dimension dans l'esprit des gens.

Le virage vers le commerce en ligne, qui a été accéléré par la pandémie, a entraîné une soif insatiable de livreurs, magasiniers et autres employés chargés de maintenir le cap du secteur de la logistique. Pourtant, ce besoin croissant d'un plus grand nombre de chauffeurs qualifiés s'est heurté à une compression des effectifs : un grand nombre de routiers originaires de pays de l'UE sont rentrés dans leur patrie, à cause du Covid et du Brexit, notamment.

Selon l'Association britannique des transporteurs routiers (la RHA), on manquerait de 100 000 conducteurs, alors que la main-d'œuvre en place vieillit rapidement. L'âge moyen d'un chauffeur britannique est de 50 ans, et l'association professionnelle prévient qu'environ un tiers des 380 000 routiers britanniques en activité pourraient prendre leur retraite au cours des cinq prochaines années. La crise devrait donc s'aggraver, et l'on craint que certains rayonnages de magasins ne restent vides à l'approche de Noël.

Dans l'entrepôt de Portbury, propriété d'un client de la société de logistique Wincanton, les apprentis font la queue pour se mettre au volant. L'entreprise gère un programme d'apprentissage depuis 2017,

mais jamais à une échelle aussi importante qu'aujourd'hui, avec 128 participants.

Ceux-ci y apprennent les ficelles du métier de la logistique, l'entreprise prenant en charge leur formation de conducteur de poids lourds et les examens nécessaires à l'obtention du permis de conduire. Au bout d'un an, les apprentis qui réussissent leurs examens sont assurés de trouver un emploi de chauffeur routier.

L'entreprise cherche également à recruter des personnes qui n'auraient peut-être pas songé à faire carrière dans le transport routier, notamment d'anciens délinquants. Elle cible aussi les femmes, qui ne représentent pour l'instant que 2 % des routiers. "Ces derniers temps, les mouvements de personnel dans notre secteur ont simplement consisté à déplacer les mêmes chauffeurs d'une entreprise à une autre. Nous voulons donc faire en sorte qu'un tel manège cesse, en augmentant la quantité globale de main-d'œuvre disponible", explique Jo Pick, directeur du personnel chez Wincanton.

Cependant, les professionnels expérimentés du transport routier mettent en garde contre les salaires offerts aux chauffeurs, qui vont de 40 000 à 50 000 livres sterling [de 46 800 à 58 500 euros], les entreprises se battant pour les retenir ou les attirer. Selon eux, ce n'est pas viable compte tenu des marges moyennes du secteur qui tournent autour de 2 %. Par ailleurs, cela pose des questions sur une éventuelle hausse de l'inflation qu'une telle situation pourrait induire, avec un risque de répercussion sur les prix en supermarché et de revendications salariales plus larges.

Stuart Macintyre fait partie de ceux qui ont échangé leur vie de bureau, et une période de bénévolat en tant qu'agent de police auxiliaire du Grand Manchester, contre une carrière de chauffeur. Pourtant, au début de 2020, ce jeune homme de 26 ans n'avait même pas encore passé son permis de conduire voiture, finalement obtenu juste avant le confinement.

Après environ cinq mois d'apprentissage chez Wincanton, Stuart a obtenu son permis poids lourds catégorie 2, qui lui permet de conduire des camions de 33 tonnes. Il a pour objectif de passer d'ici la fin de l'année le permis de catégorie 1, avec lequel il pourrait conduire des camions de 44 tonnes. "Au début, ça me faisait peur, mais après le premier jour de conduite, c'est devenu une partie de plaisir ! confie-t-il, en se souvenant de sa première expérience au volant d'un poids lourd. On fait davantage attention à son environnement et à ce que font les autres. On doit être plus concentré sur la route et sur ce qui nous entoure."

Le mois dernier, dans le journal *The Sun*, a été lancée une campagne intitulée "Keep on trucking" ["Continuons à camionner !"] visant à recruter des dizaines de milliers de camionneurs afin d'atténuer la pénurie

actuelle de personnel. Le secrétaire d'État aux Affaires et à la Stratégie industrielle, Kwasi Kwarteng, a déclenché la colère de nombreux acteurs du secteur en rejetant les appels à une amnistie en matière d'immigration. Il a affirmé que les entreprises devaient embaucher au contraire des travailleurs déjà installés au Royaume-Uni.

Assis dans la cabine d'un camion articulé à deux étages de 44 tonnes rempli d'une cargaison de meubles de salle de bains, Gabriel Stefan, 38 ans, se prépare à parcourir 280 kilomètres jusqu'à Wigan, près de Manchester. Avant le voyage qui

**La crise devrait s'aggraver, et l'on craint que certains rayonnages de magasins ne restent vides à l'approche de Noël.**

va durer environ cinq heures, il a effectué les vérifications d'usage de son véhicule et s'est assuré qu'il avait bien affiché la hauteur du véhicule sur l'écran à l'intérieur de la cabine, au cas où il serait amené à passer sous des ponts à cause de déviations imprévues.

Derrière son siège se trouve une couchette recouverte d'un étroit matelas en mousse, mais Gabriel, qui est installé au Royaume-Uni depuis six ans après être arrivé de Roumanie, ne prévoit pas de l'utiliser, et compte bien retourner à Bristol dans la soirée.

Selon Sally Gilson, responsable de la politique en matière de compétences à la RHA, les chauffeurs intéressés par cette profession peuvent financer eux-mêmes leur formation et leur certification – dont le coût estimé s'élève jusqu'à 4 000 livres [4 700 euros] – étant donné les meilleurs salaires qu'ils peuvent espérer toucher ensuite.

Néanmoins, comme d'autres professionnels du secteur, M<sup>me</sup> Gilson estime que le gouvernement devrait modifier ses mesures de reconversion, qui limitent l'octroi d'aides financières à ceux qui ont atteint un niveau 3 d'éducation, l'équivalent du A-level [le baccalauréat britannique]. "Le gouvernement demande aux professionnels du secteur de former des talents locaux, mais il ne permet pas le financement de la reconversion de personnes ayant le niveau 2 [brevet des collèges]. Il faut que cela change", souligne Sally Gilson.

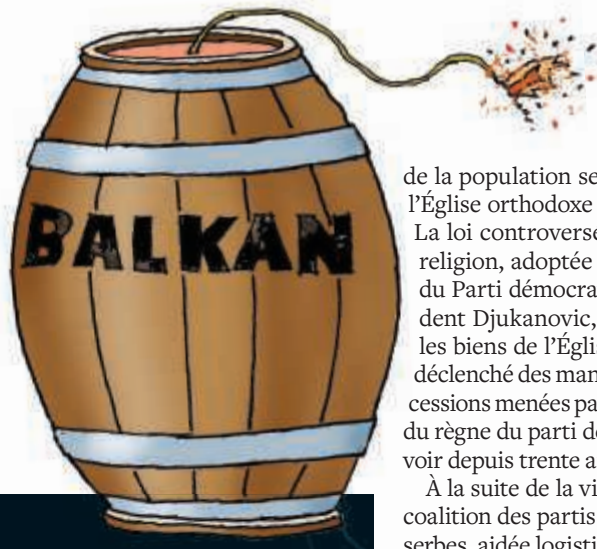
Alors que le camion de Gabriel Stefan sort de la zone commerciale, assisté d'un message vocal automatique informant les autres usagers de la route que le véhicule tourne à gauche, il est clair que résoudre le problème du manque de personnel de conduite constitue une tâche titanesque, sans solution à court terme.

—Joanna Partridge  
Publié le 5 septembre

MONTÉNÉGR0

# Le pays malade des Balkans

Les affrontements qui ont suivi l'intronisation du nouveau chef de l'Église orthodoxe serbe conduisent ce petit État près de la guerre civile, s'alarme ce quotidien croate.



—Jutarnji List (extraits) Zagreb

L'intronisation tendue et peu solennelle à Cetinje, berceau historique de l'État monténégrin, du chef de l'Église orthodoxe serbe du Monténégro, Joanikije Micovic, a eu lieu au milieu des fumées des gaz lacrymogènes et des coups de matraque ce 5 septembre. On peut se demander s'il ne s'agit pas du dernier acte de la mise en place du projet de "monde serbe" promu depuis plusieurs mois par le président serbe, Aleksandar Vucic (et le Kremlin). Et, parallèlement, de la dernière bataille pour la défense de ce qu'on appelle l'État monténégrin et la nation monténégrine.

Le Monténégro marche depuis longtemps au bord d'un gouffre qui peut entraîner dans des conflits aux conséquences imprévisibles et le pousser à la guerre civile. Aujourd'hui, il n'est pas loin de ce scénario sinistre car il fait face à une grave menace pour la survie de sa propre existence et à la réinvasion du "monde serbe". Ce projet évoqué depuis plusieurs mois par Belgrade de réunir "pacifiquement" tous les Serbes en un seul État n'est que le nouveau nom donné aux précédents projets de Grande Serbie. L'idée existe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle

et a survécu dans la politique de guerre de Slobodan Milosevic. Il est aussi la preuve que rien n'a changé, hélas, dans la politique serbe depuis une quarantaine d'années. Comme si les guerres des années 1990 en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo n'avaient pas suffi à mettre fin à cet état d'esprit et à recouvrer la raison.

Actuellement, le Monténégro est le plus grand malade des Balkans, une société profondément ébranlée et divisée. Une étincelle suffit pour allumer l'incendie. L'échange musclé entre le président du Monténégro, Milo Djukanovic, et son homologue serbe, Aleksandar Vucic, au sujet des événements qui ont eu lieu à Cetinje en témoigne. Pour Djukanovic, "le Monténégro a subi l'agression de la Serbie", tandis que pour Vucic "le Monténégro a toujours été un terrain d'attaques politiques contre la Serbie" et celle-ci ne se soumettra plus ni à Djukanovic ni à personne d'autre "comme ce fut le cas ces trente dernières années".

Le Monténégro s'est profondément divisé avec le changement de gouvernement en 2020. Il a suffi que le précédent gouvernement tente de renforcer le rôle de l'Église orthodoxe monténégrine, abolie en 1920, pour raviver les passions, alors que 30 %

de la population se déclare serbe et que l'Église orthodoxe serbe est majoritaire. La loi controversée sur la liberté de la religion, adoptée par le gouvernement du Parti démocrate socialiste du président Djukanovic, visant à nationaliser les biens de l'Église orthodoxe serbe, a déclenché des manifestations et des processions menées par l'Église et a eu raison du règne du parti de Djukanovic, au pouvoir depuis trente ans.

À la suite de la victoire électorale de la coalition des partis majoritairement pro-serbes, aidée logiquement et politiquement par l'Église orthodoxe serbe, le régime de Belgrade et le nouveau gouvernement de Podgorica ont vu cette consécration comme une occasion de faire revenir le Monténégro dans le giron de la Serbie. Surnommé "le fils prodigue" ou "le deuxième État serbe", le Monténégro a quitté l'union avec la Serbie en 2006, et est devenu membre de l'Otan en 2017, au grand dam de Belgrade et du Kremlin. Les nationalistes serbes considèrent la nation monténégrine comme une erreur, "un résidu des Serbes" ou "une nation inventée de toutes pièces par Tito", le fondateur communiste de la Yougoslavie.

Avec une éventuelle "chute" du Monténégro, le tableau d'ensemble de la région risque de changer, rendant plus concrète l'idée d'un "monde serbe". Il n'est pas difficile d'imaginer que la Bosnie-Herzégovine sera la prochaine à en subir les conséquences. La survie du Monténégro est importante pour freiner les plans de Vucic à s'imposer comme seul dirigeant de tous les Serbes de la région.

—Vlado Vurusic  
Publié le 5 septembre



OPINION

Contexte

●●● L'intronisation de Joanikije comme nouveau chef de l'Église orthodoxe serbe au Monténégro a donné lieu le 5 septembre à deux jours d'émeutes, les adversaires de cette intronisation (proches du président Milo Djukanovic, souverainiste) bloquant les accès à la ville de Cetinje, considérée comme le berceau de l'identité culturelle du Monténégro, pour s'opposer à "l'occupation serbe". Accompagnés du Premier ministre du Monténégro, Zdravko Krivokapić (proche de l'Église orthodoxe serbe), Joanikije et le patriarche serbe Porfirije ont été amenés en hélicoptère militaire au monastère de Cetinje. L'Église

orthodoxe monténégrine a été autonome pendant des siècles, jusqu'à 1918, date à laquelle le pays a rejoint le Royaume yougoslave et son église a été rattachée à l'église orthodoxe serbe. En proclamant l'indépendance du Monténégro en 2006, Milo Djukanovic s'est employé à renforcer l'église monténégrine indépendante, mais elle reste marginale, la majorité des Monténégrins adhérant à l'Église orthodoxe serbe du Monténégro. Sur le plan politique, la Serbie n'a jamais digéré l'indépendance du Monténégro, le considérant comme faisant partie du "monde serbe" (avec la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo).

SOURCE



JUTARNJI LIST

Zagreb, Croatie  
Quotidien  
jutarnji.hr

Créé après l'indépendance de la Croatie en 1991, ce journal d'orientation libérale est le deuxième quotidien du pays. Ouvrant ses colonnes à de nombreux écrivains croates, il propose chroniques et reportages de qualité.

# Télérama

Lundi  
27 septembre  
au Théâtre  
du Rond-Point

dialogue

36 personnalités interviewées par la rédaction  
Infos et réservations sur [theatredurondpoint.fr](http://theatredurondpoint.fr)

En partenariat avec MGEN  
Mutuelle santé, prévoyance



afrique



—CNN Atlanta

Les contours fantomatiques de membres émergent de la brume le long du Tekezé, une rivière dans l'est du Soudan. Là où le cours d'eau devient plus étroit, les cadavres à la dérive viennent s'enliser dans la vase limoneuse de la rive, et on les distingue plus nettement ; des hommes, des femmes, des adolescents, et même des enfants. Sur certains, les marques de torture sont clairement visibles, les bras attachés dans le dos.

À l'occasion d'un déplacement à Wad El Hilou, une ville soudanaise non loin de la frontière avec l'Éthiopie, une équipe de CNN a compté trois cadavres en une journée. Selon des témoins et les autorités soudanaises locales, dans les jours qui ont suivi le départ de l'équipe, onze corps de plus ont descendu la rivière.

Il s'agit apparemment de Tigréens. Des témoins sur place affir-

## Éthiopie. Les cadavres de la rivière Tekezé

Des dizaines de corps portant des marques de torture ont été repêchés au Soudan dans ce cours d'eau qui coule depuis l'Éthiopie. Selon les témoignages recueillis par CNN, il s'agirait de Tigréens victimes de massacres ethniques.



ENQUÊTE

Humera est une des nombreuses agglomérations impliquées dans le conflit qui ravage ce pays de 112 millions d'habitants, depuis que le gouvernement éthiopien a lancé une offensive dans la région septentrionale du Tigré en novembre 2020. À la fin du même mois, le Premier ministre Abiy Ahmed a affirmé l'avoir emporté, mais depuis, les combats continuent de faire rage dans la région, et CNN a

déjà évoqué de nombreuses atrocités, dont la torture, des exécutions sommaires et le recours au viol en tant qu'arme de guerre.

D'après les recherches entreprises par CNN, les Tigréens seraient arrêtés et exécutés à cause de leurs origines ethniques, ce qui correspond à la définition du génocide selon le droit international.

Depuis quelques semaines, une communauté de Tigréens qui vivent à Wad El Hilou, au Soudan, à 65 kilomètres en aval de Humera, a décidé de récupérer et d'inhumier les corps qui descendent le long de

la rivière baptisée Setit au Soudan et Tekezé en Éthiopie. C'est un travail éprouvant. La puanteur des cadavres flotte dans l'air tandis qu'ils commencent par extraire chaque dépouille du limon, avant de creuser de nouvelles tombes et de procéder aux rites funéraires.

Gebretensae Gebrekristos, surnommé "Gerri", est un des chefs

de la communauté ; il participe à la coordination de cette lugubre mission avec une détermination solennelle. En tout, la communauté estime avoir retrouvé jusqu'à présent une soixantaine de corps. Il explique pourquoi le groupe est sûr que ce sont des Tigréens de Humera : "Des gens – ce sont souvent des prisonniers évadés – nous

### Un conflit qui s'enlise et s'étend

●●● Depuis novembre 2020, le nord de l'Éthiopie est en proie à de violents affrontements opposant l'armée fédérale aux autorités régionales du Tigré, frontalière du Soudan et de l'Érythrée. Le rapport de force a basculé à la fin de juin, lors de la reprise de la capitale régionale Mekele par les rebelles. Depuis, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) a repris le contrôle de l'essentiel de la zone, malgré un appel à la mobilisation générale lancée par le Premier ministre Abiy Ahmed. Des rapports internationaux alertent désormais sur de potentiels crimes de guerre comprenant viols de masse, tortures et assassinats sur critères ethniques. Le conflit s'enlise dans ce pays de plus de 112 millions d'habitants, où près de 400 000 individus souffrent de la famine, selon l'ONU. La guerre se propage aux régions d'Amhara et d'Oromia, impliquant des acteurs de plus en plus divers.

appellent depuis Humera pour dire qu'ils ont vu des personnes emmenées le long de la rivière dans une des installations, et qu'ils ont entendu des coups de feu, et que plusieurs personnes ont été sorties des zones de détention par des soldats et qu'elles ne sont jamais revenues. On nous dit de guetter leurs corps qui descendent la rivière."

**"J'avais tellement peur."** C'est en juillet que les premiers corps sont apparus au Soudan, alors que la rivière était gonflée par la saison des pluies. Des ingénieurs des eaux ont déclaré à CNN que du fait de la rapidité du courant, les cadavres pouvaient descendre de Humera jusqu'à Wad El Hilou en deux ou trois heures. Wad El Hilou constitue un goulet d'étranglement naturel sur le parcours de la rivière – ce qui fait qu'en arrivant dans les parages, les corps flottent jusqu'aux rives.

Natay a 16 ans et Gebrey 17 – leurs noms ont été changés pour des questions de sécurité. Tous deux font partie des Tigréens qui affirment s'être échappés des camps de prisonniers de Humera. Aujourd'hui à Wad El Hilou, ils ont confirmé à CNN avoir eu vent des rumeurs qui disent que des hommes, les mains liées, ont été emmenés en file indienne vers le bord de la rivière à Humera, dans la zone entre les églises Sainte-Marie et Saint-Michel. Les deux jeunes ajoutent qu'ils ont entendu des tirs et que les hommes ne sont pas revenus. Natay se souvient avoir été comme paralysé : "J'avais tellement peur, je me disais qu'ils allaient me tuer et me jeter aussi."

À Wad El Hilou, les autorités soudanaises ont déclaré à CNN avoir rédigé des rapports de police et de médecine légale pour chaque corps retrouvé sur leur territoire, gardant ainsi des preuves de multiples traces de tortures et des blessures par balles caractéristiques d'une exécution retrouvées sur de nombreux cadavres. Aussi bien les autorités soudanaises locales que les spécialistes de la médecine légale soutiennent que la plupart des victimes étaient sans doute mortes avant d'avoir été jetées à l'eau.

Dans une déclaration transmise par le biais de la société américaine de relations publiques Mercury, le gouvernement éthiopien a fait savoir qu'il enquêtait sur ces allégations. "Compte tenu de plusieurs

← Un réfugié tigréen sur les bords de la rivière Tekezé à Wad El Hilou (Soudan). Photo Ashraf Shazly/AFP



incohérences dans ces allégations, nous travaillons avec les autorités compétentes afin de récolter des preuves, et nous poursuivrons avec toute la rigueur de la loi quiconque sera convaincu d'avoir commis des crimes", a assuré un porte-parole.

Pour bien des Tigréens au Soudan, ces victimes sont peut-être des gens qu'ils ont connus. Beaucoup ont fui Humera et y ont encore des proches. Temesgen, âgé de 24 ans, et Yonas, 25 ans [les noms ont été modifié], expliquent s'être échappés ensemble d'un entrepôt de Humera du nom d'Enda Yitbarek qui, disent-ils, sert de camp de détention improvisé pour des milliers de Tigréens. Tous deux ont été emprisonnés pendant un peu plus de deux semaines.

"J'étais devant chez moi quand ils m'ont arrêté et emmené, parce que je suis tigréen, raconte Temesgen. On n'avait rien fait, ils m'ont juste arrêté et enfermé." Temesgen et Yonas se sont échappés en profitant d'une des rares fois où leurs geôliers les ont autorisés à aller aux toilettes, et ils se sont dirigés vers le Soudan. Tous deux évoquent l'existence de plusieurs camps de prisonniers tout autour de la ville de Humera.

CNN s'est entretenu avec des dizaines d'autres évadés de ces camps et, en se fondant sur leurs récits, a évalué à au moins neuf le nombre de sites où seraient détenus des milliers de Tigréens. Des Tigréens qui se trouvent toujours à Humera ont dit qu'ils vivent constamment dans la peur d'être arrêtés ou tués. Ils parlent de la chasse au faciès qui vise les habitants d'origine ethnique tigréenne,

alors que les représentants d'autres ethnies ne sont pas menacés, en particulier les Amharas ; des milices d'Amhara [région voisine] se battent aux côtés des forces gouvernementales éthiopiennes au Tigré.

Les gens d'origine métissée sont confrontés à un sort incertain ; des habitants ont expliqué à CNN qu'une carte d'identité amhara peut suffire, mais qu'il est malgré tout dangereux d'être vu en compagnie de Tigréens.

**"J'étais devant chez moi quand ils m'ont arrêté et emmené, parce que je suis tigréen."**

**Temesgen, 24 ANS**

À Humera, des gens ont évoqué à plusieurs reprises la disparition de membres de la communauté tigréenne. Ceux qui sont encore libres supposent qu'ils ont été enfermés dans des camps, mais ceux qui se sont évadés nous ont affirmé qu'il était courant que l'on ne revoie jamais les gens emmenés par les gardes. D'autres, plus rares, disent avoir vu des corps jetés dans la rivière.

Des habitants de Humera avec lesquels CNN s'est entretenu sont fermement convaincus que les cadavres qui atteignent Wad El Hilou viennent de leur ville. Plusieurs d'entre eux sont régulièrement en contact avec ceux qui ont réussi à passer au Soudan, et quand les corps ont commencé à arriver, la nouvelle s'est rapidement répandue.

Des enquêtes indépendantes sont en cours, menées par des spécialistes internationaux et locaux en médecine légale, mais elles n'ont révélé aucune preuve que les victimes seraient mortes noyées. Les spécialistes, qui ont préféré garder l'anonymat, ont déclaré à CNN que les corps avaient tous été exposés à un agent chimique après le décès, ce qui a enclenché un processus qui les a en fait préservés avant qu'ils ne se retrouvent dans l'eau. Le fait qu'ils étaient tous dans le même état signifie qu'ils avaient été stockés au même endroit, peut-être un entrepôt ou une fosse commune, avant d'être jetés dans la rivière, avancent les spécialistes. Cet état de conservation fait qu'il est plus facile d'identifier les marques sur les corps et ce qui a pu les causer, ajoutent-ils.

**Préserver les preuves.** Parmi les victimes retrouvées, plusieurs avaient les bras solidement attachés dans le dos, une technique de torture appelée "tabay". Certains avaient les mains liées à l'aide de câbles électriques et présentaient des fractures et des dislocations, autant d'indices qu'une pression supplémentaire a été appliquée à leurs corps avant la mort.

Les spécialistes reconnaissent qu'ils sont engagés dans une course contre la montre pour préserver les preuves, qui pourraient se révéler nécessaires dans l'éventualité de futurs jugements pour crimes de guerre. Ils ont également confirmé la présence de ces signes de torture au groupe qui ramasse les cadavres au Soudan.

Et des Tigréens comme Gerri, de l'autre côté de la frontière, portent le deuil et creusent des tombes peu profondes pour les corps qu'apporte le courant. S'exprimant à côté de la première tombe qu'il a creusée sur la rive, surmontée d'une croix de bois improvisée, Gerri avoue qu'il lui est pénible de ne pas pouvoir offrir une sépulture décente aux victimes : "Abandonner les siens près de la rivière ? Sa sœur, son frère, qui n'ont pas de lieu de repos digne de ce nom ? Quand on voit ça, ça fait mal, ça fait mal au cœur, mais qu'est-ce qu'on y peut ? Voilà à quoi on a été condamné."

— **Nima Elbagir, Katie Polgase, Barbara Arvanitidis, Gianluca Mezzofiore, Laura Smith-Spark**  
Publié le 7 septembre

## COMMANDEZ DÈS MAINTENANT

### Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle  
Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.



• Format : 230 mm x 297 mm • 76 pages

## BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à :  
Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Titre	Prix	Quantité	Total
Atlas du réchauffement climatique	8,50 €	x .....	= ..... €
Frais de port offerts			0€
Total =			..... €

### Mes coordonnées :

VCO21BA1611

Monsieur  Madame

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

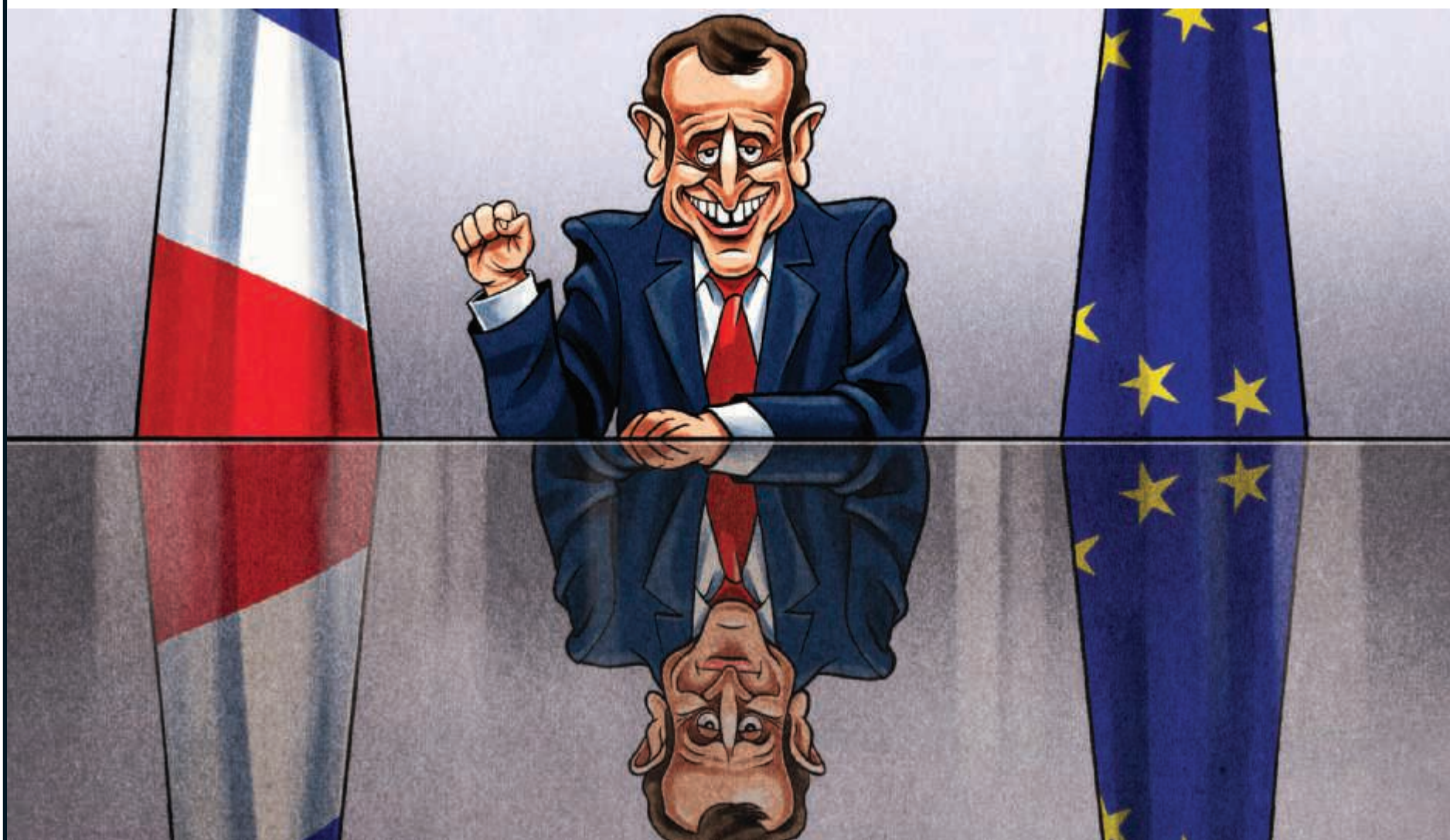
Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients  
<https://boutique.courrierinternational.com>  
au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2021  
\*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.  
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :  
[boutique.courrierinternational.com/cgv-co](https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :  
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

à la une

# LA FRANCE SUR



Jadis moquée pour son immobilisme et son dirigisme d'État, la France se présente aujourd'hui comme un îlot de stabilité au sein des pays développés. Natalité, temps de travail, diplomatie : l'Hexagone a créé un modèle en passe de s'exporter.

— **New Statesman** Londres

**V**oilà des décennies maintenant que la France est le chiffon rouge qui s'agite devant le taureau du dogme libéral atlantiste. Traitant avec tiédeur une alliance transatlantique jugée sacro-sainte par d'autres, dévouée au multilatéralisme gaullien en des temps apparemment unipolaires, résolument étatiste au mépris de la doctrine économique libérale hayékienne, vigoureusement *dirigiste*\* à l'heure de la décentralisation et du pouvoir en réseaux, elle a parfois des airs de village d'Astérix : un pays d'irréductibles qui résistent encore et toujours à la fin de l'histoire.

"Achetez Taïwan, gardez l'Italie, revendez la France", conseillait Thomas Friedman en 1999 dans son ode à la mondialisation libérale, *The Lexus and the Olive Tree* [non traduit en français]. Au moment de la guerre d'Irak, les Français se faisaient traiter de "vieille Europe" par Donald Rumsfeld, alors secrétaire américain à la Défense, et de "*capitulards bouffeurs de fromage*" par les autres. "*Si le modèle français est si génial, comment se fait-il que le pays brûle ?*" ironisait Peter Mandelson en 2005, tandis que des émeutes faisaient rage dans les banlieues parisiennes.

Désespérante France ! Voilà un refrain souvent entonné par des libéraux anglo-saxons bouffis de suffisance. En 2012 (année marquée

# LA BONNE VOIE ?

chez nous, au Royaume-Uni, par un Osborne tout-puissant au ministère des Finances, et par la “bromance” entre Obama et notre Premier ministre David Cameron), *The Economist* taxe la France de “pays dans le déni” : “L’électorat français a la mauvaise habitude de croire en la bienveillance de l’État”, tance un éditorial donneur de leçons. En 2017 (le Royaume-Uni et les États-Unis sont alors sous le choc, l’un du Brexit, les autres de l’élection de Donald Trump), il est de nouveau de bon ton de regarder d’un œil optimiste la France, qui vient d’élire Emmanuel Macron.

**“L’autonomie stratégique”.** Les récents événements sont venus me rappeler ce va-et-vient bien connu. Joe Biden stupéfie les alliés des États-Unis en reprenant en partie à son compte “l’Amérique d’abord”, qui fut le credo de Trump en politique étrangère. Les Européens sont pris de court par le retrait américain d’Afghanistan.

Comme l’écrivait tout dernièrement Tony Blair, “pour le Royaume-Uni, désormais sorti de l’Europe et aujourd’hui ébranlé par la fin de la mission en Afghanistan que son plus grand allié a décidée sans le consulter ou presque, le temps est venu d’une réflexion approfondie”. En Allemagne, le candidat à la chancellerie Armin Laschet dénonce la “déconfiture” de Biden et estime que “l’UE doit être en mesure d’agir sans les États-Unis”.

Pourtant, une capitale a semblé moins ébranlée que d’autres, et c’est Paris. Doutant de la capacité des États-Unis à organiser un retrait ordonné, la France avait commencé dès le mois de mai l’évacuation de ses collaborateurs afghans, et retiré ses dernières troupes en 2012. Macron s’est fait depuis longtemps le chantre de l’“autonomie stratégique”, autrement dit d’une véritable capacité de l’Union européenne à intervenir dans le monde sans dépendre des États-Unis – en 2019, il est allé jusqu’à déclarer l’Otan en état de “mort cérébrale”. C’est le genre d’idées que la débâcle en Afghanistan vient relancer, et ce, jusque dans des capitales européennes où elles ne suscitaient auparavant que dérision.

Attention, le parapluie de sécurité offert par les États-Unis est encore trop confortable pour que l’Europe cherche vraiment l’autonomie. Mais ce sont les prémices d’un changement qui sera progressif. L’UE a bien souvent avancé au gré des crises. Il est très probable que celles qui vont se produire ces dix prochaines années transformeront peu à peu le

patchwork européen des groupes de travail, des cadres communs de coopération et des programmes d’achats conjoints en quelque chose qui, dans les années 2030, ressemblera davantage à une armée européenne. Tout est dans le cap et dans l’esprit du temps – or l’esprit du temps est de plus en plus français.

Et il n’y a pas qu’en politique étrangère. La passion française pour l’énergie nucléaire permet à la France d’être le pays riche affichant le plus faible taux d’émission de CO<sub>2</sub> par habitant, et l’exemple fait des émules, notamment la Pologne. La politique industrielle de la France, longtemps ringardisée, inspire un peu partout à l’étranger – jusque dans le monde anglo-saxon, des gouvernements prennent la mesure de l’intérêt d’un “État stratège” en ces temps de pandémie, de crise climatique et de concurrence géopolitique. C’est le grand retour des projets d’infrastructures, et le Royaume-

## LA POLITIQUE INDUSTRIELLE HEXAGONALE, LONGTEMPS RINGARDISÉE, INSPIRE UN PEU PARTOUT À L’ÉTRANGER.

Uni et les États-Unis lancent leurs premiers vrais réseaux de trains à grande vitesse, au moment où le TGV français fête ses 40 ans. Même les 35 heures semblent moins saugrenues aujourd’hui, et d’autres se penchent à leur tour sur la semaine de quatre jours – il faut dire que la France a un PIB par habitant supérieur à celui du Royaume-Uni et une productivité par heure travaillée 30 % plus élevée.

L’Hexagone vieillit aussi moins vite que certains de ses voisins, et ce, grâce à des politiques généreuses en matière de congé maternité et d’accueil des enfants qui maintiennent le taux de natalité à un niveau très élevé en Europe. Cet été, Macron a de facto imposé un nouveau confinement aux Français non vaccinés, provoquant une envolée de la vaccination – c’est l’avantage, en temps de crise, d’avoir des cartes d’identité et des contrôles par des forces de l’ordre sur le terrain.

Sur le plan diplomatique également, la France possède des atouts sous-estimés. Avec le Brexit, elle a pris au Royaume-Uni sa place de première destination européenne pour les investissements étrangers. Avec le départ d’Angela Merkel, le prochain chancelier allemand sera forcément moins intraitable mais aussi mieux

### Vu d’Italie

#### LE PARI GAGNÉ DU PASS SANITAIRE

“Macron enregistre une victoire”, constate **Il Foglio**, quotidien italien habituellement favorable au président de la République française. En à peine un mois et demi, la France est passée du milieu à la quatrième place du classement des pays européens en matière de couverture vaccinale. Un mérite imputable au pass sanitaire et à un président “qui a fait un choix apparemment impopulaire, malgré les risques pour sa réélection en 2022”. Conséquence : depuis le discours de Macron mi-juillet, “plus de 12 millions de Français se sont fait vacciner”. Il y a bien eu quelques polémiques, mais les médias ont choisi de ne pas donner la voix aux 150 000 personnes qui manifestent chaque semaine contre le pass sanitaire, explique **Il Foglio** : “Les antivaccins déguisés en antipass sont une infime minorité très bruyante.” En somme, “la majorité silencieuse des Français a choisi de vivre plus libre du Covid-19, assurant le succès du pass de Macron.”

✎ Dessin de Ben Jennings paru dans **The Economist**, Londres.

disposé envers la France. Et en Italie, Mario Draghi est un allié naturel de Macron. S’il parvient à se faire réélire en avril 2022, le président français sera le chef d’État le plus influent d’Europe.

Tout cela ne veut pas dire que la France n’a pas de problèmes. Le Sahel, où est elle est engagée dans la lutte contre les djihadistes, pourrait être son Afghanistan. Dans le pays, de profondes fractures demeurent, entre des banlieues moroses et des centres-villes dans leur bulle, des provinciaux séduits par le mouvement des “gilets jaunes” et des citadins macronistes, entre la culture de la laïcité et des citoyens musulmans qui s’efforcent de concilier leur foi et la vie dans une société qui, trop souvent, nie le racisme. Quoique peu probable, une victoire l’année prochaine de Marine Le Pen n’est pas à écarter totalement.

Mais naturellement, le tableau est plus complexe que ne le laisse penser le regard dédaigneux des Anglo-Saxons sur la France. Les vieilles doxas libérales sont contestées et réinventées, exactement comme le sont certains stéréotypes sur la France, son *dirigisme*\* longtemps jugé obsolète, cet immobilisme sclérosant qu’on pensait indécrottable, ou cette liberté de penser en politique étrangère autrefois raillée comme un simple vestige des rodomontades gaulliennes. Le monde change. Et force est de le constater (mais ne le dites pas trop fort, *mes amis*\*) : plus que jamais, il est de plus en plus français.

—Jeremy Cliffe  
Publié le 25 août

\* En français dans le texte.

### SOURCE



#### NEW STATESMAN

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire, 36 591 ex. (2020)  
newstatesman.com

Depuis sa création en 1913, cette revue politique, aussi réputée pour le sérieux de ses analyses que pour la férocité de ses commentaires, est le forum de la gauche indépendante. Le titre est, par définition, le journal de référence de l’intelligentsia de gauche, mais ses colonnes sont ouvertes à un large éventail d’opinions.

# Emmanuel Macron a de quoi se réjouir

Après des années difficiles et une gestion de la crise sanitaire longtemps critiquée, le président voit remonter la confiance des Français à son égard.



—**Stuttgarter Zeitung Stuttgart**

Est-ce le retournement de situation qu’attendait Emmanuel Macron depuis si longtemps ? Voilà plusieurs semaines que la cote de popularité du président français est à la hausse. Selon le dernier sondage de l’institut Ifop [publié le 22 août], 41 % des Français ont confiance en sa capacité à bien gouverner le pays.

À titre de comparaison, au même point de son mandat – soit six mois avant la présidentielle –, son prédécesseur François Hollande n’enregistrait que 16 % d’opinions favorables et avait renoncé à se présenter pour un second mandat. Emmanuel Macron avait alors écrasé la concurrence.

Pourtant, le chef de l’État a longtemps semblé condamné à une cote de popularité sérieusement plombée. Sa politique de réformes paraissait impitoyable et a braqué de nombreux Français. Les manifestations des “gilets jaunes” ont marqué un premier point de tension en paralysant le pays durant des mois.

Puis les gens sont descendus par dizaines de milliers pour protester contre le projet de réforme des retraites ou pour dénoncer les mesures d’austérité budgétaire dans le secteur de la santé. Le président qui s’était présenté comme un réformateur semblait devoir lamentablement échouer.

Il n’a d’abord guère impressionné par sa capacité à gérer la crise lorsque la pandémie a éclaté. Alors que le virus se répandait dans le pays, causant de nombreuses morts ainsi que l’engorgement de tous les hôpitaux, la France figurait parmi les pays les plus gravement touchés par la pandémie en Europe. Ce n’est qu’avec l’instauration d’un confinement très strict durant près de deux mois que la situation a commencé à s’améliorer. Puis l’arrivée des vaccins a marqué un tournant. Après des débuts difficiles, la campagne de vaccination française se solde aujourd’hui par une couverture vaccinale beaucoup plus élevée que dans d’autres pays européens, notamment l’Allemagne, que la France n’a pas cessé de prendre pour exemple pendant cette crise.

Mais la résistance s’organise. Chaque samedi, depuis plusieurs semaines, des dizaines de milliers de personnes manifestent contre le pass sanitaire. Pour entrer dans un restaurant, un grand centre commercial ou un musée, il faut en effet montrer que vous êtes vacciné, rétabli du Covid-19 ou détenteur d’un test négatif. La mise en place du pass sanitaire a fait exploser le nombre de vaccinations. Aujourd’hui, 70 % de la population française âgée de plus de 12 ans a reçu au moins une dose de vaccin [au 25 août, 82,2 % des Français âgés de plus de 12 ans avaient reçu une première injection contre 72,3 % de la même tranche de population en Allemagne, selon les données officielles].

Emmanuel Macron n’a toutefois rien à craindre des manifestations des antivax, contrairement à

↑ Sur la porte de gauche : Présidence du Conseil de l’Union européenne 2022. Sur la mallette : Réformes. Sur la porte de droite : Second mandat présidentiel. Dessin de Mohr paru dans **Handelsblatt**, Düsseldorf.

celle des “gilets jaunes”. S’il est vrai que le week-end [des 21 et 22 août] près de 170 000 personnes [environ 175 000 d’après le ministère de l’Intérieur] sont encore descendues dans la rue à travers le pays, leurs revendications demeurent trop floues pour exercer une véritable pression politique. Le plus grand rassemblement a été organisé à Paris par l’élu d’extrême droite Florian Philippot : les désormais habituelles théories du complot, du “grand remplacement” jusqu’aux slogans antisémites, étaient de mise chez les participants. De l’autre côté de la Seine, c’est l’extrême gauche qui manifestait, essentiellement contre le capitalisme sauvage. Deux autres cortèges ont également rassemblé de nombreux “gilets jaunes”, qui, eux, s’opposent en quelque sorte à l’État dans son ensemble.

**Imperturbable.** Le seul dénominateur commun à ces courants très hétérogènes est leur haine clairement affichée envers Emmanuel Macron. Le président, imperturbable, reste néanmoins fidèle à sa stratégie de l’“incitation douce” sur le plan vaccinal, qui semble porter ses fruits. Sa popularité bénéficie évidemment du fait que l’économie nationale a bien mieux résisté que prévu à la pandémie. La hausse du chômage tant redoutée n’a pas eu lieu, et le secteur clé du tourisme est de nouveau en plein essor.

Le ministre de l’Économie Bruno Le Maire a d’ailleurs annoncé le 23 août sur France 2 que l’économie française retrouverait son niveau d’avant la crise d’ici à la fin de l’année. L’économie se porte “bien” grâce à une consommation en hausse, a-t-il affirmé, se félicitant d’une progression de 5 % sur les deux premières semaines d’août.

Si Emmanuel Macron n’a pas encore officiellement annoncé sa candidature, il ne fait aucun doute qu’il briguera un second mandat. Et tout porte à croire qu’à la fin de son quinquennat il se trouvera en meilleure posture qu’il n’aurait pu l’espérer ces dernières années.

—**Knut Krohn**  
Publié le 23 août

## Décryptage

### Sauvé par le Covid

●●● Ce qui est terrible avec Macron, c’est qu’il est invincible. C’est le **Spectator** britannique, jamais tendre avec le chef de l’État français, qui admet s’être trompé dans ses prédictions : le Covid n’aura pas signé la fin d’Emmanuel Macron. Malgré tous ses échecs et la gestion absurde de la crise sanitaire, le président reste étrangement populaire. Bien sûr, et plus crucial encore, “l’opposition à Macron est en plus mauvais état que le président lui-même”, analyse le magazine conservateur. Et le virus, paradoxalement, semble être son allié. *Aucun parti d’opposition traditionnel n’a osé contester sur le fond la stratégie du gouvernement. Si des milliers de Français ont manifesté, des millions ne l’ont pas fait. Macron et son équipe diabolisent les antipass dans un langage qui rappelle celui du Premier ministre australien Scott Morrison.* Et le **Spectator** de constater que, comme de nombreux peuples voisins, les Français préfèrent être infantilisés à coups d’attestations dérogatoires et de pass sanitaires plutôt que de contester leur chef d’État. “Macron fait le pari que ses compatriotes vont suivre le conseil d’un autre Français éminent, devenu maître de l’anglais, [l’écrivain] Hilaire Belloc : ‘Ne vous éloignez pas de votre chère nounou, vous risquez de finir dévoré par les loups.’”

# ÉCOLE : LE RETOUR À LA NORMALITÉ À TOUT PRIX

La priorité accordée par la France à ses écoles pendant la crise sanitaire se vérifie aussi au moment de la rentrée. Tandis qu'outre-Rhin on redoute des fermetures de classes fréquentes, l'Hexagone a établi des règles claires et peut s'appuyer sur la bonne volonté des élèves.

—Die Welt Berlin

En Allemagne, nombreux sont les parents qui sont désemparés. Ils se demandent si et quand ils récupéreront leurs enfants à la maison parce qu'ils auront été déclarés cas contacts et qu'ils devront être mis en quarantaine. D'autres redoutent que les écoles soient contaminées par la propagation croissante du variant Delta. Et quelques-uns sont exaspérés par le fait que chaque Land impose ses propres règles.

En France, au contraire, tout est réglementé de façon centralisée. Après une pause estivale de deux mois, 12 millions d'écolières et d'écoliers sont de retour en classe. Une rentrée\*, comme les Français nomment la reprise rituelle et simultanée des cours dans tout le pays, que le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, souhaite "très détendue" et "la plus normale possible". Il ne fait aucun doute qu'après un an et demi de

pandémie ce désir de normalité est partagé non seulement par les élèves, mais aussi par le million d'enseignants français.

La plus normale possible, autrement dit, cours en présentiel pour tous. La France semble certes avoir surmonté le pic de la quatrième vague, mais face à une incidence nationale qui se situe actuellement à 180 cas pour 100 000 habitants, le deuxième niveau d'un protocole qui en compte quatre est en vigueur : tous les enfants, à compter de l'école élémentaire, doivent porter le masque en classe.

**Système de "bulles".** Groupes et classes constituent ce que l'on appelle des "bulles", qui ne doivent pas se mêler les unes aux autres. Si un élève de primaire est testé positif, toute sa classe est placée en quarantaine pendant sept jours. Au collège et au lycée, cela ne concerne que les élèves qui ne sont pas vaccinés et qui sont cas contacts. Le ministère est optimiste et part du

## Repères

### LA RENTRÉE EN CHIFFRES

Au 13 septembre, soit 11 jours après la rentrée scolaire, plus de 3000 classes avaient été fermées en France - l'équivalent de 0,5% - à cause de l'épidémie de Covid-19. C'est ce qu'a indiqué Jean-Michel Blanquer, une semaine seulement après avoir annoncé 545 fermetures de classe. Le ministre de l'Éducation nationale avait alors annoncé que la reprise des cours des 12,3 millions d'élèves s'était "bien passée, au sens où les élèves étaient au rendez-vous, où les professeurs étaient là et où nous n'avons pas de remontée de problèmes trop importants".

Le protocole sanitaire de niveau 2 (sur 4) reste en vigueur.

✓ Sur le carton : Réformes. Dessin de Mohr paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.

principe que l'on ne reviendra qu'exceptionnellement aux cours à distance dans le secondaire.

Un espoir légitime, si l'on tient compte du grand nombre de vaccinés parmi les jeunes. [Au 1<sup>er</sup> septembre], plus de 62% des cinq millions de jeunes de 12 à 17 ans ont déjà reçu au moins une dose, et près de la moitié, une deuxième injection. Le ministère de l'Éducation estime que près de 90% du personnel enseignant auraient reçu une première dose. De plus, élèves et enseignants auront la possibilité, dans les semaines qui viennent, de se faire vacciner dans l'enceinte de l'établissement.

Ce taux de vaccination relativement élevé dans cette tranche d'âge s'explique par le pass sanitaire, vivement critiqué en France, que les jeunes aussi devront présenter à partir de la fin septembre pour entrer dans les cafés, les restaurants, les stades, les cinémas, les grands centres commerciaux, ou pour monter dans les bus et les trains.

Après l'expérience du premier confinement - et à la différence de presque tous les autres pays

## ÉLÈVES ET ENSEIGNANTS AURONT LA POSSIBILITÉ DE SE FAIRE VACCINER DANS L'ENCEINTE DE L'ÉTABLISSEMENT.

du monde -, la France a fait tout son possible pour que les écoles restent ouvertes dès le lendemain de la première vague, l'an dernier. L'intérêt des enfants est devenu la priorité. Toutefois, la situation épidémiologique est différente de celle de l'année passée. Chez les enfants et les adolescents, l'incidence est cinq fois supérieure par rapport à la rentrée 2020.

Dans une tribune publiée dans le quotidien *Le Monde*, 30 médecins, épidémiologistes et enseignants ont attiré l'attention sur le danger pour la santé que peut représenter une infection au Covid-19, même chez les jeunes. Ils citent les taux d'hospitalisation aux États-Unis et des études sur les conséquences à long terme pour les enfants réalisées au Royaume-Uni.

Ils dénoncent en particulier le fait qu'il n'y ait ni capteurs de CO<sub>2</sub> - un bon indicateur de l'efficacité de l'aération d'une salle - ni stratégie de tests digne de ce nom. "Après dix-huit mois de pandémie, l'école ne doit pas rester le talon d'Achille de la stratégie sanitaire", écrivent les auteurs.

Quand on suggère qu'il met les enfants en danger, Blanquer réfute. Les auteurs laissent selon lui entendre que les écoles seraient le maillon faible, alors qu'elles ont prouvé qu'elles étaient la "grande force de la France". "Je me réjouirais que l'on reconnaisse que nous avons pris les bonnes décisions pour sauver l'année scolaire passée", a-t-il déclaré dans un entretien.

Durant l'année scolaire 2020-2021, les écoles n'ont effectivement été fermées qu'une à deux semaines. Cette décision courageuse avait à l'époque été critiquée par les médecins et les épidémiologistes. Mais Paris avait fini par s'y résoudre, après avoir pris la mesure des conséquences sociales et psychologiques de plus de



trois mois de fermeture des établissements scolaires pendant le premier confinement.

La France n'a pas réussi à équiper les classes de capteurs de CO<sub>2</sub> ou de purificateurs d'air. C'est une tâche qui revient aux communes. Le ministère compte les y "encourager" et les soutenir financièrement, mais exclut de faire pression sur elles. Beaucoup de petites communes, en particulier dans les régions rurales, sont dépassées par les complexités administratives.

Les critiques à l'égard d'une stratégie de tests peu efficace paraissent quant à elles absolument justifiées. Avant les vacances, selon les données du ministère, on procédait à 600 000 tests salivaires par semaine dans les écoles primaires.

## LES CRITIQUES À L'ÉGARD D'UNE STRATÉGIE DE TESTS PEU EFFICACE PARAISSENT ABSOLUMENT JUSTIFIÉES.

Ce qui serait également l'objectif pour cette année scolaire. Mais, avertissent les scientifiques, cela ne pourra pas suffire face aux plus de six millions d'élèves de primaire.

Le 30 août dernier, la chaîne de radio privée RTL a révélé le "fiasco des autotests" : l'État a déboursé 245 millions d'euros pour 64 millions d'autotests destinés aux écoles, dont un peu plus d'un tiers a été distribué aux enseignants et aux élèves. Et selon les estimations du ministère, 10 % seulement de ces autotests ont été utilisés. Pour les écoliers, les tests PCR, réalisés dans l'enceinte des établissements, devraient rester gratuits. Pour tous les autres Français qui souhaiteraient se faire tester sans symptômes ni attestation médicale, il faudra passer à la caisse à partir de la mi-octobre.

—Martina Meister  
Publié le 2 septembre

\* En français dans le texte.

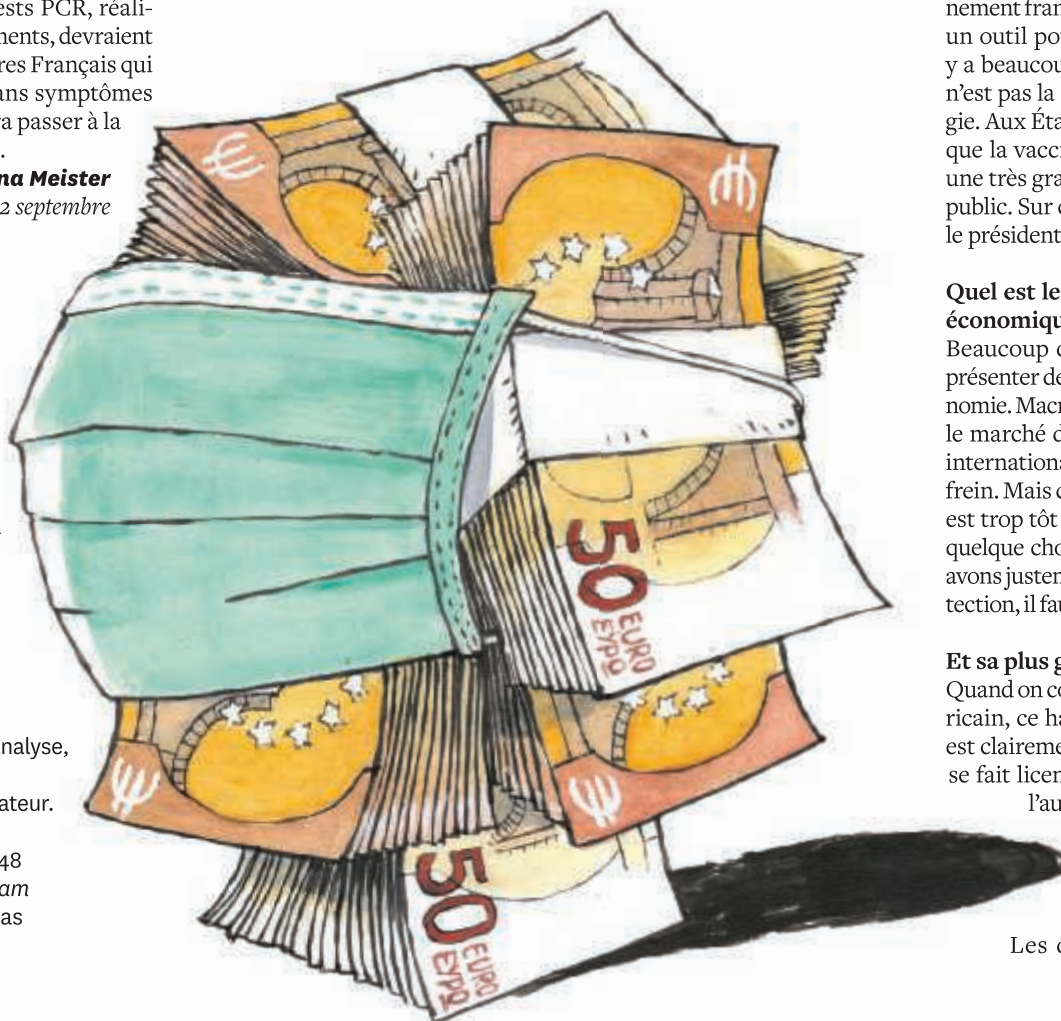


### SOURCE

**DIE WELT**  
Berlin, Allemagne  
Quotidien, 119 000 ex.  
welt.de

"Le Monde", porte-drapeau des éditions Springer, est une sorte de Figaro à l'allemande. Très complet dans le domaine économique, il est aussi lu pour ses pages concernant le tourisme et l'immobilier. Notamment avec sa rubrique d'analyse, nommée Arrière-Plan, le journal se revendique conservateur. Il est quotidiennement distribué dans plus de 130 pays. Depuis 1948 paraît l'édition dominicale, *Welt am Sonntag*, qui fait partie des médias allemands les plus repris.

↓ Dessin de Kountouris  
paru dans Efimerida  
Ton Syntakton,  
Athènes.



# Au pays du soutien massif

Les présidents français lancent souvent leur mandat en promettant une libéralisation de l'économie, mais au final la France a toujours recours à l'État, observe dans cet entretien accordé à *Courrier international* Liz Alderman, qui couvre l'économie française pour le *New York Times*.

**COURRIER INTERNATIONAL :** La fin du "quoi qu'il en coûte" est annoncée pour fin septembre. Quel est – pour l'heure – le bilan ?

**LIZ ALDERMAN :** Au *New York Times*, nous avons fait beaucoup de reportages sur les différences entre les programmes d'aide aux États-Unis et en Europe. La France nous a intéressés parce que c'était le pays qui a le plus massivement soutenu son économie. Dès le début, elle a suivi l'Allemagne sur le chômage partiel. Et en plus, elle a engagé le soutien aux entreprises. À l'époque, selon l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économique], cette politique a plutôt bien fonctionné. Il n'y a pas eu cette explosion du chômage qui a eu lieu au même moment aux États-Unis. Le pari de la France et de l'Europe était de se dire que, quand l'économie reprend, les gens peuvent reprendre leur travail. Le FMI [Fonds monétaire international] a indiqué récemment que le modèle européen

a ainsi sauvé environ 30 millions d'emplois. En France, les faillites ont même diminué.

D'un autre côté, selon les experts, les problèmes peuvent encore se déclarer. Il n'est pas normal, pendant une crise de cette envergure, qu'il y ait une baisse des faillites de 40 %. Le danger est la création d'entreprises zombies qui posent problème pour le renouvellement d'une économie.

**L'économie est-elle prête à la fin des aides ? Est-ce que le pass sanitaire a un impact dans ce contexte incertain ?**

Selon les économistes avec qui j'ai parlé, il faut quand même arrêter un programme de dépenses d'une telle envergure. Le gouvernement avait annoncé la fin du "quoi qu'il en coûte" à partir du moment où on observerait une croissance stable. Les prévisions pour cette année sont de 6 %. Est-ce que cela suffira ? Cela dépendra aussi de l'évolution de l'épidémie. Sur ce plan, le gouvernement français a conçu le pass sanitaire comme un outil pour garder l'économie en marche. Il y a beaucoup de protestations, mais la France n'est pas la seule à avoir opté pour cette stratégie. Aux États-Unis, Joe Biden vient de déclarer que la vaccination sera quasi obligatoire pour une très grande partie des employés du secteur public. Sur ce sujet, la France a été en avance et le président très clair.

**Quel est le plus grand défi pour la politique économique française ?**

Beaucoup de présidents français essaient de présenter de nouveaux plans pour relancer l'économie. Macron avait annoncé qu'il allait assouplir le marché du travail. Les grands investisseurs internationaux l'ont toujours décrit comme un frein. Mais ce sujet suscite beaucoup de peurs. Il est trop tôt pour savoir si Macron a pu changer quelque chose. Pendant la crise sanitaire, nous avons justement vu beaucoup de mesures de protection, il faudra attendre le bilan de ces mesures.

**Et sa plus grande force ?**

Quand on compare les systèmes français et américain, ce haut niveau de protection en France est clairement une bonne chose. Quelqu'un qui se fait licencier ne se retrouve pas d'un jour à l'autre dans la rue. Aux États-Unis, on peut se faire licencier en l'espace de quelques heures. Mais d'un autre côté, dans ce système-là il est plus facile de trouver un nouvel emploi. Les diplômés comptent moins, →34



32 ← l'expérience plus. En France, je vois beaucoup de personnes qui ont peur de perdre leur emploi parce que ça peut prendre énormément de temps pour se faire embaucher de nouveau. Je pense que le dynamisme dans le marché du travail est un vrai sujet.

### Quel est le sujet économique qui préoccupe le plus aujourd'hui les Français ?

L'emploi. Trouver un travail, et un qui permette de vivre un peu mieux. Repensez aux "gilets jaunes". Une grande partie des Français ne gagne pas beaucoup d'argent et reçoit des aides de l'État. N'y a-t-il pas un moyen de sortir de ce cercle ? Un autre grand sujet, qui vaut aussi pour les États-Unis et d'autres économies, c'est l'écart grandissant entre les riches et les autres.

### Les questions économiques comptent parmi les sujets clés de la campagne électorale. C'est une bonne ou une mauvaise chose pour le président actuel ?

Emmanuel Macron a créé la polémique en conseillant à un jardinier au chômage de traverser la rue pour trouver un nouveau boulot. Cette image, les Français ne l'ont pas oubliée. Il est vrai qu'il y a beaucoup de postes qui ne sont pas pourvus aujourd'hui. Mais il n'est pas sûr que les Français soient prêts à accepter n'importe quel job pour ne pas être au chômage.

D'un autre côté, il y a eu pas mal d'investissements étrangers en France sous la présidence Macron. Vu de l'étranger, le pays est dirigé par un président qui connaît le "business", et qui attire des investisseurs pour qu'ils créent des emplois. Mais Emmanuel Macron pourrait se voir questionné de la manière suivante : s'il a fait venir de nouveaux emplois en France, est-ce que ce sont vraiment de bons emplois ?

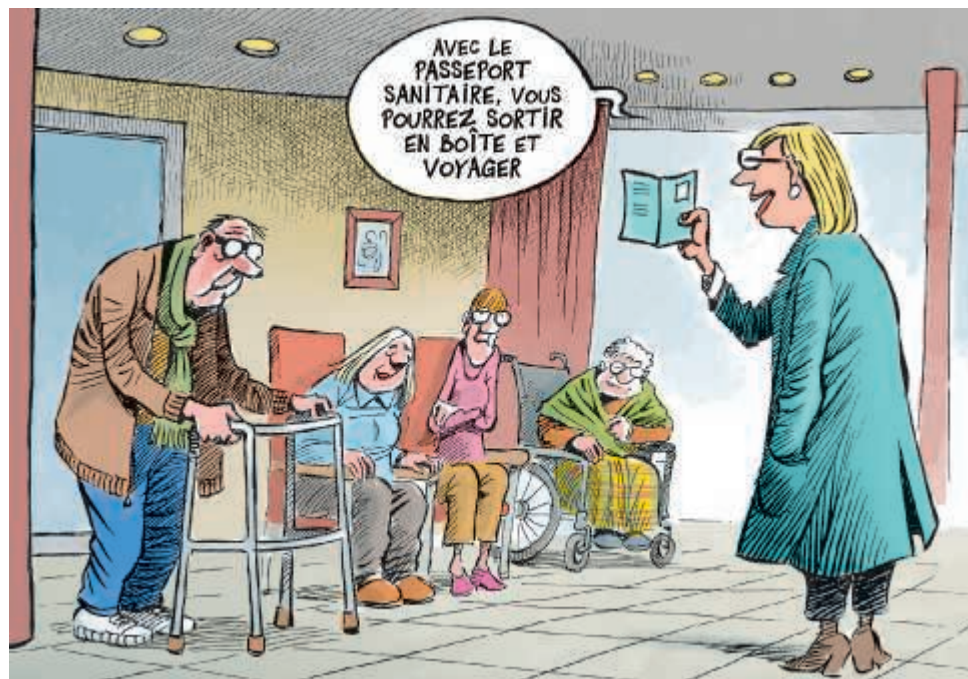
—Propos recueillis  
par Courrier international

## Dernière minute

### Agnès Buzyn mise en examen

●●● Il s'agit de "l'un des premiers procès de ce type à l'échelle mondiale", rapporte le **Washington Post**. Le 10 septembre, Agnès Buzyn, a été mise en examen par des magistrats de la Cour de justice de la République. Le motif invoqué contre l'ancienne ministre de la Santé : la "mise en danger de la vie d'autrui", pour son rôle à la tête du ministère jusqu'en février 2020. "En janvier 2020, avant que la pandémie ne s'abatte sur la France et le reste de l'Europe, Agnès Buzyn a minimisé la menace du virus qui se propageait alors rapidement à Wuhan", détaille le **Wall Street Journal**. Mais l'enquête la concernant "pourrait aussi valoir des ennuis au président Emmanuel Macron, qui devrait briguer sa propre succession au printemps prochain", souligne le **Washington Post**. D'autres mises en examen pourraient suivre, notamment celle du ministre de la Santé Olivier Véran, ainsi que celle de l'ancien Premier ministre Édouard Philippe. "Macron et son gouvernement se voient reprocher d'avoir trop tardé à fournir des équipements de protection individuelle, d'avoir entretenu la confusion par leur volte-face sur le port du masque et d'avoir laissé le virus circuler sans contrôle pendant trop longtemps", explique le **Washington Post**.

→ Dessin de Chappatte  
paru dans la **NZZ am Sonntag**, Zurich.



## LE PASS A SEMÉ LA DISCORDE

Fêter le pass sanitaire comme un succès en France, c'est aller un peu vite, tempère cet hebdomadaire allemand. Cela revient à taire le frein économique qu'il représente pour certaines entreprises ainsi que les divisions qu'il a créées parmi les Français.

—Die Zeit (extraits) Hambourg

D ernièrement, seuls les "gilets jaunes" avaient réussi à faire descendre autant de Français dans la rue : une fois de plus, au début de septembre, 200 rassemblements ont eu lieu à travers le pays pour protester contre le pass sanitaire instauré par le gouvernement. Depuis huit semaines, 150 000 à 350 000 personnes manifestent chaque samedi – les estimations varient selon les sources. En 2019, le mouvement social des "gilets jaunes" avait fait les gros titres du monde entier. Les manifestations anti-pass, elles, monopolisent moins l'attention, peut-être car le pass sanitaire semble de prime abord avoir porté ses fruits : la France se situe désormais au quatrième rang européen pour la vaccination des adultes.

Mais en y regardant de plus près, le pass suscite de nombreux conflits et privations. Depuis le début du mois d'août, les Français doivent présenter une preuve de vaccination ou un test Covid négatif pour accéder à tous les lieux publics, notamment les terrasses de café, les cinémas, les bibliothèques, [certains] centres commerciaux ou les trains longue distance. Ces dernières semaines, ces secteurs ont perdu jusqu'à 40 % de chiffre d'affaires dans certaines régions. Il semblerait que certains clients déjà vaccinés depuis longtemps

boudent eux aussi ces établissements, car ils refusent de se faire contrôler à l'entrée des bars et des cinémas. Le Medef, autrefois favorable à la mesure, demande donc l'abandon immédiat du pass sanitaire dans les centres commerciaux, et le plus rapidement possible dans les autres lieux.

Le gouvernement n'a pas tenu sa promesse d'attirer davantage de monde dans les lieux publics rendus "sûrs" [par le pass sanitaire]. [Au début de septembre], Matignon s'est vu contraint de prolonger les aides publiques à destination des hôtels, des restaurants et des théâtres, comme lors des différents confinements. Le dispositif pose par ailleurs problème en matière de lutte contre la pandémie : il encourage surtout les jeunes et les plus riches à se faire vacciner, car ce sont eux qui veulent continuer à fréquenter les bars et les cinémas, et à prendre le train sans encombre. Le pass sanitaire n'a en revanche pas dopé la vaccination des plus âgés, qui auraient pourtant particulièrement besoin d'être immunisés. D'après les statistiques de la Commission européenne, la France se situe au-dessous de la moyenne européenne en ce qui concerne la vaccination des personnes âgées.

Dans les quartiers défavorisés, où les gens tombent plus souvent malades à cause de leurs conditions de vie précaires, le taux de vaccination est également plus faible qu'ailleurs. Et là

non plus, l'introduction du pass sanitaire n'a rien changé. Le socialiste Cédric Van Styvendael s'intéresse à la façon dont le pass sanitaire renforce les inégalités sociales. Il est maire de Villeurbanne, une ville de 150 000 habitants située dans la banlieue de Lyon, où une personne sur cinq vit au-dessous du seuil de pauvreté. "Le pass sanitaire touche avant tout ceux qui se seraient fait vacciner de toute façon", regrette l'élu.

Sa stratégie consiste à former des équipes d'infirmiers et de travailleurs sociaux de la ville, qui vont dialoguer avec les habitants dans les rues et les supermarchés. "Cette approche au plus près des citoyens est la plus efficace, et elle ne repose pas sur la contrainte." Si Cédric Van Styvendael pèse chacun de ses mots en interview - après tout, le pass sanitaire est un "sujet très sensible" - il reproche tout de même à Emmanuel Macron une stratégie intéressée : "Le président s'est déchargé sur les citoyens et les communes de la responsabilité du succès de la campagne vaccinale." Au quotidien, ce sont en effet les élus qui doivent gérer les centres de vaccination et faire respecter les règles du pass sanitaire.

Le maire de Villeurbanne redoute la date du 15 septembre. Ce jour-là, tous les agents en contact avec le public des secteurs concernés, les pompiers et l'ensemble du personnel des hôpitaux et des Ehpad devront être vaccinés. Ceux qui refusent devront prendre des congés sans solde.

## POUR L'HEURE, LE GOUVERNEMENT FAIT PASSER CEUX QUI HÉSITENT À SE FAIRE VACCINER POUR DES ÉGOÏSTES IRRESPONSABLES.

Les ambulanciers et services de soin privés estiment qu'ils devront ainsi mettre environ 15 % de leurs employés au repos forcé. Ensuite, ces derniers risqueront le licenciement. Or, ces secteurs manquent déjà de personnel. Au CHU de Nantes, qui emploie 13 000 personnes, un tiers des soignants n'ont reçu aucune dose de vaccin. S'ils se retrouvent dans l'incapacité d'exercer d'ici à quelques jours, des lits devront être fermés.

La sociologue Nathalie Bajos estime elle aussi que le gouvernement n'a pas su protéger les citoyens les plus fragiles, qui sont justement surreprésentés dans les services de réanimation. Elle étudie, pour le compte de l'Inserm, les raisons qui poussent les individus à refuser la vaccination, indépendamment du pass sanitaire. "Nous avons établi que les femmes sont plus frileuses vis-à-vis des vaccins, car elles s'inquiètent plus que les hommes des conséquences à long terme", explique la chercheuse. D'après elle, les personnes qui ressentent une méfiance générale vis-à-vis du gouvernement et vivent dans la précarité sont également réticentes à se faire vacciner, même si elles prennent le virus au sérieux et respectent plus scrupuleusement les mesures de distanciation et le port du masque que les partisans du vaccin. Mais pour l'heure, le gouvernement fait passer ceux qui hésitent à se faire vacciner pour des égoïstes irresponsables, et Macron ignore les

manifestations anti-pass. En 2019, le président libéral avait parcouru la France entière pour échanger avec les "gilets jaunes". Si cette fois-ci le gouvernement n'entame pas le dialogue avec les contestataires, c'est peut-être aussi parce qu'Emmanuel Macron n'a pas de plan B : à huit mois de l'élection présidentielle, le pass sanitaire est sa seule réponse au virus.

"Macron doit abandonner son ton guerrier de toute urgence", avertit quant à elle la chercheuse parisienne Marie Jauffret-Roustide. Sur le principe, elle est favorable au pass sanitaire, mais, selon elle, la méfiance de nombreux Français s'explique par le ton condescendant du gouvernement, et la façon dont il a géré la question des masques. "Au début de la pandémie, on nous disait que les masques ne servaient à rien et puis finalement ils sont devenus obligatoires. Cet épisode a ébranlé la confiance des Français dans le gouvernement, et cela se ressent encore aujourd'hui."

En réalité, l'inquiétude est forte. Dans les premières semaines du pass sanitaire, les cinémas français ont perdu jusqu'à 50 % de leur clientèle, affirme Marc-Olivier Sebbag, le délégué général de la Fédération nationale des cinémas français (FNCF). "Les gens sont inquiets, beaucoup d'entre eux se disent : 'S'il faut un pass, ça veut sûrement dire qu'il est dangereux d'aller au cinéma.'" Depuis le début de la pandémie, il y a un an et demi, les salles obscures n'ont retrouvé qu'une seule fois des bénéfices comparables à ceux de 2019. C'était au cours des deux premières semaines de juillet : pour la première fois, il n'y avait plus de jauge dans les salles, et pas encore de pass sanitaire.

Marc-Olivier Sebbag se veut tout de même "optimiste". Il espère que les sorties du nouveau *James Bond* et d'un film inspiré de la vie de Céline Dion [*Aline*] permettront de remplir les salles à l'automne. Mais Emmanuel Macron a déjà annoncé [le 2 septembre] sa volonté de prolonger le pass sanitaire au-delà du 15 novembre.

— Annika Joeres  
Publié le 4 septembre



### DANS VOTRE BOÎTE MAIL

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

"Bise ou pas bise, telle est la question", "La France, patrie de la malbouffe", "Accompli comme un vacancier français"... Chaque samedi, retrouvez Sacrés Français, notre newsletter (réservée à nos abonnés) consacrée à ce que la presse étrangère écrit de meilleur et de pire sur la France.

### Décryptage

## Macron, "plus Janus que Jupiter"

●●● Il est vrai que la France a toujours fortement influencé son époque sur le plan international, écrit dans le **New Statesman** le politologue de l'université de Kent, Adrian Pabst, en réponse à Jeremy Cliffe (voir p. 28). Mais quel sera justement l'héritage de la présidence d'Emmanuel Macron ? Jadis "grand espoir des progressistes de France et de Navarre pour contrer l'émergence du populisme dans le monde entier", sa politique, des "gilets jaunes" au pass sanitaire, en passant par un "discours démagogique" portant sur les musulmans de France, a révélé un politicien "plus proche de Janus [le dieu aux deux visages] que de Jupiter", estime le scientifique. "Bien loin de s'opposer au populisme nationaliste, la politique soi-disant progressiste de Macron est en réalité elle-même populiste et clivante." Et voici une France où Marine Le Pen pourrait conquérir l'Élysée, et où l'Europe pourrait voir l'Hexagone rejoindre la Hongrie et la Pologne dans leur opposition à plus d'intégration européenne. "Puisque aucun parti ne propose de programme post-libéral, centré sur des conditions de travail décentes et sur la coopération aux échelles locale, nationale et internationale, les Français se sentent de plus en plus éloignés de la classe politique." Et un autre mandat Macron ne laisse présager d'autre héritage que la poursuite d'un "libéralisme illibéral".

# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **iD4D** **Courrier international** À RETROUVER TOUS LES MARDIS À PARTIR DU 21 SEPTEMBRE

trans-  
versales.

sciences

Économie .....40  
Signaux .....41

# Les psychédéliques font tourner les têtes

**Médecine.** Longtemps honnies par le gouvernement américain, des substances comme la kétamine ou la MDMA offrent des pistes de traitement prometteuses. Et suscitent l'emballement du monde des affaires.

—The New York Times  
(extraits) New York

**R**ick Doblin est embarqué dans un trip étrange depuis une quarantaine d'années. Pionnier de la recherche sur les substances psychédéliques, il a décidé de consacrer sa vie aux vertus thérapeutiques des composés psychoactifs après sa première prise d'acide à la fac, dans les années 1970. Lorsque l'ecstasy, le LSD et les champignons hallucinogènes sont devenus illégaux à la suite de campagnes de lutte contre les drogues, poussant la majorité des chercheurs vers d'autres champs d'étude, il a poursuivi sa quête utopique avec le soutien financier de ses parents.

L'objectif du docteur Doblin [il est docteur en politique publique] de rendre les psychédéliques acceptables par le plus grand nombre a connu une avancée majeure quand la revue scientifique *Nature Medicine* a publié [le 10 mai] l'étude de son labo sur la méthylènedioxy-méthamphétamine (MDMA), drogue festive plus connue sous le nom d'ecstasy ou de Molly. Ce premier essai clinique de phase III [qui évalue l'intérêt thérapeutique d'un traitement] a conclu que le recours à la MDMA en association avec une psychothérapie a des effets positifs notables chez des patients souffrant de sévères troubles du stress post-traumatique (TSPT). Ces résultats suivaient de près une autre étude, parue dans le *New England Journal*

*of Medicine*, qui soulignait les bienfaits de la psilocybine – substance psychoactive des champignons hallucinogènes – dans le traitement de la dépression [lors d'un essai clinique de phase II, qui détermine la tolérance et l'efficacité d'un traitement].

**Déstigmatisation.** Cet enchaînement réjouit les scientifiques, les psychothérapeutes et les entrepreneurs qui s'engagent dans le champ en plein développement de la médecine psychédélique. Selon eux, l'Agence américaine de contrôle des aliments et des médicaments (FDA) autorisera bientôt l'usage thérapeutique de composés psychoactifs : peut-être dès 2023 pour la MDMA et un ou deux ans plus tard pour la psilocybine.

Après des décennies de diabolisation et de criminalisation des molécules psychédéliques, celles-ci sont sur le point d'intégrer le courant dominant de la psychiatrie. Les répercussions seront profondes pour la discipline qui,

depuis plusieurs dizaines d'années, a connu peu d'avancées dans le traitement des troubles mentaux et des dépendances. De nouvelles thérapeutiques sont d'autant plus nécessaires que les États-Unis traversent une grande vague de suicides et d'addiction aux opioïdes [70 000 personnes ont succombé à une surdose de ces antidouleurs en 2020, soit 30 % de plus qu'en 2019, selon les autorités sanitaires].

“Certains jours en me réveillant, je n'en reviens pas de tout le chemin parcouru”, confie Rick Doblin, 67 ans, qui dirige [et a fondé] l'Association multidisciplinaire pour les études psychédéliques (Maps), un empire qui consacre des millions de dollars à la recherche et à la promotion du sujet. Elle emploie 130 spécialistes des neurosciences, de la pharmacologie et de la réglementation, qui préparent la révolution psychédélique à venir.

Plusieurs États et villes du pays commencent à assouplir les



↳ Dessin de Donna Grethen, États-Unis.

restrictions auxquelles l'usage de ces drogues est soumis, ce qui constitue une première étape pour ceux qui espèrent à terme une dépénalisation de leur usage thérapeutique, voire récréatif.

“Les attitudes ont changé du tout au tout sur ce qui était considéré, il n’y a pas si longtemps, comme une discipline farfelue”, affirme Michael Pollan, dont le best-seller *Voyage aux confins de l’esprit* [éd. Quanto, 2019] a contribué à déstigmatiser ces substances depuis sa parution. “Au vu de la crise de la santé mentale dans ce pays, les substances psychédéliques suscitent beaucoup de curiosité et d’espoir. Les gens reconnaissent que nous avons besoin de nouveaux outils thérapeutiques.”



Beaucoup se demandent dans quelle mesure et à quel rythme cet assouplissement doit avoir lieu. Même les chercheurs qui défendent la thérapie assistée aux psychédéliques expliquent que la commercialisation de ces drogues, associée au mouvement global en faveur de leur libéralisation, ne serait pas sans risque, notamment pour les personnes souffrant de graves troubles psychiatriques. Le retour progressif et méthodique de la discipline pourrait en être compromis. La Maps cherche avant tout à convaincre de l'intérêt de ces thérapies et à les promouvoir dans le monde. Mais elle défend aussi la légalisation de ces substances au niveau fédéral, sous réserve de stricts critères d'homologation et pour une utilisation récréative réservée à l'adulte.

De nombreuses études ont montré que les psychédéliques traditionnels comme le LSD et la psilocybine ne créent pas de dépendance et ne détériorent pas les organes, même à haute dose. Et, contrairement aux croyances populaires, l'ecstasy ne fait pas

de trou dans le cerveau [elle a néanmoins un pouvoir neurotoxique], pas plus qu'un *bad trip* n'endommagera les chromosomes. Cependant, la majorité des scientifiques conviennent qu'il faut étudier d'autres éventuels effets indésirables, notamment pour les personnes ayant des problèmes cardiaques. L'accumulation régulière de données encourageantes a beau avoir estompé le scepticisme de plusieurs grands noms de la science, certains chercheurs mettent en garde contre l'adoption massive des substances psychédéliques sans stricte supervision. Les *bad trips* sont rares, mais quelques cas portent à croire qu'elles provoquent parfois des psychoses chez les personnes souffrant de troubles mentaux sous-jacents.

Michael P. Bogenschutz, professeur de psychiatrie qui dirige le nouveau Centre pour la médecine psychédélique à l'hôpital universitaire de New York, souligne que la majorité des essais cliniques ont été menés sur un nombre relativement faible de participants, triés sur le volet afin d'écartier les personnes souffrant de schizophrénie et d'autres troubles mentaux graves. Il est donc difficile d'anticiper d'éventuelles réactions indésirables si ces substances étaient administrées à des millions de personnes sans aucun conseil ni accompagnement. “Ça paraît un peu bête, mais croyez-moi : les jeunes, ne prenez pas ça à la maison, insistez-y. J'encourage tout le monde à ne pas aller trop vite en besogne.”

Rick Doblin se souvient de l'époque où il était quasi impossible de trouver des fonds, mais la Maps dispose aujourd'hui d'un généreux budget, ayant collecté 44 millions de dollars ces deux dernières années. “Je passe une bonne partie de mon temps à éconduire des investisseurs”, explique

### De nombreuses études ont montré que la psilocybine et le LSD ne créent pas de dépendance.

le chercheur, dont le travail a été financé par un ensemble éclectique de philanthropes comme Rebekah Mercer, donatrice du Parti républicain, et David Bronner, héritier de la marque de savon Dr. Bronner's.

L'université Johns Hopkins [à Baltimore, dans le Maryland],

### Lexique

**Psychoactif** : substance qui modifie la perception, la conscience, la cognition ou encore l'humeur.

**Psychédélique** : néologisme signifiant “qui dévoile, révèle l'âme”, inventé en 1956.

Nom donné à certaines substances hallucinogènes.

**Psychotrope** : terme légal pour désigner tous les produits énumérés dans la Convention sur les substances psychotropes de 1971 de l'ONU, du fait d'un potentiel de dépendance, d'abus et d'effets nocifs.

**Stupéfiant** : terme juridique qui désigne les substances psychoactives interdites.

l'université Yale [à New Haven, dans le Connecticut], l'université de Californie à Berkeley et l'hôpital Mount Sinai de New York font partie des institutions qui ont récemment créé des départements de recherche sur les psychédéliques ou qui sont en passe de le faire, grâce à des financements privés. Les scientifiques étudient l'efficacité des substances psychédéliques dans le traitement de la dépression, du trouble autistique, de la dépendance aux opioïdes, mais aussi de l'anorexie et de l'anxiété de malades en phase terminale.

Une bonne dizaine de start-up se sont lancées, et les quelques sociétés qui sont entrées en Bourse pèsent ensemble plus de 2 milliards de dollars [1,7 milliard d'euros]. Field Trip Health, entreprise canadienne fondée en 2019, a levé 150 millions de dollars [127 millions d'euros] pour implanter des dizaines de cliniques haut de gamme proposant des traitements à la kétamine, notamment à Los Angeles, Chicago et Houston. Compass Pathways, une société qui a collecté 240 millions de dollars, mène 22 essais cliniques dans 10 pays sur une thérapie accompagnée de psilocybine pour des dépressions sans traitement efficace.

Les investisseurs sont encouragés par une conjoncture politique plus favorable, née de

l'enthousiasme croissant pour le cannabis à usage récréatif et de la lassitude de la société américaine vis-à-vis de l'interminable guerre contre la drogue. En 2020, l'Oregon est devenu le premier État du pays à légaliser la psilocybine à usage thérapeutique. Denver, dans le Colorado, Oakland, en Californie, et Washington ont dépénalisé cette substance, et plusieurs États, dont la Californie, l'envisagent. Bien que ces drogues restent illégales selon la loi fédérale, la politique du ministère de la Justice consiste à ne pas engager de poursuites, une stratégie similaire à celle qui a été mise en place pour le cannabis récréatif.

**Assouplissement.** Même au sein des républicains, traditionnellement opposés à l'assouplissement des lois relatives aux drogues, on commence à changer d'avis. En avril, l'ancien gouverneur du Texas Rick Perry, faisant valoir le nombre élevé de suicides chez les anciens militaires, a appelé les législateurs du Texas à soutenir un projet de loi démocrate visant à lancer une étude sur la psilocybine chez les patients souffrant de TSPT. “Il y a eu cinquante ans de propagande gouvernementale contre ces substances, mais, grâce à la recherche et à un travail de fond dans la société, les choses évoluent”, explique Kevin Matthews, défenseur de la psilocybine qui a mené une campagne ayant abouti à sa dépénalisation dans le comté de Denver [le 7 mai 2019].

Bien avant que la première dame Nancy Reagan n'appelle [dans les années 1980] la nation à “dire tout simplement non” aux drogues et que le président Richard Nixon ne qualifie, dit-on, Timothy Leary [célèbre militant de l'usage des psychédéliques] d’“homme le plus dangereux d'Amérique”, des chercheurs comme William Richards utilisaient les psychédéliques pour aider les alcooliques à se sevrer et les cancéreux à gérer leurs angoisses de mort. Ces substances étaient autorisées et William Richards, alors psychologue au Centre de recherche psychiatrique du Maryland, faisait partie des très nombreux scientifiques qui étudiaient les prouesses thérapeutiques des enthéogènes, des psychoactifs que les humains consomment [à des fins spirituelles ou religieuses] depuis des millénaires. Des années plus

tard, assurent William Richards et d'autres scientifiques, de nombreux volontaires de la première heure confiaient que ces séances faisaient partie des expériences les plus marquantes de leur vie.

Quand ces drogues ont quitté les labos dans les années 1960 et ont été adoptées par la contre-culture, la classe politique s'est épouvantée. Lorsque l'Agence américaine de lutte contre les stupéfiants (DEA) a interdit d'urgence la MDMA en 1985, les financements de la recherche psychédélique s'étaient déjà taris. “Nous apprenions tellement de choses, et tout s'est arrêté brutalement”, raconte William Richards, 80 ans, qui travaille aujourd'hui à la faculté de médecine de l'université Johns Hopkins.

Le Centre pour la recherche sur les substances psychédéliques et la conscience de l'université Johns Hopkins, fondé en 2019 avec 17 millions de dollars de fonds privés, étudie notamment le recours à la psilocybine pour arrêter de fumer et pour traiter la dépression associée à la maladie d'Alzheimer, à côté d'explorations plus spirituelles menées avec des ecclésiastiques.

### “Nous devons veiller à ne pas promettre l'impossible.”

Roland Griffiths, PSYCHOPHARMACOLOGUE

“Nous devons veiller à ne pas promettre l'impossible, mais ce sont des composés fascinants, dont les usages potentiels sont nombreux”, détaille Roland Griffiths, premier directeur du centre. Psychopharmacologue, il a cosigné en 2006 une étude avec William Richards pour laquelle de la psilocybine avait été administrée à des volontaires sains. Il s'agissait de l'une des premières études à convaincre la FDA.

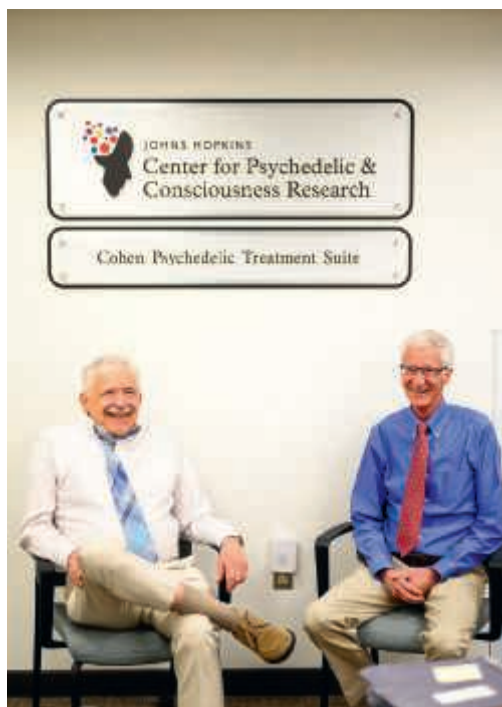
Si les chercheurs explorent encore les mécanismes cognitifs et thérapeutiques des psychédéliques, ils ont conclu que la psilocybine, la diméthyltryptamine et d'autres composés psychoactifs pouvaient augmenter le sentiment de tolérance, d'indulgence et d'empathie. Ils favorisent aussi la neuroplasticité, soit la capacité du cerveau à évoluer et à réorganiser des schémas de pensée, permettant aux personnes présentant des troubles psychologiques de trouver de nouveaux moyens de gérer

l'anxiété, la dépression ou des traumatismes anciens. *"Ils peuvent aider les gens qui ont perdu le fil de leur vie"*, résume Rick Doblin.

L'avenir de la médecine psychédélique est d'ores et déjà visible dans les quelques "salles de voyage" confortables et apaisantes qui sont aménagées au dernier étage d'un immeuble de Manhattan. La clinique, gérée par Field Trip Health, a ouvert en 2020. Les patients portent un masque de sommeil, écoutent de l'électro ou des chants tibétains et reçoivent six injections de kétamine en l'espace de plusieurs semaines. Les trips d'une heure et demie sont entrecoupés de "séances d'assimilation" guidées par un thérapeute, qui permettent d'aider les participants à analyser leurs expériences et à atteindre leurs objectifs en matière de santé mentale. La formule de quatre séances démarre à 4100 dollars [3500 euros], mais certaines assurances santé prennent une partie en charge.

**Prise de conscience.** La kétamine n'est pas un psychédélique classique. Cet anesthésique est connu pour son usage dans les clubs et pour les chevaux. Mais, à forte dose, il peut produire des hallucinations et donne des résultats prometteurs dans le traitement des formes graves de dépression et des TSPT. Les effets tendent à être moins durables que ceux des thérapies avec psilocybine ou MDMA, mais la kétamine présente un avantage : c'est la seule substance qui soit légalement accessible aux États-Unis en dehors d'un essai clinique. Emily Hackenburg, directrice clinique de Field Trip Health, explique que ce composé n'est qu'un aspect d'une démarche thérapeutique éprouvante : *"Ce n'est pas un remède miracle"*, insiste-t-elle.

Joe, directeur marketing dans la quarantaine, en proie à la dépression et à l'anxiété depuis des dizaines d'années, a décidé de se rendre à l'antenne de l'entreprise à



Atlanta après avoir vu une publicité sur Facebook. Les antidépresseurs le mettent dans un état psychique fragile, dit-il, et ses années de psychothérapie ne lui ont pas été très utiles. (Il ne veut pas que son nom soit publié, faisant valoir la stigmatisation des troubles mentaux et des psychotropes.)

Une semaine après sa dernière séance, il évoquait une prise de conscience des facteurs qui avaient tendance à le faire sombrer dans le désespoir : son obsession de "mâle alpha" de la réussite, les frustrations suscitées par l'indiscipline de sa fille de 9 ans, de mauvaises habitudes alimentaires et la consommation d'alcool. Lors d'un autre entretien, deux semaines plus tard, les effets de la thérapie commençaient à s'estomper, disait-il. Il était très intéressé par une thérapie accompagnée de psilocybine : *"J'ai hâte que ce composé soit légalisé."* Field Trip Health aussi. L'entreprise, qui a commencé son activité au Canada avec des dispensaires de cannabis, teste la psilocybine à Amsterdam, où les champignons hallucinogènes sont autorisés.

Ses chercheurs mettent actuellement au point un composé de même force thérapeutique que la psilocybine mais qui agit deux fois moins longtemps, soit deux à trois heures. Créer une substance psychoactive brevetée et de courte durée réduirait les coûts des séances supervisées et, surtout, fournirait une exclusivité lucrative. D'autres sociétés d'innovation médicale travaillent aussi sur les psychédéliques. Field Trip Health compte bien

### À Manhattan, la formule de quatre séances démarre à 4100 dollars.

recupérer une part des 240 milliards de dollars [200 milliards d'euros] dépensés chaque année par les Américains pour leur santé mentale. *"Nous surfons sur ce qui deviendra à mon avis une grande vague culturelle et commerciale"*, déclare le PDG, Ronan Levy.

Pour les scientifiques chevronnés qui ont connu la première aventure maudite des

psychédéliques aux États-Unis, cet emballage est à la fois enthousiasmant et inquiétant. Ils sont conscients des éventuelles erreurs de parcours qui pourraient nuire aux avancées des dernières années et se demandent si la commercialisation à venir ne risque pas d'interdire l'accès de ces molécules aux personnes ayant des moyens financiers limités.

Charles S. Grob, professeur de psychiatrie à la faculté de médecine de l'université de Californie à Los Angeles, qui travaille depuis des décennies sur les psychédéliques, craint que la commercialisation et la ruée vers leurs usages récréatifs ne provoquent un retour de bâton, en particulier si la grande disponibilité de ces produits se solde par une vague d'inquiétantes réactions psychotiques. Selon lui, des protocoles rigoureux sont indispensables, ainsi que la formation et la certification de professionnels de la médecine psychédélique. *"Il faut surtout veiller à ce que ces molécules soient bien tolérées, car si les paramètres ne conviennent pas, il est possible que certaines personnes*

À gauche, William Richards et Roland Griffiths, des pionniers dans la recherche sur les psychédéliques. À droite, une sculpture sur bois et une peinture de psilocybes décorent le bureau de Roland Griffiths. Photos Matt Roth/The New York Times



dérailent psychologiquement. Et si la principale motivation est financière, je crains que la discipline s'expose à plus d'incidents."

Rick Doblin partage certaines de ces inquiétudes, même si son institut est en passe de tirer largement profit des évolutions actuelles. Maps, qui est à but non lucratif, a récemment créé une branche commerciale et engagé des consultants en gestion afin de préparer l'avenir de la thérapie par MDMA légale. Décrocher une homologation par la FDA donnerait à l'association au moins six ans d'exclusivité pour commercialiser ses traitements des TSPT, avec une manne potentielle de 750 millions de dollars [635 millions d'euros]. L'essentiel de cet argent, assure Rick Doblin, servirait à former une nouvelle génération de praticiens dans le domaine, à financer le lobbying pour le remboursement des traitements par les assurances et à promouvoir de nouvelles thérapies dans le monde entier. *"Notre objectif est la santé mentale pour tous, affirme-t-il pour justifier son refus des investissements privés. Ce n'est pas d'amasser de l'argent."*

Malgré son optimisme, Rick Doblin a bien conscience que la fascination de la société pour les substances psychédéliques pourrait tourner au vinaigre. *"Nous avons tellement progressé, tellement vite, mais il reste de nombreux défis à relever, conclut-il. Je sais que tout pourrait échouer à la dernière minute et je n'ai aucune intention de crier victoire pour l'instant."*

— Andrew Jacobs

Publié le 9 mai

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

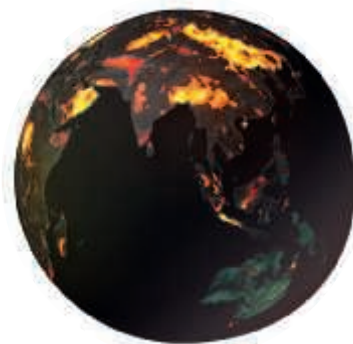
# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Allemagne, Canada, Madagascar...  
La crise climatique bouleverse la planète. Peut-on encore la contrer ?



## Atlas du réchauffement climatique

*Des pôles à l'équateur, la planète brûle.  
Des cartes, des infographies et les analyses  
de la presse étrangère pour décrypter la crise.*



En partenariat  
avec 

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉCONOMIE



# Elizabeth Holmes, star déchue de la Silicon Valley

**Santé.** En 2003, elle promettait de révolutionner les tests sanguins avec sa start-up Theranos. Elle est aujourd'hui accusée d'une fraude dépassant les 700 millions de dollars.



AWKWARD AFFECTIONS

— **Le Temps** (extraits) Lausanne

**D**u sang, des chimères, une jeune femme au visage d'ange qui a peur des aiguilles, des faux diagnostics, de la supercherie, de la technologie et des centaines de millions de dollars. L'affaire Theranos a tous les ingrédients du bon polar. Elizabeth Holmes, ex-star de la Silicon Valley, est au cœur d'un procès très médiatisé [ouvert le 8 septembre à San José, en Californie].

Aujourd'hui accusée de fraude massive, Elizabeth Holmes a fondé la start-up Theranos en 2003. Elle n'avait que 19 ans. Son but : proposer un système censé révolutionner le marché des tests sanguins qui permettrait jusqu'à 200 analyses à partir d'une seule gouttelette de sang prélevée au bout du doigt. Et le tout pour un prix défiant toute concurrence. Sauf qu'elle a vendu du rêve. Elle aurait grugé investisseurs, médecins et patients pour une somme totale dépassant 700 millions de dollars [592 millions d'euros].

Inculpée en juin 2018, Elizabeth Holmes, aujourd'hui âgée de 37 ans, risque jusqu'à vingt ans de prison et une amende de 3 millions de dollars. Son procès a été retardé plusieurs fois, notamment à cause du coronavirus. Puis elle a accouché, en juillet, d'un garçon qu'elle a eu avec son mari, Billy Evans, héritier du groupe hôtelier

Evans, épousé après l'effondrement de Theranos. Ceux qui la perçoivent comme diabolique et manipulatrice vont jusqu'à penser que tomber enceinte faisait partie d'une stratégie pour apitoyer les jurés.

**Amant secret.** Ramesh "Sunny" Balwani, ancien chef des opérations de Theranos et son amant secret pendant plusieurs mois, sera également jugé dans le cadre de cette affaire. Mais lors d'un procès séparé, censé débuter en janvier. La défense d'Elizabeth Holmes va tenter de plaider qu'il exerçait une emprise psychologique sur elle. En septembre 2020 déjà, *Bloomberg* révélait qu'elle explorait la piste de la "maladie mentale" pour espérer la clémence du jury.

La personnalité d'Elizabeth Holmes a de quoi intriguer. Étudiante en chimie à l'université Stanford – mais sans jamais aller jusqu'au moindre diplôme –, elle a eu l'occasion, lors d'un stage à Singapour, de travailler sur la détection du coronavirus du Sras dans le sang. En 2003, elle dépose un brevet pour le suivi médical et les dosages de traitements par téléphone portable et fonde la start-up Real-Time Cures à Palo Alto [en Californie].

Quelques mois plus tard, elle rebaptise sa société Theranos, mélange de *therapy* et de *diagnosis*. Touchée par la mort inattendue d'un oncle, dont la maladie n'avait pas été décelée, et encouragée par sa propre

peur des aiguilles médicales, elle a une double ambition : permettre la détection précoce de pathologies à l'aide de tests simples et contourner la case aiguille en se contentant d'une goutte de sang. En 2013, elle parvient à signer un contrat avec Walgreens, populaire chaîne de pharmacies aux États-Unis.

Le 15 octobre 2015, le scandale éclate. Le journaliste franco-américain John Carreyrou publie une première enquête dans le *Wall Street Journal*, qui fait l'effet d'une bombe. Theranos est accusé d'avoir exagéré la qualité et la fiabilité de sa technologie. Faux contrats, résultats inexacts, mensonges, absence d'études scientifiques sérieuses, beaucoup d'opacité : Theranos apparaît comme un vaste écran de fumée.

Edison, son outil magique qu'elle a fait miroiter pour obtenir des diagnostics ultrarapides, ne fonctionne pas vraiment. Montrée du doigt, démasquée, Elizabeth Holmes se rebiffe. John Carreyrou tient bon. Il publiera plus tard *Bad Blood – Scandale Theranos, secrets et mensonges au cœur de la Silicon Valley* [Larousse, 2019]. "C'est ce qui arrive quand vous travaillez pour changer les choses, se défend-elle sur [la chaîne américaine] CNBC. D'abord on pense que vous êtes fou et on vous combat, et soudain vous changez le monde."

Changer le monde ? Pour Elizabeth Holmes – friande de cols roulés noirs comme le défunt patron d'Apple, Steve Jobs, qu'elle admire –, les articles du *Wall Street Journal* marquent le début de sa descente aux enfers. Les unes de magazines en papier glacé, c'est terminé. Ou alors pas pour les bonnes raisons. Des institutions pharmaceutiques et médicales se détournent de Theranos. C'est le cas de Walgreens. Le monde entier découvre que la valeur financière de la société, estimée en 2016 à 9 milliards de dollars par *Forbes*, aurait été surévaluée.

**La saga Holmes fera l'objet d'un film, *Bad Blood*, dont la sortie est prévue pour 2022.**

En juillet 2016, première sanction. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS), autorité sanitaire américaine qui supervise les contrôles des laboratoires, interdisent à Elizabeth Holmes de travailler dans l'analyse sanguine pour une période de deux ans. Acculée, la patronne annonce quelques mois plus tard le licenciement de 340 employés. Même le Texas intente une action en justice contre Theranos. Motif invoqué : la société a vendu plus de 1,5 million de tests à des habitants de l'État sur la base de fausses indications. Theranos échappe à un procès en payant l'équivalent de 4,6 millions de dollars.

✓ Elizabeth Holmes. Dessin de Kaz Palladino paru dans *The Sixty*, Palo Alto (Californie).

En mars 2018, Elizabeth Holmes tente un dernier coup de poker : accusée de fraude par la SEC (Securities and Exchange Commission), le gendarme de la Bourse, elle accepte de payer 500 000 dollars en échange de l'abandon d'une partie des poursuites qui la visent. Elle cède également une partie du capital et se soumet à la décision de ne diriger aucune entreprise cotée en Bourse jusqu'en 2028. Elle quitte son poste de directrice générale de Theranos en juin 2018, tout en restant présidente du conseil d'administration. Jusqu'à la dissolution définitive de l'entreprise, en septembre 2018.

L'accusation parviendra-t-elle à trouver les preuves pour confirmer les malversations dont est soupçonnée Elizabeth Holmes ? En février 2021, les procureurs lui ont reproché d'avoir dissimulé des documents importants en liquidant Theranos.

**Brillante et tenace.** L'affaire a été très médiatisée. Le procès le sera tout autant. Il sera aussi un peu le procès de la Silicon Valley. Tant l'ex-secrétaire d'État Henry Kissinger que l'ancien ministre de la Défense James Mattis, ou encore le magnat des médias Rupert Murdoch, pourraient être appelés à la barre. Les deux premiers ont siégé au conseil d'administration de Theranos. Kissinger a d'ailleurs signé le portrait d'Elizabeth Holmes lorsque le magazine *Times* l'a classée parmi les cent personnalités les plus influentes, en 2015. Quant à Rupert Murdoch, il a investi près de 125 millions de dollars dans la start-up, en laquelle il a cru.

Souvent dépeinte comme une personnalité brillante et tenace, qui parle couramment le mandarin, Elizabeth Holmes avait le nez pour s'entourer de gens puissants et fortunés. Son premier investisseur était Tim Draper, capital-risqueur de la Silicon Valley et ami de la famille. Son chèque ? Un million de dollars. Betsy DeVos, ministre de l'Éducation sous Trump, a également fait partie des soutiens financiers de Holmes.

Parmi les témoins au procès, il y aura également de simples patients, victimes de faux diagnostics. Ils seraient des milliers à avoir été trompés par Holmes. Un homme a, par exemple, été déclaré séropositif à tort. Une femme a vécu une grossesse extra-utérine potentiellement mortelle : le test n'avait pas diagnostiqué de grossesse.

La saga Holmes fera l'objet d'un film, *Bad Blood*, dont la sortie est prévue pour 2022. Inspiré de l'ouvrage de John Carreyrou, il est réalisé par Adam McKay avec, dans le rôle principal, Jennifer Lawrence. Mais l'ex-reine de la Silicon Valley en a également inspiré d'autres. Elle a, par exemple, fait l'objet d'un documentaire de HBO, *The Inventor : Out for Blood in Silicon Valley* (2019).

— **Valérie de Graffenried**  
Publié le 2 septembre



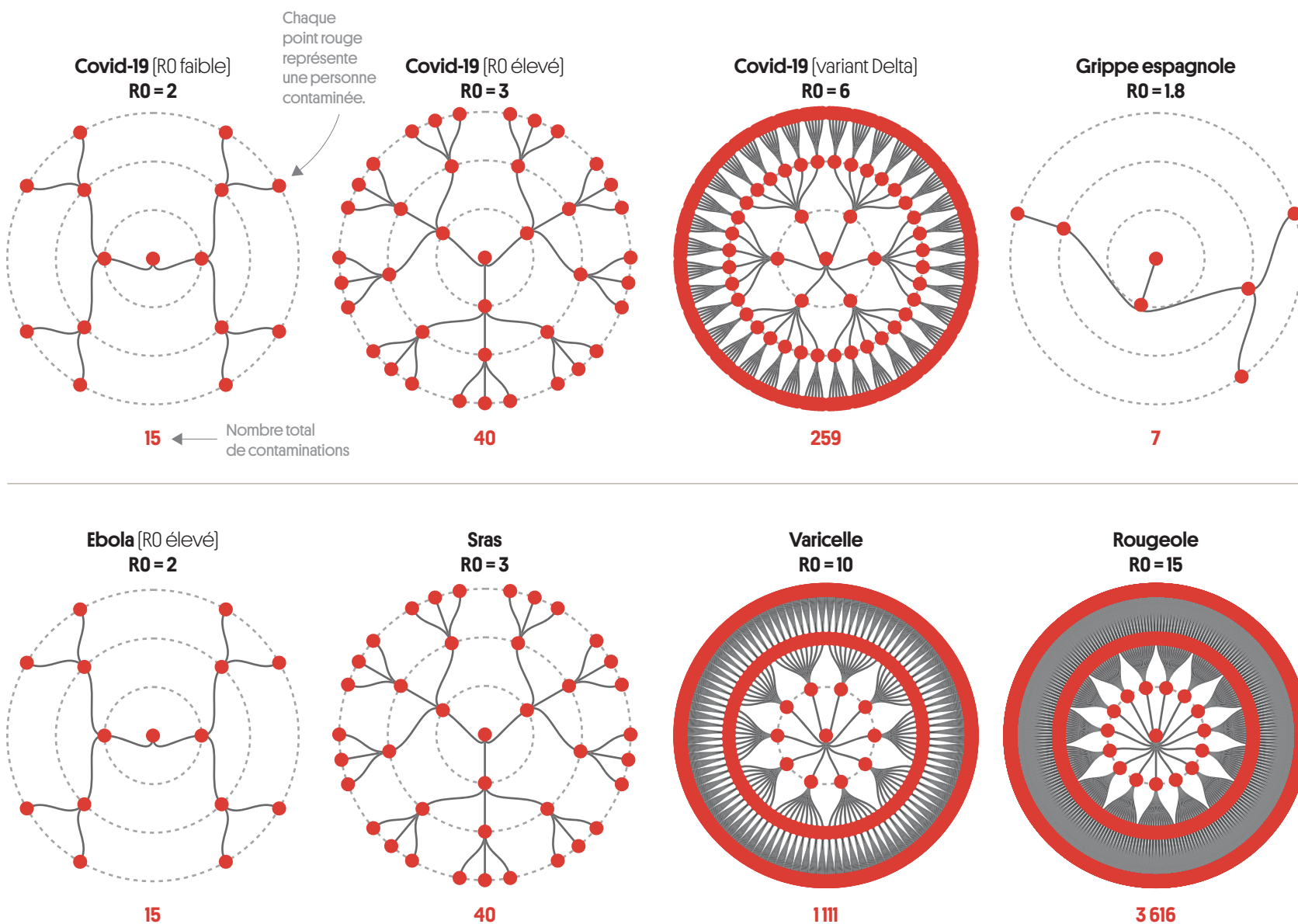
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# Fractales virales

La contagiosité des virus varie grandement. En trois phases d'infection, la grippe aviaire touche 3 personnes. La rougeole, 3 616.

NOMBRE DE PERSONNES INFECTÉES PAR TYPE DE VIRUS, APRÈS TROIS PHASES D'INFECTION

Un indicateur important de la contagiosité des pathogènes est le **R0**, le **taux de reproduction de base**, qui indique combien de personnes en moyenne un individu infecté risque de contaminer. Cet indicateur part du principe que toute la population peut être infectée par le virus.



Le R0 ne dépend pas seulement de l'infectiosité intrinsèque d'une maladie, mais aussi du nombre de contacts au sein d'une population ou de la durée de la période contagieuse. C'est une valeur qui dépend de la situation et qui peut donc être plus élevée dans une ville que dans une autre.

Sources : Zhang et al. 2020, Taylor et al. 2016, Wallinga et al. 2004, Centre de recherche et de politiques sur les maladies infectieuses de l'université du Minnesota, université Johns Hopkins, Information is Beautiful, Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies.

## La source



**THE GUARDIAN.** Cette infographie, publiée par le quotidien britannique le 27 août 2021, présente la propagation de plusieurs maladies à partir du nombre de reproduction de base (R0). La réalité est toutefois bien plus complexe : l'immunité de la

population, la létalité de la maladie ou encore les mesures de contrôle (distanciation, hygiène...) influencent les contaminations. On utilise donc le taux de reproduction effectif, Re, calculé à un instant T, pour suivre la dynamique réelle d'une épidémie.

## 360



## MAGAZINE

Le charme discret de Sally Rooney • Culture ..... 48  
 Embarquement pour Waiheke • Voyage ..... 50  
 Praxitèle, sculpteur de femmes • Histoire ..... 51

# Lil Nas X, le rap est si gay

Le 17 septembre, le rappeur américain sortira son tout premier album, *Montero*, très attendu. De succès en succès, l'artiste de 22 ans affirme de plus en plus ouvertement son homosexualité et dynamite un milieu du hip-hop réputé pour son machisme et son sexisme.

— *The New York Times Magazine* [extraits]  
New York

**C**omme le Château Marmont est fermé, que le Sunset Tower ne sert plus depuis un quart d'heure et que la cuisine du SoHo House n'a de toute façon rien d'extraordinaire, Lil Nas X et moi finissons par déjeuner dans un petit restaurant juif quasi désert, dans le quartier de Studio City de Los Angeles. Nous prenons place dans un box, sous une série de photographies encadrées mettant en scène des sandwiches débordant de viande. "On dirait que quelqu'un, pour passer le temps, a tué un animal et l'a écorché vif", dit-il, dégoûté. Quelques minutes plus tard, on me sert mon sandwich au pastrami.

Il me confie une histoire gênante qui lui est arrivée. Quinze jours plus tôt [le 22 mai dernier], Nas a interprété *Montero* (*Call Me by Your Name*), le premier single de son prochain album, pendant [la célèbre émission de divertissement] *Saturday Night Live* (SNL). Le titre parle du désir d'un homme pour un autre, et la chorégraphie – dérivée du clip, où le chanteur danse lascivement sur les genoux de Satan – prend la forme d'une orgie entre hommes en cuir, édulcorée juste ce qu'il faut pour que la prestation reste cathodiquement correcte. Une barre de pole dance flanquée de démons est plantée au milieu de la scène. Tout à coup, l'un des danseurs se met à lécher le cou de Nas comme on lécherait une coulure de crème glacée – et le chanteur de se mordre les lèvres de plaisir.

On est très loin des premiers pas de Nas, voilà trois ans. Il était alors un ado fluette, chapeau de cow-boy vissé sur la tête, qui venait de plaquer le lycée et, Dieu sait comment, se retrouvait à sortir le plus gros tube de la planète, *Old Town Road* ["la route de la vieille ville"]. Mais les directs à la télé, c'est comme le sexe, il y a toujours quelque chose qui ne se passe pas comme prévu. Dans les dernières secondes de sa prestation dans SNL, Nas travaille la barre de pole dance, mettant toute sa vigueur dans ses mouvements de bassin,

lorsqu'il sent tout à coup un courant d'air inattendu. La couture de son pantalon vient de céder à l'entre-jambe. Ses lèvres dessinent alors un "O" de surprise tandis qu'il couvre comme il peut ses parties. L'espace de quelques secondes gênantes, on le voit visiblement occupé à trouver une solution. Il attrape son entre-jambe entre ses mains et s'y accroche comme à une bouée jusqu'à la fin de la prestation.

"*Quand vous glissez sur une peau de banane*, aimait à dire Nora Ephron [journaliste et cinéaste américaine, 1941-2012], les gens se moquent de vous. Mais quand vous dites aux gens que vous avez glissé sur une peau de banane, le rire vous appartient." Nas voulait que les rires – mais aussi les vues, les clics, l'attention – lui appartiennent. Le lundi qui suit, c'est donc en kilt qu'il apparaît sur le plateau du [talk-show à succès] *Tonight Show*. Et de tweeter : "Arrêtez de me demander pourquoi je suis en jupe. Je ferai plus jamais confiance à un fute !"



**J**e me souviens parfaitement de l'endroit où je me trouvais lorsque j'ai entendu Lil Nas X la première fois : sur la banquette arrière de la voiture d'une copine avec qui je filais pour passer un week-end entre filles. Mais y a-t-il vraiment des gens qui soient passés à côté d'*Old Town Road* en 2019, cet hymne planétaire sur la défiance ("Personne a rien à me dire"), la ténacité ("Je vais chevaucher jusqu'à ce que j'en puisse plus") et les projets de voyage ("Je vais prendre la route de la vieille ville sur mon canasson") ? Écouter ce morceau, c'est un peu comme avaler des amphétamines, le plaisir vous inonde le cerveau par décharges successives. La chanson est à la fois sérieuse et absurde, l'intro évoquant le pas fanfaron d'un cow-boy qui ouvre en grand les portes du saloon.

Deux ans plus tard, je me retrouve une nouvelle fois à l'arrière d'une voiture à écouter du Lil Nas X – en sa compagnie cette fois. Lui et moi sillonnons tranquillement les rues dans une voiture de location modérément tape-à-l'œil, les basses pulsant dans les haut-parleurs et nos arrière-trains gigotant sur les sièges en cuir. À 22 ans, Nas bouillonne d'une énergie qui confine à l'euphorie, comme s'il ne pouvait pas attendre de vivre le reste de sa vie. Il a un visage poupin, dans le sens où ses yeux prennent autant de place sur son visage que si c'était celui d'un nouveau-né. Il est avenant et accessible, mais doué d'une coolitude inégalable et d'une beauté un peu trop parfaite, comme les stars de lycée. Il m'évoque un Prince de Bel-Air des temps modernes.

Il me fait écouter deux nouveaux titres de son album [alors] en gestation, à un niveau sonore qu'affectionnent les jeunes gens qui ont encore toutes leurs dents de sagesse, c'est-à-dire à plein volume. L'un s'appelle → 44





↖ Lil Nas X. Photo  
Charlotte Rutherford

**42←** *Industry Baby* [“le produit de l’industrie”]. Il y affiche ses ambitions en matière de longévité : “Celle-là, elle est pour les champions / J’ai rien foiré depuis que j’ai démarré, yo / C’est marrant que t’aies dit que c’était mort pour moi, yo / Parce que j’ai remis ça.”

Entre les nouveaux titres, on écoute les premières secondes de *Montero*, une brève intro parlée dans laquelle Nas souhaite la bienvenue dans son univers musical, un univers où les gens n’ont plus à se cacher. C’est la différence entre le Nas d’*Old Town Road* et celui qu’on entend aujourd’hui, à la fois pour l’approche musicale et pour le portrait qu’il brosse de lui-même : le nouveau Nas est très, très gay. Ce coming out, c’est pour Nas une forme de réétalonnage. Être une pop star ne lui suffit pas. Il veut être une pop star ostensiblement gay, un personnage inspiré de la tendance de la génération Z à mettre en scène son identité sexuelle jusqu’au point de la caricature, tout en s’appuyant sur une fierté et une assurance authentiques (quand je lui confie que je suis lesbienne, il casse le poignet – un geste dont on se sert habituellement pour se moquer des homosexuels, mais que ces derniers se sont réapproprié pour en faire un mème de connivence).



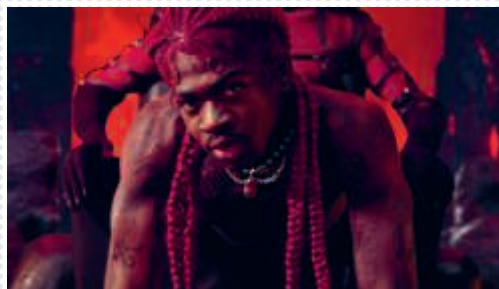
**S**i tant est que le nom dicte la destinée, quel autre choix *Montero Lamar Hill* (on croirait le nom d’une chanson de R&B) avait-il que de devenir célèbre ?

Sa mère l’a baptisé du nom de la Mitsubishi *Montero*, une voiture dont elle rêvait, mais qu’elle n’a jamais eu l’occasion de posséder. Elle aimait lui raconter l’histoire de sa venue au monde : pendant le travail, elle a été prise de vomissements tels qu’elle ne s’est même pas rendu compte qu’elle avait accouché... jusqu’à ce qu’elle l’entende pleurer.

Enfants, ses quatre frères et sœurs et lui s’amusent à chorégraphier leurs propres spectacles musicaux. Il se tient devant les autres. Il est le plus jeune, mais aussi celui qui en veut le plus. La star, ça a toujours été lui.

Ses parents se séparent quand il a 6 ans. Nas et ses frères et sœurs s’installent à Bankhead Courts, une cité HLM décatie d’Atlanta, avec leur mère et leur arrière-grand-mère maternelle, qu’ils appellent leur grand-mère. À l’école de Bankhead Courts, Nas fait partie des meilleurs éléments, jusqu’à décrocher un jour la meilleure note de tout l’État à un examen régional de maths. Son grand frère Lamarco parle d’un petit génie, du chou-chou incontesté de mamie. Les cinq frères et sœurs sont très soudés et très proches de leur grand-mère. Tous les six dorment chaque nuit dans le même lit. Ils n’ont pas d’argent, mais compensent en déployant des trésors d’ingéniosité : la fratrie crée ses propres jeux, ses propres règles au Uno, organise une fausse chasse à l’homme dans le quartier. “On était la famille sans le sou du quartier, mais les gens nous aimaient bien à cause de notre énergie, raconte Lamarco. On avait toujours la vibe.”

Après une longue bataille juridique, leur père obtient la garde de la fratrie, qui emménage chez lui avec des pieds de plomb – à Austell, une banlieue cossue au nord d’Atlanta, puis à Lithia Springs [une ville voisine]. Le coup est rude. Leur mère a sombré dans la drogue, et leur grand-mère était le pilier de la famille. Nas devient taciturne et insolent. Son père, qui s’est remarié entre-temps et a eu d’autres enfants, est un chanteur de gospel,



CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE

↑ Captures d’écran du clip de *Montero (Call me by your name)*, vu plus de 340 millions de fois sur YouTube. Le scénario : damné à cause de son homosexualité, Lil Nas X refuse tout repentir et va en enfer.

### Faire-part

## Il s’appellera “Montero”



COMPTE INSTAGRAM LILNASX

“SURPRISE !  
Je n’en reviens pas de pouvoir enfin partager avec vous cette nouvelle. J’attends un petit bout de chou appelé *Montero* pour le 17 septembre.” C’est avec ce message, publié avec la photo ci-contre sur Twitter, que Lil Nas X a annoncé

début septembre la parution de son premier album. Une preuve s’il en fallait de la facétie du rappeur, et aussi de sa maestria à engendrer des contenus viraux sur les réseaux sociaux. Le cliché est un clin d’œil à la pochette de *Certified Lover Boy*, le dernier album de son collègue canadien Drake, sorti à cette période. Dessinée par la superstar de l’art contemporain Damien Hirst, celle-ci décline en émojis douze femmes enceintes.

et l’église prend de plus en plus de place dans la vie de Nas, de même que son attirance pour les garçons – et son intérêt pour le porno gay. Il se dit que cette fascination pour le même sexe est une épreuve que Dieu met sur sa route pour ébranler sa foi. Mais ça ne l’empêche pas de visionner du porno, même s’il en ressent une honte cuisante, “comme si je me vautrais dans la fange à manger du caca”. Il rêve de prendre la poudre d’escampette, voire de mettre fin à ses jours.

**S**es deux sources de réconfort sont sa Nintendo DSi, une console de jeux qu’il a gagnée à un concours organisé par son école, et qui est équipée d’une caméra et d’un enregistreur dont il se sert pour créer des contenus. Et Nicki Minaj. On retrouve ici le vieux lien immémorial entre les gays et les divas : certains sont dingues de Cher, d’autres de Whitney Houston, mais si vous êtes un petit Black rebelle du Sud qui n’est pas encore sorti du placard, que vous avez une personnalité pugnace et un penchant certain pour les perruques de couleur, Nicki Minaj est une idole toute trouvée. Adolescent, Nas est un pilier du Barbz, un collectif réunissant les inconditionnels de la rappeuse. Il se sent investi d’une mission : protéger la carrière de la diva, tel un soldat dans l’armée de celle qui l’a aidé à trouver qui il était. Les heures où il ne dort pas, il les passe sur Internet, à tweeter derrière le compte @nasmaraj (Maraj est le vrai nom de la diva à l’état-civil), se faisant un devoir de produire des contenus qui glorifient l’œuvre de la chanteuse et dénigrent celle des autres, ou bien à se construire lui-même un personnage.

Il finit par totaliser plusieurs centaines de milliers de followers et apprend ce faisant à exploiter les réseaux sociaux en s’adonnant au “*tweetdecking*” – une pratique qui consiste à se coordonner avec d’autres tweetos pour viraliser des contenus (généralement “empruntés” à des comptes moins connus). Mais, en 2018, Twitter suspend son compte, effaçant des années de travail. À la même époque environ, il rompt avec un petit ami secret et rate un module de sa première année [en informatique] à l’université de Géorgie occidentale. Puis sa grand-mère meurt – et, puisque tout part à vau-l’eau, il se dit qu’il pourrait bien en finir, lui aussi.

Un jour, procrastinant devant un devoir de maths, il compose une chanson appelée *Shame* [“honte”] et la diffuse sur son nouveau compte Twitter. Les gens likent, il en poste quelques autres, dont la plupart lui valent des retours positifs (c’est à peu près à cette époque qu’il choisit son surnom, “Nas”, tiré de son pseudo, “Lil”, un gimmick de rappeur, et plus tard “X”, le chiffre romain 10, renvoyant au nombre d’années qu’il lui faudra, selon lui, pour accéder au statut de légende). Créer de la musique lui procure un plaisir inégalé, une joie si parfaite qu’elle en devient presque sacrée. Il décide d’arrêter la fac.

Il commence à joindre ses morceaux à ses tweets viraux, en se disant que c’est un bon moyen de les faire connaître. Un jour, alors qu’il scanne le web à la manière de l’algorithme Google, il repère un phénomène qui monte : les vidéos de country trap – un mélange de rythmes hip-hop et de mélodies typiquement country – connaissent un succès croissant. Et s’il écrivait un tube de country qui serait fun tout en racontant une histoire ? En 2018, il achète pour 30 dollars un beat sur YouTube, écrit quelques paroles – “*Un chapeau de cowboy Gucci, un Wrangler sur mon petit cul*” – et poste le morceau sur [la plateforme musicale] SoundCloud en



↳ Lil Nas X habillé par le couturier britannique Richard Quinn aux BET Awards, en juillet 2021. Photo Faye's Vision/Cover Images/Sipa

décembre. Il le baptise *Old Town Road* parce que “ça fait country” et bombarde Internet de memes joints au morceau, en espérant que l’un d’eux deviendra viral. Le morceau finit par se retrouver sur TikTok, le nouveau baromètre des futurs tubes, et c’est le succès. En mars, le titre entre en même temps dans les classements Hot 100, Hot Country et Hot R&B/Hip-Hop du magazine *Billboard*. Quand *Billboard* retire la chanson de son classement country, décrétant que le titre “ne reprend pas suffisamment d’éléments de la country contemporaine”, les fans protestent (le message serait-il que les Noirs ne doivent pas faire de country ?), ce qui ne fait qu’amplifier le succès du morceau. [Un remix, enregistré dans la foulée avec le chanteur de country Billy Ray Cyrus (le père de Miley), reste ensuite durant près de cinq mois en tête du classement Hot 100 de *Billboard*].

Derrière tout ça, il y a alors un jeune homme de 19 ans qui fait ses premiers pas de star. Quand il se rend à Los Angeles pour sa première session d’enregistrement professionnelle, c’est la deuxième fois de sa vie qu’il monte dans un avion. À l’atterrissage, comme l’a raconté le duo de producteurs Take a Daytrip [Denzel Baptiste et David Biral, qui ont collaboré avec lui sur son premier album], il n’a jamais entendu parler d’In-N-Out [une chaîne de restauration rapide californienne, utilisant des produits frais] et réclame un Chick-Fil-A [un burger au poulet, produit par une chaîne de fast-food basée à Atlanta]. Il comprend qu’il ne doit plus faire mystère de son orientation sexuelle. Il s’en ouvre d’abord à sa sœur, qui n’est pas surprise. Puis à Lamarco, lors d’une partie de fumette, mais son frère est si défoncé qu’il répond “Moi aussi”, jusqu’à ce qu’il se rende compte que Nas ne plaisante pas. Le plus dur sera de le dire au père, qui se demande si ce n’est pas simplement le Malin qui met son fils à l’épreuve (ils sont aujourd’hui très proches). Après une prestation au concert des fiertés du festival de Glastonbury, au Royaume-Uni (“*Les gens brandissaient leurs drapeaux arc-en-ciel et j’étais galvanisé, je me disais : ‘Ça y est, j’y suis’*”), il fait son coming out public.



**L**e producteur vocal Kuk Harrell et moi nous regardons du coin de l’œil dans la cuisine baignée de lumière de son studio d’enregistrement de Hollywood. Nous nous creusons les méninges pour essayer de nous souvenir du dernier Africain-Américain à être devenu une pop star. Qui ne soit ni un chanteur de boys band ni un rappeur. Harrell [qui a travaillé entre autres avec Beyoncé, Rihanna, Justin Bieber, Mary J. Blige, Usher et Céline Dion] travaille alors sur son premier morceau avec Nas. Il a reçu un jour un appel de Ron Perry, le patron de Columbia Records, qui lui a expliqué qu’il fallait que Nas passe à l’étape suivante. Lil Nas X est un véritable artiste, lui a assuré Perry, il mérite de bosser avec des gens sérieux [pour préparer son tout premier album].

Harrell et moi nous étonnons d’avoir autant de mal à nous souvenir du dernier Africain-Américain à être devenu une star (The Weeknd et Drake, tous les deux canadiens, étant exclus pour vice de forme). “Ça fait un bout de temps qu’on n’a pas eu un Black avec une telle voix sur le devant de la scène”, dit-il. Pour lui, Nas se distingue par l’aisance avec laquelle il navigue d’un genre à l’autre (papillonnant entre la pop, le hip-hop, la country et les ballades),

par sa voix caractéristique et par sa rigueur, surtout pour un artiste débutant.

Nas se promène dans le studio en chemise et bob Ralph Lauren turquoise, sa chemise faisant la grève des boutons à mi-poitrine. En août 2020, un de ses producteurs, Omer Fedi, 21 ans, a imaginé un beat qui a empli Nas de “nostalgie” et qui est devenu aujourd’hui une ballade. Le titre parle de deux personnes assises dans une pièce, interprétant un duo sur un air de guitare, et se termine par une envolée orchestrale digne de la dernière scène d’un film de cinéma – Nas avait *Titanic* à l’esprit. Il boit un Throat Coat [tisane contre le mal de gorge] et on se dirige vers le studio de derrière.

Les voix ont déjà été enregistrées une fois, mais Nas veut retravailler certains passages. Harrell passe le morceau afin qu’ils puissent déterminer lesquels. C’est un duo, et si Harrell rechigne à confirmer l’identité du deuxième chanteur, des fans invétérés colportent sur Twitter depuis des semaines des rumeurs sur une collaboration avec Miley Cyrus.

“L’idée, c’était d’être plus soft que de l’OG [l’original gangster, le style des vétérans du rap] ?” lui demande Harrell.

“Euh, pas forcément, répond Nas. Je voulais juste que ça sonne... mieux.”

Plus tard, quand je demande à Nas s’il est perfectionniste, il m’explique qu’il fait de son mieux – “et mon mieux, c’est la perfection”. Baptiste et Biral [les producteurs de *Take a Daytrip*] confirment comme Harrell le soin du détail de Nas. Il suffit de regarder ses tweets, disent-ils – aussi habiles et ciselés que des haïkus. Il les écrit comme il compose ses chansons, le rythme, la structure et l’effet produit figurant tout en haut de ses priorités, le tout dans un cadre limité. Il est également intimement persuadé de pouvoir faire tout ce qu’il veut – le genre de conviction qu’on acquiert que si on a été le chouchou de sa grand-mère. “La plupart des artistes prennent de l’assurance avec l’expérience, mais *Old Town Road* était quelque chose comme le treizième titre qu’il composait, s’exalte Biral. Il est sorti de nulle part. Depuis deux ans qu’on bosse avec lui, on s’est rendu compte qu’il avait une soif énorme d’apprendre et une envie énorme d’être bon quelque part. Et quand il a une idée en tête, il ne la lâche pas.”



**V**ous n’êtes rien tant que vous n’êtes pas accusé de faire partie d’un complot – et Nas, à en croire Internet, ferait partie d’une vaste campagne diabolique visant à émasculer l’homme noir. Il rejoint ainsi une longue lignée de Noirs ostensiblement queer, de James Baldwin à Little Richard, dont l’orientation sexuelle était considérée comme une atteinte à la pureté de la masculinité noire, déjà mise à rude épreuve. Biral et Baptiste, qui sont noirs, me confient que certains artistes leur ont expliqué que Nas faisait partie d’un “programme” visant à féminiser l’homme noir.

Cette allégation a beaucoup été entendue au sujet de *Montero*, un titre dont le clip est une interprétation délibérément provocatrice de la damnation éternelle que Nas et d’innombrables gays se sont vu promettre. Dans le clip, Nas se fait envoûter par un serpent et traîner devant un tribunal pour y être jugé, avant d’être tué par un plug anal volant. Il descend alors en enfer grâce à une barre de pole dance et se retrouve à faire

## Icône de papier

### Lil Nas x en trois unes



**Août 2019 —**

Le rappeur vient de passer dix-neuf semaines d’affilée en tête des charts américains avec son tube country *Old Town Road*.

“*It’s his country*”, titre le prestigieux magazine américain *Time*.

Une phrase à double sens : “C’est son pays”, mais aussi “sa country”, tant est notable la prouesse : lui, le Noir homosexuel de 20 ans, s’est emparé d’un “genre musical qui a toujours été associé au conservatisme blanc”. Cerise sur le gâteau : Barack Obama a inclus la chanson dans sa playlist de l’été.



**Mai 2021 —** “Ça fait du bien de prouver aux gens qu’ils ont tort”, clame Lil Nas X en couverture d’*Entertainment Weekly*. Sortie fin mars, sa chanson *Montero (Call Me by Your Name)* est un nouveau succès. Elle doit la seconde

partie de son titre au film de Luca Guadagnino (2017) qui dépeint un premier amour gay. “Une chanson après l’autre, mais répliquant du tac au tac aux attaques, l’artiste continue d’abattre les barrières”, écrit l’hebdomadaire new-yorkais, faisant référence aux polémiques sur les réseaux sociaux.



**Août 2021 —** En une de *Variety*, le chanteur annonce son premier album pour “la fin de l’été”. Il raconte avoir mal vécu la pandémie de Covid-19. Le confinement l’a “*totalelement transformé*”, dit-il. Plus que jamais, il revendique son

homosexualité. Pour la bible du show-biz, “il faut remonter plusieurs décennies en arrière, à David Bowie, Madonna ou Frankie Goes to Hollywood, pour trouver des défricheurs aussi audacieux, qui ont su tracer un chemin qui décomplexé d’autres artistes et fait évoluer l’opinion publique”.

des frotti-frotta sur le diable, visiblement enchanté de cette perversion ultime. Dans les paroles, il décrit, avec force détails lubriques, la manière dont il aime s’envoyer en l’air avec un autre homme. Il tue le diable, lui prend ses cornes et les met sur sa tête, laissant entendre que le fait de finir en enfer ne veut pas nécessairement dire qu’on est condamné à souffrir.

Quand Nas interprète *Montero* à la télévision – cette fois-ci aux BET Awards [une cérémonie qui récompense les meilleurs artistes africains-américains], fin juin –, je m’intéresse moins à sa prestation qu’aux réactions qui suivent. Aussi artificiels soient-ils, les BET Awards n’en sont pas moins nécessaires. Comme dans une réunion de famille, les participants font bonne figure. On y célèbre le sexe, le fric et l’outrance avec le même enthousiasme qu’à l’église. Cette année, la cérémonie s’est ouverte sur un duo du chanteur de gospel Kirk Franklin et du rappeur Lil Baby. Quand la performance de Nas est annoncée, je me demande s’il n’est là que par devoir – s’il fait partie, comme Whitney Houston dans les années 1980, de ces artistes noirs qui font un tabac auprès du grand public, qui se retrouvent accusés à mi-voix d’avoir trahi leur origine ethnique pour se hisser au sommet de la pop, et qui reviennent parmi les leurs pour montrer qu’ils ne se sont pas vendus au mainstream blanc.

**M**ontero repose sur une gamme qu’on retrouve fréquemment dans le flamenco et la musique moyen-orientale. Nas, resplendissant sous son fard à paupières pailleté et son pagne en lamé or (souvenez-vous : “*Je ferai plus jamais confiance à un fute*”), reprend cet héritage en recréant, sur la scène des BET Awards, le clip égyptien de Michael Jackson pour *Remember the Time*. L’hommage à Michael Jackson, assorti d’un intermède dansé, est suffisamment fidèle pour éviter tout écart par rapport au thème [égyptien]. Mais les dernières secondes de sa prestation nous réservent une surprise : Nas se penche sur un des danseurs qui l’accompagnent et l’embrasse goulument.

On songe au fameux baiser échangé entre Madonna et Britney Spears pendant les MTV Awards de 2003 (elle avait aussi embrassé Christina Aguilera, mais ce dernier baiser est tombé dans les oubliettes de l’histoire, la caméra lui ayant préféré la réaction de Justin Timberlake [qui avait rompu l’année précédente avec Britney]). Là où ces trois baisers visaient à émoustiller le public, Lil Nas X entend faire passer un message : voilà à quoi ça pourrait ressembler, d’avoir une pop star gay – en tout cas une version.

Une pop star gay, ça n’a rien de nouveau, mais une pop star qui est en position de porter sa sexualité en étendard, peut-être. Nas est un mélange de ses prédécesseurs : le sex-appeal convenable d’un George Michael, le glamour d’un Elton John ou d’un David Bowie, l’audace d’un Leif ou d’un Sylvester, l’émotion d’un Frank Ocean. Il marche également sur les traces d’artistes comme Salt-N-Pepa, Lil’ Kim, et son idole Nicki Minaj, qui toutes trois ont su mettre en chanson l’effet boeuf qu’elles faisaient aux hommes, ainsi que Janelle Monáe, dont l’entraînant PYNK relatait un cunnilingus lesbien.

Mais Nas n’entend pas s’arrêter au mainstream et à la gayitude acceptable, si souvent dissociée du plaisir sexuel qu’elle donne parfois l’impression d’être déssexualisée. C’est une chose d’accepter les gays, comme beaucoup le font, en se gardant d’imaginer ce qui se passe derrière la porte de leur chambre à coucher. C’en est

une autre d'accepter les gays comme des êtres sexuels qui peuvent aussi revendiquer leur identité (notamment) à travers le sexe – comme peuvent le faire fièrement, publiquement et lucrativement les hétéros. Même au sein de la communauté queer, il est rare de voir un jeune homme noir vigoureux mettre en scène aussi ostensiblement son postérieur – une posture féminisée qui déclenche souvent les foudres des misogynes. C'est une subversion à la fois des codes sociaux et des structures de pouvoir. C'est une chose de le revendiquer, c'en est une autre de s'en glorifier : *“Je fais peut-être la meuf au pieu, chante-t-il, mais pour le reste, c'est moi le boss.”*

Rien d'étonnant à ce qu'un personnage comme Nas ait dû en passer par le jugement de l'Église et la cruauté de certains internautes, transgressant le premier pour trouver le réconfort sur le web. Il y a chez lui une forme de rébellion qui est une réaction à la perversion dont se voit accusé tout son être. Les jours qui suivent sa prestation aux BET Awards, il les passe à ferrailer avec des homophobes sur Internet, et son agacement se lit dans l'avalanche de tweets qu'il poste. *“Ça fait quatre mois [que j'ai sorti Montero] et les gens s'étonnent encore que je sois gay et que je prenne des poses suggestives quand j'interprète une chanson sur le sexe et l'homosexualité”*, tweete-t-il dès le lendemain.

L'interprétation moderne de l'identité de l'homme noir peut être condescendante même quand elle se veut tolérante : elle pose en principe qu'être un homme noir, c'est être toujours en danger, et n'être que cela. Certains ont l'air de prendre plaisir à définir ce que doit être ou ne pas être un homme noir. Chez Nas, en revanche, le concept de masculinité ratisse large. Son identité est suffisamment riche pour laisser de la place à l'imaginaire. À l'occasion du dernier Halloween, il s'est ainsi costumé en Minaj : perruque blonde, robe cintrée et fausse poitrine. Il savait que ça en mettrait certains mal à l'aise (biberonné à Internet, il mesure l'effet en *“perte de followers”*). Nas a finalement été obligé de se défendre face à des gens comme le rappeur 50 Cent, dont la masculinité hypertrophiée repose sur ses gros muscles et le fait d'avoir survécu à une fusillade. *“Ce qui rend Lil Nas X si extraordinaire, c'est le courage d'être ostensiblement gay dans le milieu de la musique urbaine, m'explique Elton John par mail. C'est pour ça qu'il casse la baraque.”*

*“C'était libérateur, me confie Nas au sujet de son costume d'Halloween, dans le sens où je savais que des tas de gens n'allaient pas aimer, mais que j'allais le faire quand même, parce que c'était ce que j'avais envie de faire à ce moment-là. Tu vois ?”* L'opprobre, il connaît. Ça lui a au moins permis de tomber la cuirasse sur le plan artistique – et de tourner ce clip malgré les gens qui lui prédisaient une place en enfer. La provocation et la vulnérabilité sont les deux faces d'une même médaille. L'universitaire GerShun Avilez parle d'*“aléa queer”* pour désigner ce phénomène d'émancipation et de vulnérabilité concomitantes engendré par l'inversion des normes sociales qui régissent le genre. Cette position – le fait de ne jamais être vraiment dans les clous – libère la créativité, tout comme le firent les limites imposées à Nas pendant son enfance.

L'avalanche de tweets se poursuit. Nas répond à quelqu'un qui lui dit qu'il *“ne serait pas moins gay s'il se pointait aux BET Awards en costume-cravate”*. Un autre l'accuse de surcompenser ses doutes sur son identité sexuelle. Nas a passé bien trop de temps à se cacher sur des forums dédiés à Nicki Minaj et à prier pour que Dieu le libère de son homosexualité pour se retenir d'être



CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE

↑ Dans le clip d'*Industry Baby*, sorti cet été, le rappeur s'évade de la fictive prison où il a été tout aussi fictivement condamné à cause de son homosexualité.

### En bref

## Le roi du remix

Deux ans et demi. C'est le temps qu'il a fallu à Lil Nas X, après des débuts tonitruants, pour sortir son premier album. Il appartient à une génération qui a grandi avec les réseaux sociaux et pour laquelle le disque ne constitue plus un jalon de carrière : pour durer, mieux vaut multiplier les remix afin d'entretenir le buzz sur Internet. Il a ainsi décliné son tube *Montero (Call Me by Your Name)* en plusieurs versions, toutes calibrées pour faire parler d'elle, comme *Satan's Extended Version* (“version longue signée Satan”), *But Lil Nas X Makes All the Sounds With His Mouth* (“Mais Lil Nas X fait tous les bruits avec sa bouche”) ou encore *But Lil Nas X Is Silent the Entire Time* (“Mais Lil Nas X reste muet tout le temps”). *“Ces nouvelles versions ont été écoutées des dizaines de millions de fois”*, écrit **The New York Times**. Pour le quotidien, ces remix apportent chacun quelque chose de neuf. Ils offrent *“du commentaire, de la digression, du grand chambardement – à l'image de la trajectoire d'un artiste qui ne cesse d'explorer de nouvelles manières de se frayer un chemin vers le firmament de la musique”*.

lui-même. Aujourd'hui, c'est un homme en colère mais déterminé. *“T'as raison, je me pose des questions sur ma sexualité. J'ai encore du chemin. Je ne l'ai jamais nié. Quand t'es conditionné par la société à te détester toute ta vie, il y a plein de choses à désapprendre, ce qui est exactement la raison pour laquelle je fais ce que je fais.”*



Devant le Château Marmont, la conversation dérive vers l'occulte. Nas me confie qu'il se passionne pour la numérologie. Quand il a commencé à être connu, dit-il, il voyait le nombre 66 partout. Sur les plaques d'immatriculation. Au restaurant, où on l'asseyait à la table 66. Comme une blague dont tout le monde aurait été complice, sauf lui. *“Genre, j'aurais pas adhéré aux Illuminati sans faire gaffe, ou quelque chose du style ?”* confie-t-il en garant la voiture.

Il veut me montrer ce que ce 66 veut dire et me fait voir une page Blogspot truffée de liens “putaclics”. *“Soixante-six, c'est un message de tes anges qui te disent de mettre ta foi et ta confiance dans la bienveillance de l'univers, lit-il. L'ange n° 66 veut également dire que tout va bien dans la famille et dans la maison, et il invite à aimer sans réserve.”* Nas s'est rendu compte qu'il se focalisait tellement sur sa carrière qu'il était en train de perdre pied. Il avait l'impression que l'univers lui prodiguait un conseil.

Depuis quelque temps, il voit le nombre 79 – la preuve, pense-t-il, qu'il est sur la bonne voie. Selon son blog préféré, 79 indique qu'il a pris la direction qu'il fallait : *“L'ange n° 79 relaie le message qu'il faut continuer à écouter votre pratique spirituelle et/ou plan de carrière et la mission que Dieu vous a confiée.”*

Il sait que tout ça semble dingue, mais ça n'est pas plus dingue, après tout, que ce qui lui arrive depuis quelques années. Il n'aurait jamais imaginé sortir du placard, s'étant promis à lui-même, à l'âge de 14 ans, d'emporter ce secret dans la tombe. Aujourd'hui, c'est une superstar gay déclarée qui affiche publiquement une sexualité qu'il était difficile d'afficher jusque-là, et qui espère bien que d'autres lui emboîteront le pas.

Nous terminons de lire la page Blogspot, et Nas met le contact. Le petit écran de la console centrale s'allume et la température s'affiche : 79 °F [26 °C].

— **Jazmine Hughes**

Publié le 7 juillet



### SOURCE



*New York, États-Unis*  
*Hebdomadaire, 1 087 000 ex.*  
[nytimes.com/section/magazine](https://www.nytimes.com/section/magazine)  
 Inclus dans la livraison dominicale du *New York Times* depuis 1896, ce magazine de haute volée est réputé pour ses longs formats et ses signatures prestigieuses. L'article que nous vous proposons ici a fait la une du numéro daté du 11 juillet 2021, sous le titre *“L'été du joli garçon – Été festif et transgressif pour l'icône gay Lil Nas X”*.

culture. 

## Le charme discret de Sally Rooney

À 30 ans, l'écrivaine que la presse anglophone a baptisée la "voix des milléniaux" a déjà vendu des millions de livres. Alors que son troisième roman a paru en anglais le 7 septembre, l'Irlandaise n'en finit pas de passionner et d'intriguer.

— **Financial Times** Londres

Le timing était parfait : quand l'adaptation du roman de Sally Rooney *Normal People* [L'Olivier, 2021, pour l'édition française] est sortie sur le petit écran en avril 2020, une grande partie du monde était confinée à la maison. Les affres de l'amour entre Connell et Marianne, deux adolescents aux prises avec leur environnement socio-familial dans l'Irlande provinciale, ont immédiatement captivé les foules.

La série produite par la BBC et Hulu a enregistré plus de 62 millions de vues sur BBC iPlayer, le service de streaming de l'audiovisuel britannique [en France, elle est disponible en vidéo à la demande sur StarzPlay] ; quelque 100 000 personnes se sont abonnées à un compte Instagram consacré à la chaîne en argent que porte Connell dans la série ; et Sally Rooney s'est rallié un tout nouveau lectorat. Du jour au lendemain, celle qu'on surnommait avec une pointe de dédain la "voix de la génération millénaire" est devenue une écrivaine emblématique de l'époque.

Avec la sortie de son troisième roman *Beautiful World, Where Are You* [non traduit en français], la jeune femme est de nouveau sous le feu des projecteurs. Sa vie privée (sur laquelle elle se montre de plus en plus discrète), ses opinions politiques (elle se dit marxiste) et ses qualités littéraires déchaînent les passions.

**À fleur de peau.** Comme les deux précédents, le nouveau roman de Sally Rooney met en scène un petit groupe de jeunes gens de l'âge de l'autrice. Le livre se structure autour des échanges, par e-mails et en personne, entre deux meilleures amies, Eileen et Alice (une romancière à succès qui présente des ressemblances troublantes avec l'écrivaine), et leurs partenaires respectifs. Teintées d'angoisse mais aussi d'un certain détachement, intransigeantes tout en étant fragiles, leurs préoccupations vont des crises politiques au fléau de la peopolisation, en passant par le changement climatique, l'horloge biologique ou les "profils sexuels" de chacun.

"Ce sont des personnes à fleur de peau", disait Sally Rooney de ses personnages, dans un entretien au *Financial Times* en 2018. "Ils sont enclins au conflit, ils aiment que les choses soient dites, et dans certaines situations, je suis comme ça."

Née en 1991 à Castlebar, en Irlande, deuxième d'une fratrie de trois, la jeune femme a grandi au temps du Tigre celtique [le surnom donné à cette époque à l'Irlande], dans un pays en plein boom, où les investissements étrangers affluaient. Mais quand elle s'inscrit en fac d'anglais au prestigieux Trinity College de Dublin, l'Irlande est chancelante, comme le reste du monde, sous le choc du

krach de 2008. "La fausseté de tout un tas d'idées toutes faites sur l'économie m'est apparue comme une évidence, disait-elle encore à ce journal. Tout à coup, je me suis mise à me dire 'Eh mais, il y a quoi d'autre encore, comme mensonge ?'. Ça a changé ma pensée, je suis devenue plus critique de ces lieux communs érigés en vérités sur la société et la condition humaine, que l'on gobe sans réfléchir."

Étudiante, Sally Rooney excellait dans les concours de débats universitaires. En 2015, elle a raconté son expérience dans *Even if You Beat Me*, un essai [publié dans la *Dublin Review*] qui a tapé dans l'œil de l'agente littéraire Tracy Bohan. "J'ai été immédiatement frappée par la clarté de son écriture, explique cette dernière. Par son intelligence, sa franchise aussi. On y trouve aussi déjà le sens

de l'humour très particulier de Sally, que j'ai appris également à aimer."

Très vite, les choses s'emballent. L'éditeur britannique Faber & Faber arrachera les droits de *Conversations entre amis* [le premier roman de Sally Rooney, traduit en français aux Éditions de L'Olivier en 2019] au terme d'une enchère avec six autres maisons d'édition. Puis *Normal People* se vendra à plus d'un million d'exemplaires.

Pour l'heure, *Beautiful World* a reçu pour l'essentiel des critiques élogieuses – celle qui a paru dans le *Financial Times* [sous la plume d'une autre journaliste] va jusqu'à comparer l'autrice à Proust. Mais nul ne fait jamais l'unanimité. Pour le romancier Will Self, *Normal People* était "un truc très facile". L'œuvre de Sally Rooney tient "moins de la littérature que du produit culturel", persiflait le quotidien australien *The Sydney Morning Herald* au mois août. Et l'absence de *Beautiful World* dans la première sélection du Booker Prize [l'équivalent du Goncourt pour la littérature anglophone] ne passe pas inaperçue.

Certaines critiques plus étayées raillent des intrigues centrées sur des personnages presque exclusivement jeunes, blancs et privilégiés. À l'image, aussi, de Sally Rooney,

ils sont intelligents et issus d'un milieu qu'évoque à merveille cette écriture qui semble naturelle et directe, subtilement cool, où l'autrice parle souvent, au fond, d'elle-même. "D'un côté, je sais que le corps humain est capable d'une résilience incroyable, commente Alice. De l'autre, les paysans robustes que j'ai pour ancêtres ne m'ont pas franchement préparée à une carrière de romancière star que tout le monde déteste."

**Influences.** Le talent de Sally Rooney pour entrelacer grands sujets contemporains et préoccupations du quotidien capte bien l'époque. Ses personnages voyagent rarement, il se passe peu de choses en matière d'action (hormis les rapports sexuels, fréquents et racontés en détail), et *Beautiful World* fait même allusion au confinement.

Sally Rooney se voit désormais associée à toute une florissante nouvelle génération de la littérature irlandaise. *The Stinging Fly*, une revue littéraire dont elle fut autrefois rédactrice en chef, a contribué à lancer les carrières de Nicole Flattery [dont le roman *Dans la joie et le bonheur* est également paru aux Éditions de L'Olivier, en 2020], et Claire-Louise Bennett, parmi bien d'autres. Autant d'écrivaines qui n'ont guère de souvenirs de l'époque d'avant Internet, et dont les personnages organisent leur existence sur leur smartphone.

Mais Sally Rooney a beau avoir été surnommée la "J.D. Salinger de l'ère Snapchat", elle se distingue, au sujet de sa vie personnelle, par une relative discrétion. Elle a cessé de tweeter peu après le référendum irlandais sur l'avortement de 2018, dans lequel elle s'était engagée. Et on sait peu de chose de sa vie privée, même si son mari, John Prasifka, qu'elle a connu au Trinity College, figure dans les remerciements de *Beautiful World*.

Cette réserve en dit long : malgré sa jeunesse et ses engagements, au-delà du bruit de fond des notifications de WhatsApp ou de Tinder, voilà une écrivaine à l'écriture plutôt conservatrice, sur le fond comme sur la forme. Sally Rooney reconnaît d'ailleurs l'influence du roman du XIX<sup>e</sup> siècle sur son travail.

Et maintenant ? La romancière, encore jeune, pourrait prendre un virage et nous surprendre. À moins qu'elle n'ait en tête un grand œuvre : un nouvel opus qui poursuivrait le roman d'apprentissage générationnel qu'elle a entamé, où l'on observerait sa galerie de milléniaux devenir parents, atteindre l'âge mûr et sombrer dans la sénilité.

— **Laura Battle**  
Publié le  
3 septembre



VIVRE EN GRAND



FESTIVAL DE CANNES  
SÉLECTION OFFICIELLE 2021

# BIGGER THAN US

UN FILM DE  
FLORE VASSEUR



“UNE ÉNERGIE VITALE.  
DES JEUNES RAYONNANTS.  
UN FILM ESSENTIEL.”

LA CROIX

“SAISSANT ET INSPIRANT.”

FRANCE INFO

AVEC MARY FINN MOHAMAD AL JOUNDE MEMORY BANDA RENE SILVA XIUHTEZCATL MARTINEZ WINNIE TUSHABE MELATI WIJSEN

AU CINÉMA LE 22 SEPTEMBRE



ELLE

LA CROIX

Paris MÔMES

Brut.

jour2fête  
DISTRIBUTION

SENS  
CRITIQUE

PHOSPHORE

franceinfo

↓ L'île de Waiheke déroule ses plages et ses coteaux à seulement une quinzaine de kilomètres d'Auckland, la plus grande ville du pays. Photo Fredrikke/Istock/Getty Images.



—**Stuff** (extraits) Wellington

J'avais beaucoup entendu parler de Waiheke avant de prendre le ferry pour m'y rendre. La première fois, c'était par mon petit ami, dont les parents ont une maison sur l'île. Il m'avait montré des photos de gens en train de siroter du vin sur des plages baignées de soleil. Puis lors de mon séjour à la ferme pédagogique de Wilderland [dans le nord-est de la Nouvelle-Zélande, non loin d'Auckland, la plus grande ville du pays], une fille qui s'y trouvait en même temps que moi nous avait raconté son enfance sur l'île. Elle nous avait également dit que Waiheke avait beaucoup changé depuis, passant d'un havre de paix bohème à un endroit en pleine gentrification pour acheteurs de résidences secondaires.

Ma compagne de voyage, Laila, et moi avions souvent envisagé d'y aller. Chaque fois, nous avions conclu que passer quelques jours sur Waiheke n'était pas dans nos moyens. Et comme ni elle ni moi n'aimons le vin, nous n'étions pas non plus particulièrement tentés par une excursion d'une journée pour visiter les vignobles de l'île. Mais après une énième séance de visionnage de photos plus belles les unes que les autres sur Internet, nous avons décrété que nous devions absolument nous y rendre.

Glissant sur les eaux calmes du golfe de Hauraki, nous avons dépassé les imposants volcans de l'île voisine de Rangitoto. Avoir une telle masse de nature sauvage et intacte devant les yeux alors que les tours de verre d'Auckland étincelaient encore à l'horizon était surréaliste. En approchant de Waiheke, nous avons pu

## Embarquement pour Waiheke

Dans le nord de la Nouvelle-Zélande, à quelques encablures d'Auckland, cette île est un havre de paix aux plages de sable fin. Ce journaliste anglais, établi dans l'archipel, raconte émerveillé la découverte qu'il en a fait.

voir les coteaux ornés des vignobles dont nous avions tant entendu parler.

Le terminal du ferry grouillait de monde. Les chauffeurs de taxi criaient des noms en brandissant des pancartes, des familles s'embrassaient et les gens se bousculaient pour faire la queue aux arrêts de bus. Laila et moi n'avions rien organisé. Nous nous sommes souri en haussant les épaules, et sommes partis sur la route pour voir où elle nous mènerait.

**Oiseaux de paradis.** Les multiples visages de l'île nous sont clairement apparus une fois arrivés dans la ville d'Oneroa. Nous avons regardé les vitrines d'une agence immobilière, nous montrant mutuellement avec enthousiasme les superbes propriétés en bord de mer affichées à des prix à six chiffres. Laila a voulu continuer à explorer la ville, et j'ai décidé pour ma part d'aller voir la plage. J'ai pris un chemin bordé d'oiseaux de paradis (une fleur aux allures exotiques) et sentant bon l'hibiscus qui m'a conduit au bord de l'océan. La plage

de sable fin était ourlée de pohutukawas [*Metrosideros excelsa*, ou "arbre de Noël de Nouvelle-Zélande"] en fleur. Le soleil était sur le point de se coucher et les habitants de la ville étaient venus en nombre promener leur chien et bavarder pendant que les vagues leur léchaient les pieds.

Au bout d'un moment, Laila m'a rejoint et nous avons marché sur le sable, émerveillés par les maisons qui donnaient sur la mer. Chacune semblait avoir son propre bout de plage, avec ses chaises, ses tables sur le sable et ses balançoires. Nous nous sommes arrêtés et avons lié conversation avec un couple qui promenait son chien. Des gens qui s'étaient assis pour regarder le coucher du soleil nous ont fait un signe de la main. Bref, tout ce qui fait le charme des petites villes était là.

Nous avons fait le tour de la baie jusqu'à Little Oneroa. Comme nos estomacs criaient famine, nous nous sommes dirigés vers un stand de fish and chips et avons mangé notre dîner en écoutant les vagues et le vent qui soufflait dans les arbres. Plus

tard dans la soirée, je me suis baladé dans Little Oneroa. Un groupe était assis autour d'une table de pique-nique, parlant espagnol et jouant de la guitare. L'île était très animée, bien qu'avec un rythme beaucoup plus lent qu'à Auckland.

**Eaux cristallines.** Le lendemain matin, nous avons cherché sur Internet des randonnées à pied qui nous permettraient d'explorer davantage Waiheke. Nous avons choisi celle qui longeait la côte en partant de Little Oneroa, pour profiter encore plus du célèbre littoral de Waiheke. Le ciel était clair et l'air doux. C'était une très belle journée de printemps. Le chemin que nous avons pris serpente à travers une magnifique végétation endémique. Le soleil illuminait les frondes des fougères arborescentes sous lesquelles nous marchions et des points de vue superbes sur l'océan et ses eaux cristallines en contrebas s'offraient à nos yeux.

Il y a une crique que nous avons particulièrement aimée, où une jeune habitante du coin regardait son golden retriever barboter dans les vagues. Le décor était ponctué de flaques dans les rochers dont on voyait le fond comme à travers une vitre, et de kayaks tirés sur la plage. Pour couronner le tout, trois pohutukawas avaient fusionné en grandissant et formaient un pont suffisamment large pour qu'on puisse y marcher.

Un peu plus loin nous attendait un banc avec une vue panoramique sur l'océan. Nous pouvions voir notre destination, Palm Beach, une bande de sable blanc bordant une eau si bleue qu'il était difficile de la regarder sous la lumière intense du soleil. Nous avons poursuivi le chemin à travers une vallée enchanteresse de fougères arborescentes et de palmiers où s'élevait le chant des tuis [*Prosthemadera novaeseelandiae*, aussi appelé "tui cravate-frisée", un oiseau endémique de Nouvelle-Zélande].

À Palm Beach, nous avons acheté de quoi grignoter et nous nous sommes installés dans un endroit très agréable à l'ombre. Nous avons passé la journée à observer les gens, à lire et à nous baigner dans l'océan.

Nous avons repris le ferry le lendemain avec une nouvelle perspective sur Waiheke. Nous avons découvert une population variée confrontée au développement et aux changements qui découlent de la proximité avec une ville aussi grande qu'Auckland. L'île est d'une beauté à couper le souffle et il serait dommage qu'elle perde son caractère et ses paysages à cause de cela. En tout cas, nous avons été surpris de voir qu'il était possible de la visiter avec un petit budget.

Waiheke est vraiment magnifique, et vous n'aurez pas besoin d'aller très loin pour voir des plages et des paysages dont j'ai rarement trouvé les équivalents dans toutes mes pérégrinations en Aotearoa [le nom maori de la Nouvelle-Zélande].

—**Andy Leake**  
Publié le 16 juillet



## Praxitèle, le sculpteur qui a dévoilé le corps des femmes

**iv<sup>e</sup> siècle av. J.-C. — Grèce.**

Dans la Grèce classique, où les nus masculins ne choquaient personne, la statue de la déesse Aphrodite dans son plus simple appareil a déclenché une révolution artistique.

— **Historia y Vida** Barcelone

Elle s'appelait Mnésareté, "celle qui se souvient de la vertu", mais seul son nom d'artiste, "Phryné", était connu dans toute la Grèce. C'était une hétéaire, une prostituée de luxe, la plus célèbre de son temps. Vers l'an 350 av. J.-C., Phryné s'est fourrée dans un beau pétrin : un amant l'a accusée d'impiété. Était-ce pour avoir révélé des détails des mystères d'Éleusis? Avait-elle parodié irrespectueusement ce rite? ou avait-elle simplement toléré qu'on la compare à la déesse Aphrodite? Il s'agissait en tout cas d'un crime très grave, passible de la peine de mort.

Ce qui s'est passé pendant le procès varie en fonction de ceux qui l'ont raconté. Selon la version la plus piquante, Phryné a été défendue par Hypéride, l'un des dix meilleurs orateurs attiques de l'Antiquité, mais son éloquence est tombée dans les oreilles de sourds. Pour sauver sa cliente, Hypéride l'a dépouillée de sa tunique devant le tribunal, la montrant dans toute sa splendeur. Les sages messieurs d'Athènes l'ont aussitôt déclarée innocente.

Véridique ou non, cette anecdote est révélatrice : dans la Grèce classique, la beauté était synonyme de vertu. Elle l'avait été du moins pendant quatre longs siècles en ce qui concerne les hommes, qui, dans les stades, se mettaient nus pour rivaliser d'adresse sportive. Dans l'art, les héros hellènes étaient musclés, bien proportionnés, éternellement jeunes. En revanche, les traits disgracieux des étrangers ou des satyres renvoyaient à la corruption morale.

**Cylindres drapés.** Le cas des femmes a toujours été plus compliqué. Les Athéniennes respectables se couvraient d'un voile et sortaient rarement du gynécée. Leurs équivalents de pierre n'étaient pas moins discrets, en tout cas dans un premier temps. Pendant l'époque archaïque, tandis que les cimetières se remplissaient de *kouroi*, ces statues solennelles de jeunes garçons nus, leurs variantes féminines, les *korai*, ne laissaient même pas deviner une courbe sous le péplum et le chiton. Les statues les plus anciennes ressemblent à des cylindres drapés. Les rares fois où un céramiste, pour des raisons narratives, se décide à représenter une femme nue [sur un vase en terre cuite], il a l'air de dessiner en réalité un homme avec des seins, à en juger par des détails comme les abdominaux ou la largeur des épaules.

À partir de l'époque classique [v<sup>e</sup>-iv<sup>e</sup> siècle av. J.-C.], l'idéal masculin gagne en naturel et devient toujours plus éblouissant dans sa fierté nudiste. De son côté, l'idéal féminin, réservé aux déesses et aux caryatides, évolue timidement. Hanches et cuisses révèlent peu à peu des formes sous les plis des tuniques, en particulier dans les représentations d'Aphrodite.

Et soudain, c'est la révolution. Un sculpteur du nom de Praxitèle a l'idée saugrenue de ciseler une Aphrodite entièrement nue, d'une sensualité sans équivoque. Sa féminité est authentique : épaules étroites, cou souple, ventre arrondi, hanche languissamment arquée pour soutenir le poids du corps sur une jambe. Il s'agit de la célèbre "courbe praxitélienne", un truc de composition que l'artiste

↙ **L'une des copies romaines de l'Aphrodite de Cnide, statue de Praxitèle aujourd'hui disparue.**

Photo Adam Eastland/Alamy/Photo12.

à déjà employé avec succès sur ses athlètes mais qu'il applique aux formes féminines.

L'artiste a travaillé, selon toute probabilité, sur un modèle en chair et en os. Vous devinez son nom? Phryné, l'hétéaire qui a échappé à une condamnation grâce à la perfection de son corps. Praxitèle propose la statue à la ville de Cos [sur l'île du même nom, près de la côte ouest de l'actuelle Turquie] qui la refuse et acquiert à la place une version vêtue. Dans la mythologie grecque, les déesses infligent des châtiments cruels aux mortels qui les ont surprises nues, alors pourquoi courir le risque? Finalement, ce sont les citoyens de Cnide [ville située à 20 km de Cos], apparemment moins craintifs, qui l'achètent.

La nouvelle se répand, et loin de déchaîner la colère divine sur la ville, elle y attire un afflux de voyageurs désireux de contempler la déesse sous tous les angles – ce qui n'est pas difficile, étant donné qu'elle préside un temple circulaire (tholos). De bons mots circulent. "*Pâris, Adonis et Anchise m'ont vue nue, c'est tout ce que je sais. Mais comment Praxitèle y est-il arrivé?*" se demande Aphrodite dans une épigramme d'Antipater. Selon la rumeur, un jeune homme se serait jeté d'une falaise après avoir passé une folle nuit avec la statue.

La sculpture originale a été transportée à Constantinople par l'empereur Théodose [iv<sup>e</sup> siècle] et elle a brûlé pendant la sédition Nika [soulèvement contre l'empereur Justinien, en 532]. Mais on en conserve une bonne dizaine de copies, pour la plupart romaines, et il existe une infinité de variations sur le modèle initial.

Qu'est-ce qui la rend si irrésistible? Le regard masculin. La déesse se sait surprise par un spectateur. Le geste qu'elle fait pour cacher son pubis semble pudique, mais il révèle plus qu'il ne cache. L'une de ses variantes, l'*Aphrodite* de Ménophante, est encore plus ambiguë : se couvre-t-elle un sein ou montre-t-elle un mamelon? Ce n'est pas un hasard si ces jeux visuels se sont popularisés au iv<sup>e</sup> siècle avant J.-C., à l'époque même où les hétéaires sont devenues des sex-symbols internationaux. Une célébrité conquise à grand renfort d'érotisme, avec la vulnérabilité de celles qui n'avaient pas d'autre moyen d'accéder à la sphère publique.

— **Ana Echeverria Aristegui**  
Publié le 11 juin

**SOURCE**



**HISTORIA Y VIDA**

Barcelone, Espagne

Mensuel

[lavanguardia.com/historiayvida](http://lavanguardia.com/historiayvida)

Pionnier du genre en Espagne, ce mensuel de vulgarisation historique fondé en 1968 propose des reportages et des articles d'une grande rigueur scientifique, écrits par les meilleurs spécialistes. La publication appartient au groupe catalan Godo, propriétaire du quotidien *La Vanguardia*.



mgen<sup>★</sup>

GRUPE **vyv**

POUR SON AUTHENTICITÉ

# J'AI CHOISI MGEN

## MUTUELLE SANTÉ - PRÉVOYANCE

Perrine Laffont a choisi MGEN pour son engagement à protéger la santé des personnes en toutes circonstances. Authentiquement mutualiste, MGEN rend accessibles les meilleurs soins à tous. Rejoignez-la.

**PERRINE LAFFONT**  
CHAMPIONNE OLYMPIQUE DE SKI  
DE BOSSES & 4 FOIS VICTORIEUSE  
DE LA COUPE DU MONDE.

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Filia, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max-Hymans - 75748 Paris CEDEX 15.